



LA MÉTÉO: FAIBLE NEIGE.
MINIMUM: -20°, MAXIMUM: -8°.
DEMAIN: NUAGEUX. DÉTAILS PAGE A 2

LES PROFESSIONNELS DE LA VISION
GREICHE ET SCAFF
OPTOMETRISTES
30 SUCCURSALES 336-5330

MONTREAL, SAMEDI 8 FÉVRIER 1986, 102^e ANNÉE, N° 108, 232 PAGES, 15 CAHIERS •

1\$

Iles de La Madeleine: 1.50

DUVALIER PARTI

Explosion de joie et de vengeance

■ PORT-AU-PRINCE (d'après AFP, Reuter et UPI) — L'explosion de joie qui a suivi à Port-au-Prince le départ du président Jean-Claude Duvalier, dans la nuit de jeudi à vendredi, s'est transformée en très violentes actions de représailles contre les tontons macoutes et les symboles de l'ancien régime établi il y a 28 ans par Papa Doc, père du dictateur en fuite.

Le déchainement a pris des proportions telles que le nouveau gouvernement civilo-militaire a instauré le couvre-feu sur tout le territoire pour «protéger les vies et préserver les biens des citoyens haïtiens et étrangers». Avant l'instauration de cette mesure, qui devait être en vigueur au moins jusqu'à 6h ce matin, on estimait qu'au moins cinq personnes avaient été tuées dans les rues de la capitale.

Le Conseil national de gouvernement, qui comprend trois militaires et deux civils, a été mis en place dès le décollage, à 5h46, de l'avion militaire américain C-141 qui transportait le dictateur déchu — Grenoble, dans le sud-est France, où il a atterri à 7

voir DUVALIER en A 2

Trois pages sur la fuite de Duvalier

pages A 10, A 11 et C 1



Cet amas de pierres est tout ce qui reste du mausolée qui abritait, au cimetière de Port-au-Prince, la tombe de François Duvalier.

photo Reuter

Brian Mulroney en entrevue à LA PRESSE



M. Michel Roy, éditeur adjoint, accueille le premier ministre à LA PRESSE photo Michel Gravel, LA PRESSE

À MONTRÉAL Ottawa créera 1 600 emplois

■ Le gouvernement fédéral dévoilera au cours des prochains jours deux projets indus-

MAURICE JANNARD et MICHEL VASTEL

triels reliés au secteur de pointe et qui créeront 1 600 emplois dans la région de Montréal.

Sans dévoiler la nature exacte

des investissements, le premier ministre, M. Brian Mulroney, a déclaré, lors d'une entrevue exclusive hier à LA PRESSE, qu'il y aura lundi ou mardi prochain des annonces «très importantes» à Montréal de création d'emplois.

«Je peux vous dire qu'il y en

voir MULRONEY en A 2

■ **Autres informations** page A 9

SOMMAIRE

Annonces classées D 12 à D 15, G 1 à G 6, H 10 à H 14
— Habitat D 1 à D 11
Arts et Spectacles .. E 1 à E 20, F 1, F 5
— Horaires E 14
Bandes dessinées ... X 19, X 20
Bricolage D 9
Bridge Z 9
Carrières et profess. Y 1 à Y 8, Z 1 à Z 8
Décès, naissances, etc. C 5
Économie H 1 à H 9
Êtes-vous observateur? D 13
FEUILLETON
Le crime d'Ovide Plouffe G 3
«Génies en herbe» X 19
Horoscope D 14
Jardinage D 5
Le monde B 7
Maisons d'enseign. F 2 à F 4
Mots croisés G 1, G 4
«Mot mystère» H 11
Pleins feux A 7, A 8
Quoi faire A 12
Restaurants F 5 à F 8
Sciences Z 10
Sports B 1 à B 6
— Chasse et pêche B 4
Télévision F 5
Timbres Z 9
Vacances-Voyage X 1 à X 18
Vivre aujourd'hui C 2, C 3

Fraude et corruption ■ Au moins 35 morts

Manille: les deux candidats revendiquent la victoire

■ MANILLE (d'après AFP, Reuter, AP et UPI) — À l'issue des élections présidentielles tenues hier aux Philippines, les premiers résultats étaient contradictoires et les deux candidats revendiquaient la victoire.

Mais les rapports provenant de diverses sources indiquent que le scrutin a été marqué par la violence, l'intimidation et la fraude.

Six heures après la fermeture des bureaux de vote, la télévision officielle affirmait que le président sortant, M. Ferdinand Marcos, remporterait l'élection haut la main avec près de 90 p. cent des suffrages.

De son côté, Mme Corazon Aquino, candidate de l'opposition, revendiquait la victoire. Bien que le décompte des suffrages soit loin d'être terminé,

la veuve de l'opposant assassiné Benigno Aquino déclarait, dans un texte présenté comme un communiqué de victoire et diffusé à 1h samedi matin, que la tendance en sa faveur était «claire et irréversible».

«Le sortilège Marcos est brisé, le mythe de la machine invincible a été réduit à néant. Le peuple et moi-même avons gagné et nous le savons. L'ère Marcos est terminée», a ajouté Mme Aquino.

Des informations contradictoires sur les premiers résultats ont commencé à être diffusées

par la Commission officielle des élections (COMELEC) et le Mouvement national des citoyens pour des élections libres (NAMFREL), organisme privé constitué de volontaires militant contre la fraude.

Selon la COMELEC, dont la première tendance a été communiquée vers minuit, M. Marcos était en tête avec 11 593 voix contre 6 575 à son adversaire de l'opposition unifiée. Mais selon le NAMFREL, organisme bénéficiant tant de l'appui moral du gouvernement américain que du soutien de

l'Église catholique locale, Mme Aquino menait avec 883 228 suffrages exprimés contre 614 432 au chef de l'État sortant.

L'agence de presse des Philippines PNA crédite pour sa part le président Marcos de 202 664 voix contre 160 502 à Mme Aquino.

Des partisans de Mme Aquino estimaient hier soir que des éléments favorables à M. Marcos essayaient de renverser la tendance en recourant à la fraude dans des secteurs où le décompte des voix restait à faire, sans parler des faux bulletins et des irrégularités commises durant la période pré-électorale selon certains témoignages.

Le porte-parole du président Marcos a affirmé pour sa part que la proclamation de sa vic-

voir MANILLE en A 2

Patrick Filleux à Manille: Les élections de la honte

page A 8

NOUS, ON RENTRE À LA MAISON ET LES TONTONS MACOUTES Y VIENNENT NOUS REMPLACER DANS LE TAXI... NE VOUS INQUIÉTEZ PAS, VA!



Vacances / Voyages

La Finlande en un clin d'oeil page X 1



Cahier spécial

LA MARIÉE

Arts et spectacles



Léa Pool porte tous les espoirs page E 1

VIDEO VR-4000 VHS-HIFI
RALENTI PARFAIT AVANT / ARRIÈRE
6 TÊTES 8 PROGRAMMES / 14 JOURS
137 CANAUX ACCÈS DIRECT ► TÉLÉCOMMANDE SANS FIL



ZENITH
Prix régulier: 1199\$
PRIX SPÉCIAL 899\$

Ummoulin
8390 ST-HUBERT (SUD DE MÉTROPOLITAIN) • 388-4636 / 1122
5916 BÉLANGER (coin de LACORDAIRE) • 256-7571

AUJOURD'HUI...

CHRONIQUE

LYSIANE GAGNON: Il y a quelque chose d'inexplorable dans cette obsession de l'image qu'ont certains groupes de pression féministes, comme s'il importait davantage de changer les images que la réalité.

page A 7

PLEINS FEUX

GILBERT BRUNET: Pourquoi le ministre des Finances ne s'empresse-t-il pas de faire toute la lumière sur les récentes augmentations de taxes, plutôt que de prétendre que les \$240 millions étaient contenus dans les prévisions budgétaires de ses prédécesseurs péquistes?

JEAN-FRANÇOIS LISÉE: Un an après le début de son second mandat, l'indestructible Ronald Reagan bénéficie d'un plus grand appui populaire qu'aucun autre président d'après-guerre au bout de cinq ans de service.

page A 7

ARTS ET SPECTACLES

CLAUDE GINGRAS: Au milieu d'une saison lyrique essentiellement italienne, l'Opéra de Montréal propose, à partir de mardi et pour six représentations, un sombre *Musikdrama* wagnérien, *Tristan und Isolde*.

ALINE GÉLINAS: Big Band, de Brian Macdonald, qui a chorégraphié aussi bien pour des troupes de ballet classique que pour des compagnies de danse moderne ou de jazz, est au programme du spectacle des Ballets Jazz de Montréal cette semaine à la Place des Arts.

page E 1

ASSURANCE-VIE

En cinq ans, le dynamisme de l'assurance-vie a permis à cette industrie de doubler virtuellement son capital, qui atteint aujourd'hui quelque \$80 milliards; l'assurance-vie fournit environ 60,000 emplois aux Canadiens, dont près de 15,000 au Québec.

Cahier spécial

CHASSE ET PÊCHE

PIERRE GINGRAS: Les pêcheurs sont peu enclins à changer de territoire, mais pourquoi ne pas tenter sa chance dans un parc ou une réserve faunique? Pour la première fois cette année, la brochure Parcs et réserves fauniques du Québec offre aux pêcheurs un vaste choix de lacs.

page B 4

SCIENCES

PIERRE VINCENT: L'enquête de la NASA devrait démontrer, selon le professeur Marcel Sicotte, que l'explosion en vol de la navette Challenger a été la conséquence de deux erreurs humaines.

page Z 10

PLUS

DENISE PROULX: Pour contrer l'effet négatif de la télévision américaine sur les enfants, Télé-Jeunesse Canada veut créer un réseau national assurant un service de programmation en anglais et en français à l'intention de la jeunesse de 2 à 24 ans.

pages 3 et 4

LE VIN

On connaît très peu au Québec les vins d'appellation Barbaresco, qui comptent, avec le Barolo, du Piedmont également, parmi les plus célèbres d'Italie.

page F 7

HABITAT

ROBERT DUBOIS: L'achat d'une antenne satellite coûte cher, mais ce système offre en contrepartie un choix inégalé de films et d'émissions sportives et culturelles.

page D 1

BRICOLAGE

On peut réaliser sur la scie d'établi des onglets parfaits pour fabriquer des cadres, sans avoir à jongler avec le guide d'angles: il suffit de fabriquer une table d'onglet.

page D 9

JARDINAGE

Il n'est pas trop tôt pour planifier la prochaine récolte de vivaces, car en agissant de bonne heure, on s'assure d'obtenir un premier choix auprès des pépiniéristes.

page D 5

DUVALIER

SUITE DE LA PAGE A 1

locales en présence d'un important dispositif policier.

En compagnie du dernier carré de ses fidèles et de membres de sa famille, M. Duvalier, 34 ans, s'est ensuite rendu à Talloires (Haute-Savoie), sur les bords du lac Annecy. Il séjournera dans un hôtel de cette localité de 800 habitants pour un délai maximum de huit jours que lui a laissé le gouvernement français pour trouver un autre pays d'accueil. Tard hier, il ne semblait pas qu'une capitale étrangère ait accepté de recevoir M. Duvalier.

La junte de gouvernement est dirigée par le général Henri Namphy et comprend deux autres militaires, les colonels William Regala et Max Valles, ainsi que deux civils, MM. Gérard Gourgue et Alix Cinéas, plus un conseiller militaire, le colonel Prosper Avril. M. Gourgue est président de la Ligue haïtienne des droits de l'Homme depuis 1978 et M. Cinéas était conseiller du président Duvalier.

La junte s'est engagée, dans une déclaration, à respecter les droits de l'Homme et à maintenir les forces armées à l'écart de la politique.

La chute du régime duvaliériste a été accueillie avec soulagement par les communautés haïtiennes à l'étranger. Toutefois, plusieurs responsables des groupes d'opposition ont désapprouvé la mise en place du Conseil national de gouvernement, craignant que le nouveau pouvoir ne soit «un duvaliérisme sans Duvalier». D'autres s'inquiètent du rôle joué par Washington dans les événements ayant amené le départ de *Bébé Doc* après plusieurs mois d'agitation durement réprimée par son régime.

À Port-au-Prince, des milliers de Haïtiens de toutes conditions ont accueilli l'armée dans un enthousiasme délirant. On entendait crier «Duvalier fini», «Nous sommes libérés», «Le singe est parti». Cependant, la joie a dégénéré en colère et en vengeance.

Dans le cimetière de Port-au-Prince, les manifestants se sont attaqués avec acharnement au tombeau de *Papa Doc*.



Aux manifestations de joie provoquées par l'annonce de la fuite du président Jean-Claude Duvalier ont rapidement succédé, à Port-au-Prince, les émeutes et le pillage. Ici, des jeunes gens emportent une à une les pièces du garage du concessionnaire Toyota.

téléphoto Reuter

Les mains en sang, ils frappaient ce petit monument de couleur claire à coups de pierres. Les quatre murs de l'édifice ont été abattus. Des jeunes, des vieux, des femmes redoublaient d'efforts, comme pour se libérer de toute une violence accumulée. Dans la rue, des manifestants faisaient brûler ce qui était, selon eux, les restes de François Duvalier.

D'autres tombes ont été saccagées, dont celle du général Gracia Jacques, qui a été chef

de la garde présidentielle pendant vingt ans. Deux cercueils ont été sortis, dont l'un a été ouvert.

«J'ai besoin d'un tonton macoute pour boire son sang», a lancé un protestataire exalté. Un autre a affirmé qu'un macoute avait été tué à coups de feu devant lui et que son corps avait été brûlé. Selon un témoin étranger, un autre macoute a été tué à coup de pierres.

L'armée et la police tentaient de s'opposer à ceux qui pillaient les biens des macoutes. Dès l'arrivée des forces de l'ordre, les pillards se dispersaient en emportant sous le bras des pièces de tissus, des bouteilles, des articles sanitaires ou des planches.

Il était impossible la nuit dernière d'établir un bilan des victimes, les troubles s'étant étendus à une grande partie de Port-au-Prince, ville d'un million d'habitants.

LaSalle subira un pontage coronarien

Le ministre canadien des Travaux publics, M. Roch LaSalle est hospitalisé depuis

ANDRÉ PÉPIN

jeudi soir à l'hôpital Notre-Dame où il subira une intervention chirurgicale au cœur - un

pontage coronarien - au début de la semaine prochaine.

«Je travaille sans m'inquiéter de ma santé depuis plus de 40 ans. La machine a maintenant plus de 100 000 milles, si je me fie aux examens que je viens de

subir», a confié M. LaSalle à LA PRESSE, au cours d'un entretien téléphonique hier soir.

Le ministre, âgé de 57 ans, s'est pour la première fois inquiété de son état de santé l'été dernier, lorsqu'un médecin de l'hôpital Notre-Dame l'a invité à subir des examens sérieux. «Nous disputons ensemble une ronde de golf lorsqu'il a remarqué que j'étais constamment essoufflé. Il m'a alerté en m'invitant à subir des examens», a expliqué le ministre.

M. LaSalle s'est rendu à l'hôpital Notre-Dame à quelques reprises pour subir tous les examens usuels. Cette semaine, on l'a finalement hospitalisé en lui indiquant qu'il subirait une intervention. «La décision finale sera prise demain - aujourd'hui - mais tout indique qu'on procédera à une intervention», a-t-il dit, en annonçant «publiquement» qu'il fumerait ce matin sa dernière cigarette...

La convalescence à laquelle M. LaSalle devra s'astreindre devrait durer 5 ou 6 semaines, selon les médecins qui le traitent.

Prévenu de son hospitalisation prochaine, le ministre dit avoir eu le temps de régler plusieurs dossiers urgents, dont la vente de plusieurs propriétés fédérales. «Nous aurons conclu des ventes pour un peu plus de \$500 millions, ce qui provoquera des investissements de plus de \$1 milliard de la part d'entreprises privées. Je suis fier de notre travail», a-t-il poursuivi.

Le ministre s'est par ailleurs dit très heureux de constater la remontée de son parti au cours des dernières semaines. Quant aux difficultés de son parti au Québec, il a lancé avec humour: «Les difficultés de mon parti au Québec ne me rendent pas malade puisque durant plusieurs années j'étais seul pour me défendre. Nous allons remonter la pente».

Le ministre se dit conscient d'avoir abusé de ses forces physiques à l'époque où il devait représenter sa formation dans tous les coins de la province, intervenir aux Communales, répondre aux journalistes. «Depuis que je suis ministre, je suis beaucoup plus discipliné mais, voilà, les tuyaux sont rouillés, je n'ai plus 30 ans. Je devrai être encore plus prudent», a conclu M. LaSalle.

MULRONEY

SUITE DE LA PAGE A 1

aura deux (projets) dans les prochains jours qui vont créer des emplois dans les industries de pointe de haute technologie. Dans un cas, le projet est échelonné sur deux ans et il va créer 1 000 emplois, et dans l'autre cas, c'est sur trois ans, avec 500 ou 600 emplois», a précisé le premier ministre.

Amené à dire si les investissements étaient reliés à l'industrie aéronautique, M. Mulroney a dit à la blague: «Cela ne vole pas, mais ça aide à voler».

Même s'il n'a pas voulu en dire plus, M. Mulroney tenait à lever une partie du voile sur les nouveaux projets pour bien montrer que le gouvernement conservateur avait à cœur le développement économique de la région de Montréal. Il n'accepte pas les critiques faites à son endroit à la suite de la fer-

meture de Gulf, dans l'est de Montréal, car il accuse ses prédécesseurs libéraux d'avoir fait pire lorsqu'ils étaient au pouvoir puisque «trois raffineries ont été tuées sous les Marc Lalonde et Jean Chrétien».

L'entrevue de deux heures a permis de traiter de plusieurs thèmes dont le rôle international du Canada, le prochain Sommet de la francophonie, la constitution, le libre-échange et les relations du gouvernement conservateur avec les médias. Toutefois, le premier ministre a insisté en plusieurs occasions sur la performance économique de son gouvernement, se plaignant en général «du peu d'intérêt des médias pour les emplois».

Il a d'ailleurs profité des dernières statistiques sur le chômage publiées hier par Statistique Canada pour expliquer que les conservateurs avaient une fiche nettement supérieure au gou-

vernement précédent dans la création d'emplois.

M. Mulroney ne pouvait passer sous silence le fait que le taux de chômage est inférieur en ce moment à 10 p. cent, ce qui ne s'est jamais vu depuis quatre ans.

Sans tenir compte des chiffres d'hier, M. Mulroney a déclaré qu'au cours des 16 derniers mois, il s'est créé au Québec 156 000 emplois, ce qui représente 9 750 emplois par mois. Il dira que sous les libéraux la moyenne était de 745 emplois par mois. «Notre performance est 13 fois meilleure que celle du Parti libéral», a-t-il lancé sur une voix forte et presque menaçante, comme pour bien montrer qu'il s'agit de la question la plus importante de l'heure.

Quant aux projets pour la région de Montréal, il a mentionné que plusieurs secrétariats internationaux seront installés dans la métropole au cours des

prochains mois. Il souligne particulièrement qu'il est important d'avoir à Montréal le congrès qui marquera le début des négociations commerciales du GATT. «En plus d'être un événement important, en termes de créations d'emplois, il faut tenir compte qu'il y aura environ 3 000 délégués ici presque en permanence», a-t-il dit.

Plus de cent pays participent à ces discussions internationales. Habituellement, les pourparlers se déroulent à Genève, mais M. Mulroney laisse entendre que, cette fois, les négociations du GATT pourraient se dérouler à Montréal. Les États-Unis ont donné leur accord pour appuyer la démarche du Canada.

Pour le chef conservateur, il est clair qu'il s'attend à être jugé sur les réalisations de son gouvernement lors des prochaines élections. Il se dit confiant de réaliser son objectif.

MANILLE

SUITE DE LA PAGE A 1

toire par Mme Aquino était peut-être destinée «à fournir aux opposants un alibi» qui leur permettrait par la suite de ne pas reconnaître leur défaite. M. Marcos a menacé l'opposition de recourir à la législation anti-émeute si elle entendait déclencher des violences devant le résultat des élections.

Quoi qu'il en soit, divers observateurs indépendants ou ap-

partenant à l'opposition ont accusé les partisans de Marcos de se livrer à des fraudes et à des actes de corruption, moins d'une heure après l'ouverture des élections.

Le sénateur Richard Lugar, chef de la délégation d'observateurs américains envoyés par le président Reagan pour y suivre les élections présidentielles, a déclaré que le scrutin avait été entaché d'irrégularités. Il a également fait savoir que les observateurs indépendants n'avaient plus accès aux résultats électo-

raux et qu'il en ignorait la raison. «Je suis certain qu'il y a eu des truccages pendant le déroulement du scrutin», a-t-il dit.

Un peu plus tôt, un porte-parole de M. Lugar s'était dit préoccupé par les «solides preuves de fraude» dont disposait la délégation américaine. A Washington, le département d'État a dit avoir reçu des rapports de fraude et de violence durant le scrutin et a qualifié cette situation de «regrettable».

D'après le gouvernement philippin, 90 p. cent des 26 mil-

lions d'électeurs ont voté. Le scrutin a duré huit heures et le gouvernement affirme qu'il s'est dans l'ensemble déroulé de façon correcte et pacifique. Mais l'armée a fait état d'au moins 35 morts au cours d'incidents liés aux présidentielles. Selon diverses sources, le bilan attendrait 46 morts pour la journée d'hier, portant à 98 victimes le total pour les deux mois de la campagne électorale.

Des milliers d'électeurs ont dit n'avoir pu voter en raison de procédures compliquées.

La Quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

376

à quatre chiffres

1374

LA MÉTÉO

Samedi 8 février 1986

AUJOURD'HUI:

Min. -20 Max. -8

NEIGE LÉGÈRE

DEMAIN: NUAGEUX

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-20	-10	Neige
Outaouais	-20	-8	Nuageux
Laurentides	-20	-10	Nuageux
Cantons de l'Est	-20	-8	Nuageux
Mauricie	-18	-7	Neige
Québec	-25	-10	Nuageux
Lac-Saint-Jean	-25	-12	Ciel variable
Kimourci	-23	-9	Ensoleillé
Gaspésie	-23	-9	Ensoleillé
Rose-Croix	-23	-9	Ensoleillé
Saguenay	-23	-9	Ensoleillé

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	-1	8	Nuageux
Edmonton	-21	-7	Neige
Regina	-15	-4	Neige
Winnipeg	-16	-6	Neige
Toronto	-9	-6	Neige
Fredericton	-21	-5	Neige
Halifax	-14	-3	Nuageux
Charlottetown	-17	-6	Neige
Saint-Jean	-15	1	Nuageux



États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	-11	2	N.-Orléans	-9	22
Buffalo	-9	-1	Pittsburgh	-1	6
Chicago	-5	1	S. Francisco	8	14
Miami	20	26	Washington	-3	8
New York	-7	4	Dallas	2	10

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	-7	-3	Madrid	-2	8
Athènes	6	12	Moscou	-22	-15
Acapulco	20	31	Mexico	10	25
Barlin	-13	-8	Oslo	-10	-3
Bruxelles	-9	-1	Paris	-4	4
Buenos Aires	21	33	Rome	4	13
Copenhague	-8	-2	Séoul	-12	-4
Genève	-2	-1	Stockholm	-15	-10
Hong Kong	8	11	Tokyo	0	7
Le Caire	13	21	Trinidad	23	30
Lisbonne	5	12	Vienne	-8	-3
Londres	-4	-1			

ILS SONT CONSIDÉRÉS COMME «CONTAGIEUX» Le Canada ferme la porte aux immigrants atteints du SIDA

■ La loi canadienne de l'immigration (1976) permet d'interdire l'entrée du Canada aux immigrants atteints du SIDA.

NICOLE BEAUCHAMP

L'automne dernier, le comité de révision médicale de l'Immigration à Ottawa a ainsi recommandé que les candidats affectés par la maladie tombent dans la catégorie des «personnes non admissibles». Pas de bruit autour de leur exclusion.

C'est ce qu'ont tour à tour confirmé à LA PRESSE M. Guy Gagnon, des relations publiques du ministère fédéral Emploi-Immigration, et le docteur Scott Leslie. «Le SIDA est considéré comme une maladie contagieuse qui présente une menace pour la santé publique. Ses victimes se trouvent non admissibles en vertu des dispositions de la loi», a déclaré à LA PRESSE le docteur Leslie, du ministère fédéral de la Santé, responsable du service de certification médicale pour l'immigration.

Ces dispositions (article 19,1 a) touchent les «personnes souffrant d'une maladie dont la nature, la gravité ou la durée probable amène les médecins à juger qu'elles constituent ou

pourraient constituer un danger pour la santé ou la sécurité publiques». Leur portée générale couvre désormais le SIDA.

Toutefois, ni la loi ni ses règlements ne mentionnent expressément des maladies susceptibles de frapper d'interdit les immigrants. Aucune référence précise n'apparaît non plus dans le guide d'instructions des agents d'Immigration-Canada au chapitre des examens médicaux.

Hormis les exemptions prévues, l'examen médical obligatoire fait partie des exigences rattachées à l'obtention d'un visa d'admission au Canada des étrangers désireux de s'y établir en permanence. Aux points d'entrée aéroportuaires et autres, les agents d'immigration veillent à faire subir cet examen à ceux qui auraient passé outre aux procédures officielles.

D'après le docteur Scott Leslie, on effectue chaque année environ 15 000 examens dans les 14 pays où les agents des Affaires extérieures traitent les demandes de visas d'immigration, et 15 000 autres dans les services médicaux du Canada. «Il s'est trouvé très peu de cas (very few cases) où le SIDA a été diagnostiqué», a-t-il signalé en se gardant d'en préciser le nombre et les circonstances.

«De toute façon, de dire M. Gagnon, d'Emploi et Immigration Canada, les dossiers sur les refus d'admission pour des raisons de santé ne sont pas transmis par les bureaux de l'étranger. Selon lui, les agents d'immigration postés ici ou à l'extérieur du Canada sont tenus de prendre en compte l'évaluation des médecins désignés pour accorder ou refuser les visas d'entrée aux immigrants.

Ces évaluations comportent une série de lettres et de chiffres codés qui recèlent les «critères fondamentaux d'ordre médical». La lettre «M» correspond ainsi au bilan de l'état de santé. La cote «M6» signifie une maladie dangereuse dont le traitement ne s'annonce pas efficace et qui par surcroît (cote M7) peut entraîner «un fardeau excessif pour les services sociaux ou les services de santé».

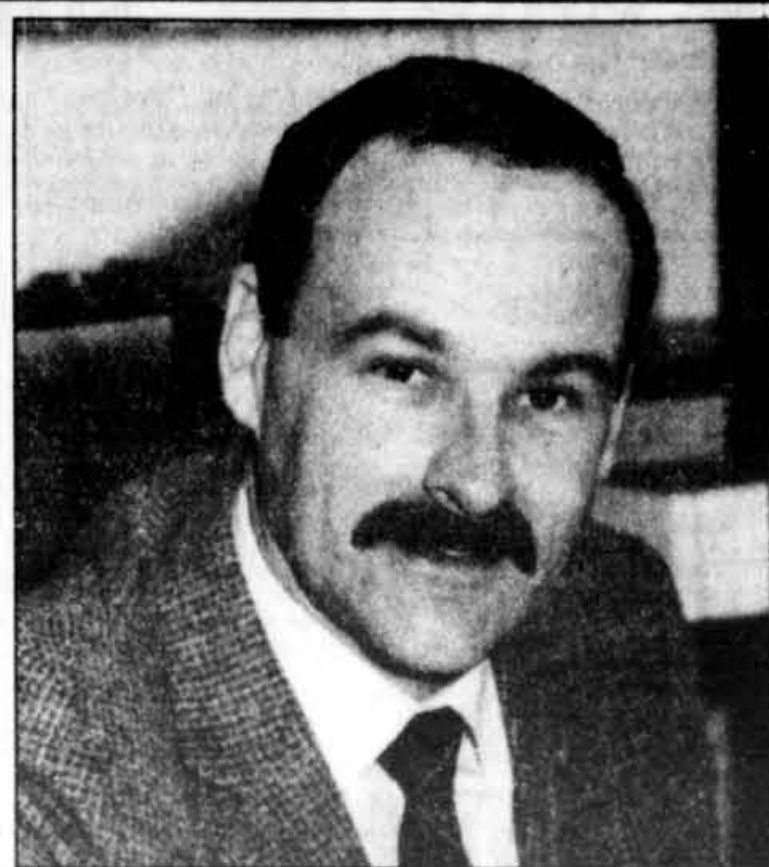
Devant des candidats à l'immigration notés M6 ou M7, les agents doivent les «conduire» comme des «personnes non admissibles» en vertu de la loi. A moins qu'ils ne détiennent un permis spécial d'admission au Canada. Les victimes à leur insu du syndrome d'immuno-déficience acquise s'attirent sans doute de telles cotes. Restent les recours prévus pour en appeler

d'un refus d'admission. S'y essaie qui peut.

De son côté, la Maison Blanche s'apprête à se prononcer sur un décret visant à interdire l'accès des États-Unis aux immigrants atteints du SIDA et à conférer au secrétaire d'État la Santé le pouvoir d'imposer les tests anti-SIDA. Au Canada, on n'écartera pas la possibilité d'inclure dans les examens médicaux requis par la loi les tests de détection des anticorps du virus LAV/HTL VIII, responsable du SIDA.

«Nous n'avons pas adopté de politique à l'effet de demander ces tests à l'égard des personnes en provenance des régions du monde où le SIDA se montre en expansion. Nous sommes en train de consulter les provinces afin de voir s'il n'y aurait pas lieu d'appliquer une telle politique même si ces tests ne suffisent pas pour diagnostiquer la maladie. J'ai contacté le docteur Jean-Paul Breton (direction des maladies infectieuses au ministère québécois de la Santé) à ce sujet», d'affirmer le docteur Leslie.

Absent pour plusieurs jours, le docteur Breton n'a pu être atteint pour fournir des précisions.



M. Jocelyn Turcotte, président du Syndicat des policiers de la SQ.

Les agents de la SQ ne suffisent plus à la tâche, dit leur syndicat

■ Le syndicat des policiers de la Sûreté du Québec est convaincu que ses membres ne peuvent plus assurer adéquatement la sécurité du public. Il procède d'ailleurs à l'analyse des activités de chacune des escouades pour convaincre le gouvernement que les coupures budgétaires annoncées diminuent considérablement l'efficacité de la SQ.

ANDRÉ PÉPIN

Le nouveau président de l'organisme syndical, M. Jocelyn Turcotte, est persuadé que les principales divisions de la SQ, notamment celles de la sécurité routière, des crimes contre la propriété et des crimes économiques, sont beaucoup moins efficaces par suite des coupures de \$2,5 millions annoncées par le nouveau solliciteur général, M. Gérard Latulippe.

«Dans quelques jours, nous serons en mesure d'identifier publiquement les faiblesses de chacune des escouades», a souligné M. Turcotte au cours d'un entretien avec LA PRESSE.

Selon le chef syndical, les tâches des policiers de la SQ se multiplient depuis quelques années, alors que les budgets et les effectifs sont constamment revus à la baisse.

«Les petites localités se débarrassent de leurs policiers et la surveillance des transports routiers nous est confiée, mais le kilométrage des véhicules de la SQ est limité et nos effectifs demeurent les mêmes», déclare M. Turcotte.

Aussi le syndicat entend-il entreprendre une vaste campagne de sensibilisation à travers le Québec pour obliger le gou-

vernement libéral à revoir ses décisions.

Rappelons que le conflit larvé qui avait considérablement ralenti les activités de la SQ l'an dernier, n'a jamais été réglé. Une menace de congédiements massifs faite par l'ancien gouvernement avait alors incité les policiers à rentrer dans le rang.

Le nouvel exécutif syndical que dirige M. Turcotte avait espéré établir un dialogue plus positif avec le solliciteur général mais, confie M. Turcotte, les premiers échanges sont vigoureux et le climat risque encore de se détériorer.

Des policiers inquiets

Les policiers de la SQ et de la Fédération des policiers municipaux se réunissent ce week-end à Montréal pour discuter d'un autre projet du gouvernement libéral, celui de la rationalisation des forces policières, projet considéré prioritaire par le solliciteur général.

Le gouvernement songe à l'abolition de certains corps policiers et au regroupement d'autres autour des municipalités régionales de comté (MRC).

L'Association des policiers provinciaux ne nie pas que le démantèlement de la Sûreté du Québec soit une hypothèse étudiée par l'actuel gouvernement.

Au bureau du solliciteur général, on indique qu'aucune décision n'a encore été prise et que l'on procède actuellement à l'identification des problèmes.

Les policiers rencontreront la presse cet après-midi pour faire part des résultats de leurs délibérations.

Michel Blass condamné à la prison à perpétuité

■ Après avoir plaidé coupable à 12 accusations d'homicide involontaire, Michel Blass, un délateur au service de la police depuis septembre dernier, a été condamné à la prison à perpétuité.

JOYCE NAPIER

Lors d'une brève comparution, hier, devant le juge André Chaloux, de la Cour des sessions, Blass, 41 ans, détenu depuis le 13 septembre dernier, a avoué avoir tué 12 personnes entre les mois d'octobre 1974 et juillet 1985.

Il s'agissait, d'après les enquêtes de la police, de règlements de comptes. Blass avait notamment été impliqué dans une explosion qui avait fait quatre morts le 25 novembre dernier dans l'immeuble Le Maisonneuve, boulevard de Maisonneuve ouest.

L'accusé, qu'aucun avocat n'a représenté lors de sa comparution, restera au centre de détention Parthenais.

L'avocat de Blass, Me Réal Charbonneau, avait été accusé d'entrave à la justice au mois de septembre dernier après avoir, allégué-t-on, encouragé son client à signer de faux documents relativement à l'explosion.

Me Charbonneau, arrêté à sa sortie de Parthenais après un entretien avec Blass, ignorait alors que son client était devenu depuis quelques jours un collaborateur de la Sûreté du Québec. L'avocat avait déjà été reconnu

coupable d'entrave à la justice en 1981.

Blass avait été arrêté après qu'un autre délateur, Yves «Apache» Trudeau, ancien membre du groupe de motards Hell's Angels, eut déclaré à un coroner à Québec que Blass était impliqué dans l'affaire de l'immeuble Le Maisonneuve. Trudeau, qui témoignait alors relativement à la mort de six motards, avait soutenu que Blass avait livré lui-même un téléviseur rempli d'explosifs au 1645, de Maisonneuve. Trudeau avait reçu \$25 000 pour avoir placé les explosifs dans l'appareil.

Cette déposition devait entraîner la réouverture de l'enquête. La police avait cru jusque là que les quatre victimes de l'explosion, Paul April, Robert Lelièvre, Gilles Paquette et Louis Charles, étaient en train de fabriquer une bombe dans l'appartement.

Blass avait déjà été reconnu coupable d'homicide involontaire en 1976 après avoir descendu deux individus dans une brasserie de Rosemont. Il avait été condamné à 12 ans de pénitencier.

L'année précédente, son frère, Richard «le Chat» Blass, 28 ans, avait été abattu par la police alors qu'il résistait à son arrestation. Il était recherché au sujet d'un incendie survenu au cabaret Gargantua, où 15 personnes avaient perdu la vie. On l'appela «le Chat» en raison de la facilité avec laquelle il échappait à la justice et à la pègre. Trois fois il avait réussi à s'évader de prison.



Il est 8 h 53, le matin du 16 septembre 1985. Après 85 heures de suspense, Réjean Mathurin libère son dernier otage et se livre à la police. L'affaire vient de prendre fin avec la condamnation de Mathurin à une peine de 15 ans de prison.

photothèque LA PRESSE

Réjean Mathurin écope de 15 ans de pénitencier

■ Réjean Mathurin, 26 ans, un évadé qui s'était barricadé pendant 85 heures dans une maison de Saint-Michel avec un pompier en otage, au mois de septembre dernier, a été condamné à 15 ans de pénitencier.

JOYCE NAPIER

C'est après avoir plaidé coupable à 10 accusations de séquestration, de possession d'arme, de tentative de meurtre et d'évasion, devant le juge André Chaloux, de la Cour des sessions, que Mathurin, qui s'était évadé de l'Institut Leclerc le 28 juillet, a été condamné au bagne.

Au moment de son évasion, l'accusé purgeait déjà une sentence minimale de 15 ans pour deux meurtres commis dans la région de Québec.

Un fonds à la mémoire de Christa McAuliffe

■ CONCORD, New Hampshire — Le New Hampshire a annoncé, hier, la création d'un fonds de fiducie afin de «donner suite aux rêves et aux espoirs» de Christa McAuliffe, l'institutrice qui a perdu la vie dans l'explosion de la navette spatiale Challenger.

Le gouverneur de l'État, M. John Sununu, ancien professeur lui-même, a fait savoir que le fonds permettra à un autre enseignant du New Hampshire d'étudier pendant un an «dans

La prise d'otage, qui avait fait couler beaucoup d'encre, avait eu lieu dans une maison de la 24e Avenue, à Saint-Michel. Mathurin avait blessé le policier Jean-Guy Lachambre au visage avant de s'introduire, armé, chez le pompier Jean-Claude Lepage alors que son complice, Jean-Paul Tessier, 26 ans, se cachait dans le garage.

La femme et le fils du pompier furent libérés, mais Lepage dut passer trois jours enfermé chez lui avec Mathurin.

La police avait mis le siège devant la maison. Mathurin s'était finalement rendu le troisième jour, après avoir longuement négocié avec des avocats, un journaliste et une femme qui n'avait pas été identifiée.

l'esprit de la mission de Christa McAuliffe».

«Nous voulons nous assurer par ce fonds permanent que le New Hampshire ne vous oublie jamais, Christa McAuliffe», a déclaré le gouverneur en présence du mari de la victime, de parents, d'amis et de quelques personnalités.

La jeune institutrice avait été choisie l'été dernier pour faire ce voyage dans l'espace. Elle devait donner pendant son périple des cours sur la vie à bord d'une navette spatiale.

— UPI

Des retards dans le déneigement

■ Les opérations de déneigement, qui devaient se terminer cette semaine à Montréal,

ont connu des retards importants et sont suspendues au cours du présent week-end.

Dans un communiqué émis vendredi, l'assistant-directeur du Service des travaux publics, M. J.-Gaëtan Trudeau, soutient que ces délais sont causés par des employés cols bleus qui exercent des mesures de pression en ralentissant l'enlèvement de la neige. On sait que les cols bleus sont présentement en négociations pour le renouvellement de leur convention collective et qu'ils menacent de débrayer le 13 février.

M. Trudeau a souligné que la Ville avait pris la décision de suspendre les travaux en fin de semaine pour ne pas faire supporter par la population le coût additionnel de ces travaux qui auraient normalement dû être complétés durant la semaine régulière de travail.

On prévoit que les opérations de chargement de la neige ne pourront être complètes avant mardi.

Un défilé pour la Saint-Jean?

■ La Société Saint-Jean-Baptiste veut faire renaitre de ses cendres le défilé de la Saint-Jean-Baptiste, dont la dernière édition remonte à 1969.

Mais ne sortez pas vos drapeaux tout de suite : le défilé ne reviendra pas avant le 24 juin 87. «Il s'agit d'une grosse opération, a précisé hier un porte-parole de la SSJB, nous n'aurons pas trop de 16 mois.»

La SSJB dit répondre à un souhait largement exprimé par la population lors d'un sondage qu'elle a réalisé. «Soixante-dix p. cent de la population interrogée souhaite le retour du défilé», précise un communiqué.

Une offre spéciale Reér Dépôts garantis

10³/₈
45 mois, intérêts payés annuellement

En faisant affaires
avec le plus grand fiduciaire de Reér au Québec,
vous vous associez à la force économique Desjardins

Informez-vous des conditions
Inscription inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec

**Fiducie
du Québec**

Anjou (514) 355-2050 1-800-361-5808 Chicoutimi (418) 549-5746 1-800-463-8657
Laval (514) 668-5223 1-800-361-3803 Longueuil (514) 679-2810 1-800-361-5068
Montréal (514) 286-3225 1-800-361-2680 Québec (418) 647-4742 1-800-463-5026
Sainte-Foy (418) 653-6811 1-800-463-4792 Sherbrooke (819) 568-5667 1-800-567-6920

Desjardins

La «diplomatie tranquille» a fait avancer le Québec sur la scène internationale

— Gil Rémillard

■ QUÉBEC — La pratique de la «diplomatie tranquille» aura permis au Québec de faire un pas en avant sur la scène internationale. La province

GILBERT BRUNET et MARIO ROY
de notre bureau de Québec

aura en effet obtenu de jouer au Sommet francophone un « rôle plus élaboré » que celui jadis assumé au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

C'est ce qu'estime le ministre des Relations internationales et des Affaires intergouvernementales canadiennes, Gil Rémillard.

Dans une entrevue à LA

PRESSE, le ministre a parlé du Sommet francophone, et de la place que le Québec s'y est taillée, comme d'un « grand événement dans l'histoire de la diplomatie ».

M. Rémillard faisait alors la comparaison avec ce qui avait été négocié lors de la création de l'ACCT (mars 1970) et de l'entente de participation Canada-Québec (octobre 1971). En plus de l'adhésion des États souverains, on avait prévu le statut de « gouvernement participant » dont s'était prévalu le Québec.

« À l'Agence, le Québec n'avait pas droit de vote, tandis qu'au Sommet, il n'y a pas deux catégories de participants : le Québec se prononcera, votera sur des résolutions », a dit le mi-

nistre des Relations internationales.

Et il y a en plus une chose dont Gil Rémillard semble très fier : le premier ministre du Québec sera le dernier à prendre la parole, pendant dix minutes, à la cérémonie du clôturage du Sommet francophone.

Pour en arriver là, l'approche de la « diplomatie tranquille » - le mot est du ministre - utilisée par les négociateurs québécois a été faite de souplesse, comme l'a déjà indiqué le premier ministre Robert Bourassa.

Souplesse dans les négociations à trois niveaux - shépas, ministres, premiers ministres - qui ont précédé le Sommet. Il y a eu des discussions « vigoureuses », avoue M. Rémillard, sur

quelques-uns des 200 points dont a parlé l'ambassadeur du Canada à Paris, Lucien Bouchard.

« Nous avons hérité d'une entente conclue pendant la campagne électorale. Mais dans ces domaines-là, comme l'a dit M. Bouchard, il faut savoir qu'il y a le texte... et il y a la pratique. Et à plusieurs occasions, on aurait pu dire : là, il y a l'impasse », décrit le ministre.

Cette souplesse, donc, Gil Rémillard la définit comme une attitude d'esprit « capable d'évaluer le contexte fédéral : pour nous, on ne met pas en cause l'existence d'un gouvernement qui est souverain, et d'un gouvernement d'une province qui est un état fédéré. Et quand on

parle d'international, c'est une réalité qui s'impose ».

Dans cette lignée, M. Rémillard se dit heureux de la présence du Nouveau-Brunswick au Sommet francophone, ajoutant que le Québec avait offert à la province voisine « toute sa collaboration ».

Cela, estime quand même le ministre, n'entre pas en contradiction avec la réalité des droits historiques, socio-politiques et juridiques du Québec, société distincte. Et M. Rémillard préfère ajouter : « Avant de crier victoire, attendons le Sommet pour voir ce que ça va donner... »

Néanmoins, les dieux sont avec le Québec sur au moins un point : l'ordre du jour de l'événement.

Les discussions portant sur la politique internationale - compétence exclusive du Canada - seront réduites au minimum. « C'est une décision très sage : si on se met à condamner Haiti, qu'est-ce qu'on peut dire de tel ou tel autre pays ? Le concept des droits humains qu'on peut avoir est peut-être différent dans bien des domaines... Cela ne veut pas dire que le Sommet ne devrait pas adopter une résolution pour condamner l'apartheid, comme le Commonwealth l'a fait, comme les Nations-Unies l'ont fait », prévoit le ministre.

Quoi qu'il en soit, cela a pour effet de dégager du temps pour parler de coopération culturelle et technique, sujets de prédilec-

tion pour le Québec, qui trouve en cela des alliés objectifs chez les gouvernements des pays en voie de développement.

« La préoccupation des États qui seront au Sommet de la francophonie, c'est de développer un véhicule de communication pour améliorer leur situation économique. Pour eux, le français est un atout et une possibilité de communiquer sur le plan international. Ils se disent : ou bien le français nous donne les mêmes moyens que la langue anglaise, ou bien on va aller du côté de la langue anglaise. C'est pas pour le plaisir de parler français, c'est un espoir de développement », affirme M. Rémillard.

Le Québec, donc, tombe pile : ses contributions principales porteront sur la coopération en matière d'énergie, et (dans le domaine de l'informatique) sur les logiciels et la terminologie ainsi que sur le transfert et la gestion de l'information scientifique.

« On va discuter comment nous pouvons coopérer en fonction de ce que nous avons en commun : la langue. Comment nous pouvons développer des marchés. Et il ne s'agit pas seulement de bâtir des barrages, c'est aussi avoir un marché de 100 millions de personnes au lieu de six millions pour le logiciel, pour le livre et tout ça. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que les relations économiques se font dans un cadre culturel », conclut le ministre des Relations internationales.

FRANCOPHONIE, CONSTITUTION, LIBRE-ÉCHANGE

Le Québec doit être admis comme une société distincte

■ QUÉBEC — La façon de négocier - et de s'entendre - avec Ottawa à propos du Sommet francophone est un indice de ce qui viendra dans les dossiers de la constitution et du libre-échange. Le Québec doit être admis, dans la francophonie, au sein du Canada et de l'Amérique du Nord, comme une société distincte.

GILBERT BRUNET et MARIO ROY
de notre bureau de Québec

C'est la conviction, la stratégie qu'entend suivre le ministre des Relations internationales du Québec, également délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, M. Gil Rémillard.

Dans une entrevue à LA PRESSE, à la veille de son départ pour Washington et Paris où il accompagne le premier ministre Robert Bourassa, M. Rémillard se dit convaincu que « tout est interlié ».

« Dans le dossier constitutionnel, nous à Québec ne parlons pas simplement, comme disait M. Mulroney, de rapatrier le Québec. Nous voulons faire en sorte que l'Accord constitutionnel de 1982 tienne compte, comme pour le Sommet et la négociation d'un accord de libre-échange nord-américain, que le Québec est une société distincte. »

Les interlocuteurs, les partenaires du Québec changent : l'objectif poursuivi par le ministre, au nom du nouveau gouvernement québécois, demeure le même. « Avec l'accueil que nous avons eu depuis décembre à Ottawa, dans le dossier du Sommet de Paris, nous avons confiance que le dossier constitutionnel a fait un bon bout de chemin. Et Ottawa a son influence sur les autres provinces, donc le Québec progresse sur tous les plans. »

Quant au libre-échange, M. Rémillard en est responsable conjointement avec son collègue du Commerce extérieur, M. Pierre MacDonald. Encore là, tout lui semble interlié. « Des provinces nous appellent et nous demandent notre position sur le libre-échange. Et la conclusion de ces conversations est invariablement : quand venez-vous nous voir sur la constitution ? »

Tout refaire

M. Rémillard estime que depuis l'élection du Parti libéral, le Québec est « en train de tout refaire notre diplomatie interprovinciale, nos alliances. Et nos partenaires savent que nous exigeons le droit de veto pour le Québec. »

Le ministre est frappé de découvrir à quel point « les relations fédérales-provinciales, c'est énorme : une réunion de ministres à toutes les semaines, deux ou trois si on parle des fonctionnaires ».

Pour faire quoi, essentiellement ? « Pour reconstruire nos alliances. Actuellement, c'est avec l'Ontario et l'Alberta, à propos du libre-échange. Et ensuite, nous irons voir ces provinces-là pour leur vendre l'idée d'un droit de veto pour le Québec. »

L'entreprise est de taille : « Il faut que les neuf autres provinces et le gouvernement fédéral soient d'accord pour que le Québec obtienne le droit de veto inscrit dans le programme du Parti libéral du Québec. On a un défi. »

Un défi trop vaste pour être

réalisé à l'intérieur d'un seul mandat de quatre ans ? M. Rémillard répond : « Notre objectif est de faire un bout de chemin. Régler les problèmes les plus fondamentaux ; pas tout le sort du monde dans un coup, mais procéder par morceaux. » Pour ne pas dire par étapes.

Entourage

Dans cette perspective d'interrelations constantes, M. Rémillard vient d'embaucher le réputé professeur Léon Dion pour le conseiller, autant en politique constitutionnelle qu'en matière de libre-échange.

Et le nouveau chef de cabinet du ministre, M. Jean-Paul Carrier, est un diplomate de carrière : il arrive de New York où les Affaires extérieures canadiennes l'avaient affecté aux Nations-Unies.

M. Rémillard attache beaucoup d'importance à la compétence et à l'expérience de son entourage. Comme il est rassuré de savoir que c'est M. Jack Warren, ex-coordonnateur pour le Canada aux négociations du GATT, le « Tokyo Round », qui préside le comité consultatif du gouvernement du Québec sur la libéralisation des échanges.

Ainsi entouré, M. Rémillard croit qu'il peut se permettre d'apprendre, en même temps, à devenir « un bon politicien ». Il est fier d'avoir fait campagne dans Jean-Talon, un comté où le candidat du PLQ n'a habituellement pas besoin de faire du porte-à-porte pour se faire élire. « J'ai frappé à 5 000 portes dans Jean-Talon. J'y reçois des électeurs à tous les lundis. C'est nouveau et j'y apprend beaucoup. »

LE GÉNIE, LA SCIENCE ET IBM

DÉMONSTRATIONS* DE SOLUTIONS TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

- Cartographie (système d'information à référence spatiale)
- CAO/FAO
- Génie mécanique, civil, électrique, industriel
- Architecture, gestion des aménagements
- Arpentage, cartographie

TOUTES RÉUNIES SOUS UN SEUL TOIT

HÔTEL LOEWS LE CONCORDE - SALLES: SUZOR-CÔTÉ ET KRIEGHOFF

HEURES DE L'EXPOSITION

Mardi 18 février 9 h à 18 h Séances pour étudiants:
Mercredi 19 février 9 h à 22 h
Jeudi 20 février 9 h à 15 h Mercredi 19 février 9 h à midi

INSCRIPTION: 1 (800) 465-6600

* En démonstration
Gamme des PC, IBM, tout nouveau RT PC
et Super mini 4361

IBM

Résultats

Provincial

Tirage du 07-02-86

NUMÉROS	LOTS
1563189	500 000\$
563189	50 000\$
63189	1 000\$
3189	100\$
189	25\$
89	10\$

636

Tirage du 07-02-86

GAGNANTS	LOTS	Mise-tôt
6/6	0	2 186 473,00\$
5/6 +	4	23 907,20\$
5/6	189	632,40\$
4/6	8 964	49,30\$
Ventes totales:		2 594 513,00\$
Prochain gros lot		2 705 000,00\$ approx.

La Presse

Semaine du:

01-02-86

	3	4
SAMEDI	635	3346
LUNDI	154	2729
MARDI	957	6892
MERCREDI	446	7516
JEUDI	451	3495
VENDREDI	376	1374

La Mini

Tirage du 07-02-86

70973

7097

709

NUMÉROS LOTS

709732 50 000 \$

09732 5 000 \$

9732 250 \$

732 25 \$

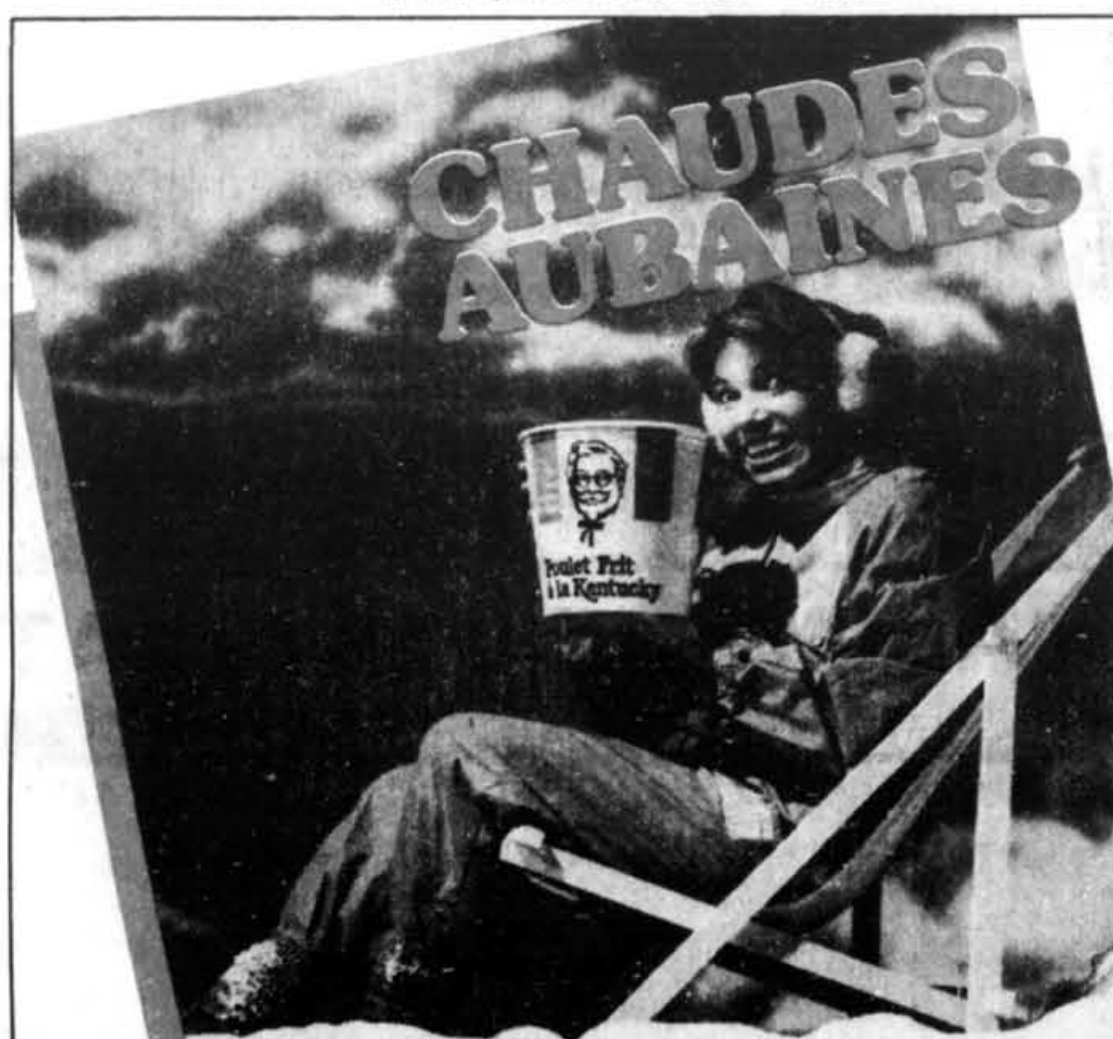
32 5 \$

70973 1 000 \$

7097 100 \$

709 10 \$

Les modalités d'enchèvement des billets gagnants paraîtront au verso des billets.
En cas de dispute entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a primat.



GOÛTEZ

1,00\$

Économisez 1,00\$ sur le Diner (3 morceaux de Poulet Frit Kentucky, frites, salade et pain) en présentant ce bon à votre Villa du Poulet

1 bon par Diner jusqu'au 2 mars 1986

Oui mon Colonel!

DÉGUSTEZ

Spécial 7,99\$

pour 4: seulement pour une Boîte Économique de 9 morceaux de Poulet Frit Kentucky et 2 salades de 250 ml au choix en présentant ce bon à votre Villa du Poulet

1 bon par Spécial pour 4 jusqu'au 2 mars 1986

Oui mon Colonel!

SAVOUREZ

2,00\$

Économisez 2,00\$ sur un Baril de 20 morceaux de Poulet Frit Kentucky en présentant ce bon à votre Villa du Poulet

1 bon par Baril jusqu'au 2 mars 1986

Oui mon Colonel!

Poulet Frit Kentucky

COMMERÇANTS

Êtes-vous un spécialiste de L'AUBAINE?

Joignez-vous dès maintenant au

Salon de L'aubaine

du 1er au 4 mai 1986

au VÉLODROME DU PARC OLYMPIQUE

Plus de 40,000 consommateurs attendus

Appelez-nous dès aujourd'hui pour réserver votre espace à

(514) 353-3770

EN S'OPPOSANT À LA CANDIDATURE DE FRANCIS FOX À LA PRÉSIDENTE

John Turner se met à dos une majorité de libéraux québécois

■ OTTAWA — À deux semaines du congrès de l'aile québécoise de son parti, John Turner n'a pas seulement irrité les partisans de Jean Chrétien, mais il s'est mis à dos d'anciens amis comme Francis Fox et Marc Lalonde.

MICHEL VASTEL
de notre bureau d'Ottawa

LA PRESSE a eu confirmation hier que c'est M. Turner lui-même qui a exigé le retrait de Francis Fox de la liste des candidats à la présidence du parti. Cela s'est passé vers 23 heures mardi dernier, après que Jean Chrétien et John Turner aient soupé à Stornoway, la résidence officielle du chef de l'Opposition.

Alors que Jean Chrétien passait la soirée à tenter de convaincre John Turner de se rallier à la candidature de Francis Fox, son ancien adversaire avait à peine quitté la résidence qu'il appelait Francis Fox et lui demandait de se retirer.

« Je suis très contrarié par ces événements, de confier Marc Lalonde à LA PRESSE. Je trouve cela malheureux et je le déplore. » Il semble en effet que ce soit M. Lalonde qui ait poussé M. Fox à faire acte de candidature. Plusieurs personnes ont tenté de faire comprendre à M. Turner qu'un ancien ministre président donnerait plus de prestige à la fonction.

Selon plusieurs sources, M. Turner s'est laissé convaincre par ses députés Raymond Gagneau et Jean Lapierre, et par son conseiller, Mme Michèle Tremblay, que M. Fox serait perçu comme un « candidat-Chrétien » et que sa victoire contre

l'avocat Paul Routhier de Québec aurait l'air d'une défaite pour le chef libéral. On ne sait trop si les adversaires de M. Fox sont de fervents partisans de M. Routhier ou s'ils ne veulent pas plutôt régler des comptes avec l'organisation Chrétien.

Le principal intéressé, Francis

Fox, se refuse à tout commentaire, invoquant des raisons personnelles pour justifier sa décision. Mais on prétend dans son entourage qu'il a cédé à John Turner par respect pour la hiérarchie du parti.

De façon incroyable, M. Turner ne pensait pas que cette af-

faire ferait surface dans le public. De l'avis même de ses propres conseillers, le Congrès de Québec commence bien mal alors qu'il aurait pu être l'occasion d'une réconciliation autour de la personnalité de Francis Fox.

Garon réclame l'abolition des hausses de taxes sur les cigarettes, la bière et l'essence

■ QUÉBEC — Jean Garon a réclame, hier, du gouvernement libéral qu'il annule la dernière hausse de taxes de \$240 millions sur les cigarettes, la bière et les carburants. Le critique péquiste en matière de finances a de plus demandé des explications au premier ministre Robert Bourassa, qu'il a carrément accusé d'avoir menti à la population.

MARIO ROY
de notre bureau de Québec

« Il ne fait aucun doute, contrairement aux prétentions de M. Bourassa, que ce dernier savait depuis décembre que les taxes en question seraient haussées. À moins que le ministre des Finances ait camouflé au premier ministre ces hausses de taxes. Ce qui serait inimaginable: l'expérience parlementaire de 30 ans de Gérard D. Lévesque

ne permet pas de le croire », a affirmé M. Garon.

Dans le style qu'on lui connaît, il a ajouté: « C'est de \$240 millions qu'il s'agit. Ce n'est pas une hausse de 10 cents du permis de chasse! »

En conférence de presse, Jean Garon ajoutait ainsi à un dossier déjà fertile en répliques et en contre-répliques...

Ce débat par médias interposés indique à tout le moins que l'opposition n'entend pas laisser passer une occasion où elle estime avoir pris le nouveau gouvernement libéral en défaut.

« Comme équipe, nous avons payé chèrement le prix de notre franchise et de notre fermeté à l'égard des finances publiques. Nous n'accepterons jamais de payer le prix des fourberies de M. Bourassa », a ajouté le député de Lévis.

Celui-ci nie farouchement - et

entend le prouver en déposant une montagne de documents et de colonnes de chiffres - nie, donc, que le dernier ajout au fardeau fiscal ait été planifié, puis retardé pour cause d'élections, par l'ancien gouvernement péquiste.

De l'argumentation que le critique péquiste a développée, il se dégage que :

■ le budget Duhaime du 23 avril 1985 ne prévoyait pas ces hausses de taxes ;

■ la synthèse des opérations financières de septembre 1985, un document non-partisan issu de la fonction publique, n'a permis aucun camouflage, indiquant même en pleine période électorale une hausse du déficit anticipé ;

■ la révision budgétaire du 18 décembre, annoncée par le nouveau ministre des Finances, M. Lévesque, prévoyait une hausse de ces taxes, mais sans l'attribuer à l'ancien gouvernement péquiste, « je ne sais pour quelle raison magnanime », raille Jean Garon.

Il est juste de dire que les chiffres déposés par M. Garon peuvent donner prise à différentes interprétations. Par exemple, la révision budgétaire de décembre prévoit en réalité une... baisse des revenus escomptés de la taxe sur les carburants. Ce que Michel Clair, ex-président du Conseil du trésor et actuel chef de cabinet de Pierre Marc Johnson, est impuissant à expliquer, « puisque je ne possède plus les moyens de connaître les différents paramètres », ajoute-t-il.

Bref, selon M. Garon, le remède serait que les hausses de taxes soient annulées. Et que le premier ministre Bourassa compare, la semaine prochaine, devant la commission parlementaire prévue pour étudier la loi découlant du budget Duhaime.

Robert Bourassa sera à Paris ? « La première obligation d'un premier ministre, c'est d'abord et avant tout d'être au parlement », répond Jean Garon, imperturbable.

MAIGRIR
Une ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physique, animateurs, sous la responsabilité des docteurs, Jean-Guy Boileau M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte M.D.

C'EST BON DE MONTRÉAL
276-2573

GRANDIR
EN 100 EXERCICES
(224 pages)
Femmes, hommes, adolescent(e)s, devenez plus GRANDS, plus SOUPLES, plus SVELTES, plus FORTS, plus IMPOSANTS grâce à la méthode BERTHELET.
En vente partout à 109\$
Les Éditions de l'Homme
523-1182

CÉLIBATAIRES

• Tel que promis, nous commencerons nos activités sur la RIVE SUD le 28 février.
• Venez rencontrer des gens dynamiques et cultivés de votre groupe d'âge.
PROCHAINS COCKTAILS
Mer., 12 fév., de 19 h 30 à 21 h 30 au Sheraton Laval
Mer., 19 fév., de 19 h 30 à 21 h 30 au Sheraton Laval
Vend. 28 fév., de 20 h 30 à 22 h 30 au Sheraton Saint-Laurent
Coût: 12\$
Tenue de ville requise
Réservations obligatoires
Pour renseignements et réservations, appeler le 381-4428 durant les heures suivantes:
sam. et dim., de 10 h 00 à 18 h 00; lundi et mardi, de 19 h 00 à 21 h 00
LE CERCLE DES RENCONTRES ENR.

Portrait (en pied) du prince des tropiques

Pierre Foglia

■ Je lisais dans ce journal, un peu avant les fêtes, qu'on allait bientôt construire, à la Cité du Havre, une cité des tropiques, qui s'appellerait Tropiques Nord.

Rêve-cliché de millions de gens transis au nord du 45^e parallèle. Vous l'avez sans doute rêvée aussi, la cité de l'éternel... Immenses verrières entre la ville et l'hiver, avenues bordées de palmiers, parcs où fleuriraient des roses en janvier et des filles en short aux terrasses des cafés, le lendemain de Noël...

Eh bien c'est ce rêve que sera, un peu, en modèle-réduit, la cité des tropiques. Un bloc de 136 appartements sur huit étages, en forme d'Y... Si l'on inscrit cet Y dans un cercle, on obtient trois creux, trois cours, trois jardins entièrement vitrés et assez grands pour un ruisseau, des sentiers, des cascades, des sous-bois, des pins, des oiseaux dans des volières, des cigales et des criquets...

Chacun des 136 appartements donnera sur un des jardins, et chacune des pièces de ces appartements donnera sur un balcon-terrasse de 15 pieds de profondeur où éclateront les hibiscus et les grappes mauves des bougainvilliers...

18 appartements auraient déjà été vendus sur plan. La construction commencera lorsqu'on en aura vendu 100. Ils se détaillent entre \$ 300 000 et \$ 800 000... Ce qui n'inclut pas le coût de l'éte. Je veux dire qu'une fois payés les murs, il faudra encore payer pour les fleurs, les petits oiseaux et le soleil artificiel. Entre \$ 700 et \$ 1 800 PAR MOIS !

Ce qui n'inclut pas la taxe d'eau !

Je suis allé rencontrer le promoteur, l'initiateur, le rêveur de ce projet.

Il s'appelle Jean de Brabant.

Je voulais savoir si c'était un escroc ou un poète. Je veux dire un homme d'affaires ou un fou.

Il est un peu tout cela. Mais c'est d'abord un prince. Le prince des tropiques.

C'est au Ritz, bien sûr, qu'on rencontre les princes. Même que ce matin-là, en y entrant, je me suis presque cogné à M. Lemelin qui en sortait... Il ne m'a pas vu, lui qui m'a déjà dit qu'il me voyait venir de loin. Faut croire que de tout près, il y voit un peu moins. D'ailleurs, c'est fou ce que les gens sont myopes dans ce genre d'endroit. Même le personnel. J'ai bien dû tousser une douzaine de fois, avant qu'une des préposées à la réception ne lève le nez dans ma direction...

— Oui ? C'est pourquoi ?

Je me sentais aussi à ma place qu'un livreur de pizza qui, sur un faux appel, se retrouve avec sa boîte dans un restaurant chinois...

Heureusement, mon prince all dress est arrivé. La tête posée sur un noeud papillon bordeaux à pois blancs, il ressemblait un peu à un de ces portraits au fusain du début du siècle... Le geste aisé et fluide il m'entraînait déjà, par ici M. Foglia, je vous en prie, après vous, excusez-moi, pardon, faites, allez donc, mais si, mais si...

J'avais hâte de boire mon café, de manger un croissant, je me suis donné un répit en lui faisant raconter sa vie.

C'était bien la même que celle qu'on m'avait dit. Il est né de l'union de deux vieilles fortunes du haut Westmount. Études à Stanislas et cours de droit à McGill. Très tôt il s'intéresse à l'immobilier. Il se fait connaître en transformant les anciens magasins Dupuis Frères en immeubles à bureaux avec cour intérieure, cascades d'eau et fleurs tropicales...

— Je suis un fou de fleurs !

On devine que ce n'est pas la première fois qu'il le dit. La phrase est jolie, l'effet réussi. Le prince est un esthète. Il m'en sortira quelques autres, aussi gratuites que celles-là, il me dira :

— Le seul capital d'un inventeur c'est sa passion.

Il ajoute qu'il est passionné d'histoire, d'opéra, de ballet, d'Italie, et de tant d'autres choses. Le prince pose... Et même qu'il déconne un peu, en prétendant que son projet marquera l'histoire de l'architecture. Le prince, j'imagine comme tous les princes, est un peu vaniteux...

Deux ou trois fois il a commencé à me dire des choses importantes mais qui ont dérapé aussitôt...

— Excusez-moi, vous parliez, à l'instant, de votre rôle social comme promoteur, pourriez-vous poursuivre, s'il-vous-plait ?

Et le voilà parti à me raconter qu'il rêvait de bâtir des cités des tropiques à loyers modérés, pour personnes âgées, qui ne risqueraient plus ainsi de glisser sur les trottoirs glacés...

Pas du tout convaincant ! Pas du tout rompu au discours social, le prince. Beaucoup plus à l'aise dans le gazonnisme mondain... Par exemple, quand il décrit le lobby de Tropiques Nord : « Les murs seront en marbre avec d'immenses percées où on logera des aquariums remplis de poissons tropicaux »...

Mais aussi très prévoyant : « Un nombre limité de chambres de bonnes seront disponibles au niveau inférieur »... Et étonnamment économe, lorsqu'il s'agit du petit personnel : son budget prévoit un total \$ 105 000 pour rétribuer les sept jardiniers employés à l'année... Monsieur le prince voudrait-il pousser son imitation des tropiques jusqu'à faire « suer le nègre » ?

Au fait, le prince n'est pas prince. Je l'ai baptisé ainsi seulement parce qu'il correspond à l'idée que je me faisais des princes.

A cause de ce raffinement qui peut aller jusqu'à la préciosité, et même jusqu'à la pédanterie qui est la quêtainerie des riches. Par exemple, le prince ne veut pas que ses appartements portent des numéros, mais des noms célèbres. Il y aura l'étage des artistes, des auteurs, des penseurs... Et l'appartement Platon, Socrate, Toscanini...

Mais prince aussi à cause de cette élégance des gens qui ne doutent de rien, cette élégance faite de faux naturel, faux surtout à cause du prix. Ça n'a l'air de rien, mais une suite au Ritz, c'est dans les \$ 350 par jour...

Mais prince avant tout à cause de quelque chose de mou. On s'y trompe parfois, et on dit « doux », au lieu de « mou », mais quand on y regarde de tout près, il s'agit bien d'un relâchement des traits, de quelque chose d'un peu décadent, d'alongé, d'indolent. Une mollesse qui n'est pas sans charme, mais une mollesse quand même...

Chez le prince des tropiques, c'est la bouche qui s'arrondit mollement. Comme si elle avait gardé pour toujours la forme de la cuillère d'argent...

— Vous viendrez dîner à la maison, m'a-t-il dit, lorsque je sois parti.

Entendu. Mais seulement quand la cité des Tropiques sera terminée. Je demanderai, à l'étage des princes et des rois de Pologne, pour l'appartement d'Ubu.

Québec remboursera 85% des taxes foncières des producteurs forestiers

■ QUÉBEC (PC) — Les propriétaires de boisés privés pourront désormais bénéficier du remboursement de 85 p. cent de leurs taxes foncières, a annoncé vendredi le ministre délégué aux Forêts, M. Albert Côté.

La mesure vise à favoriser le développement des boisés privés et à rendre la forêt québécoise la plus productive possible, a indiqué le ministre lors d'une conférence de presse.

Cette mesure avait toutefois été avancée par la précédente administration péquiste : c'était un des points saillants du budget

présenté par le ministre des Finances du Parti québécois Yves Duhaime au printemps 1985.

Quelque 70 000 propriétaires de lots privés pourront ainsi se faire rembourser la majeure partie de leurs taxes municipales et scolaires, ce qui représente des déboursés de \$8,5 millions de la part du gouvernement.

Pour se qualifier, un propriétaire devra posséder une superficie boisée d'au moins 10 hectares dont il tire des revenus, résider au Québec, s'inscrire auprès du ministère et avoir un plan de gestion de son lot émis par un ingénieur forestier.

MONEX ACHÈTE

Nous payons les plus hauts prix possibles pour pièces, diamants, or, argent, montres et tous articles de qualité.

\$ LES PRIX LES PLUS ÉLEVÉS AU CANADA \$
POUR TAPIS, PORCELAINES, ANTIQUITÉS, ETC.

PAIEMENT IMMÉDIAT

PIÈCES OR-ARGENT-BIJOUX

DOLLARS CANADIENS EN ARGENT

1935, 36, 37.....	12\$
1938, 1946.....	20\$
1945.....	75\$
1947, 7 écarlate.....	45\$
1947, 7 net.....	90\$
1947, feuille d'érable.....	150\$
1948.....	600\$
1949.....	10\$
1939, 1950, 1967.....	6\$

Nous payons les meilleurs prix



Les pièces doivent être de qualité numismatique acceptable.

PIÈCES D'ARGENT

CANADA		U.S.A.	
10 ^e 1966 et avant.....	46 ^e	10 ^e 1964 et avant.....	60 ^e
1967.....	36 ^e	25 ^e 1964 et avant.....	1,50\$
1968 en argent.....	28 ^e	50 ^e 1964 et avant.....	3\$
25 ^e 1968 et avant.....	1,15\$	50 ^e 1965-1969.....	12\$
1968 en argent.....	70 ^e	1\$ 1935 et avant.....	1\$
50 ^e 1967 et avant.....	2,30\$	NOUS PAYONS LES MEILLEURS PRIX	
1\$ 1967 et avant.....	6\$	NOUS ACHETONS AUSSI DES MONNAIES OLYMPIQUES	

PIÈCES D'OR

CANADA		U.S.A.	
\$5 1912, 1913.....	160\$	1\$ or.....	150\$
\$5 1914.....	350\$	2\$.....	170\$
10\$ 1912, 1913, 1914.....	375\$	3\$.....	500\$
20\$ 1967.....	225\$	\$8 Liberty.....	170\$
20\$ 1967 en ensemble.....	240\$	\$8 Indian.....	225\$
100\$ 1976, 14 carats.....	115\$	10\$ Liberty.....	225\$
100\$ 1976-1985.....	10\$	10\$ Indian.....	400\$
22 carats.....	220\$ et plus	20\$.....	475\$
Les pièces doivent être de qualité numismatique		20\$ Liberty sur socle.....	525\$

Nous payons des primes pour les pièces à l'état neuf. NOUS ACHETONS LES PIÈCES D'OR DU MONDE ENTIER

DEMANDEZ NOS PRIX

par exemple	50 pesos.....	505\$
Souverains.....	100\$ 20 francs.....	80\$
4 ducats.....	180\$ 5 roubles.....	50\$

NOUS PAYONS TOUJOURS LES MEILLEURS PRIX

Nous achetons les pièces d'or et d'argent du monde entier ainsi que les pièces rares. Nous apprécions particulièrement les collections complètes.

LES MEILLEURS PRIX PAYÉS

Nous payons les meilleurs prix pour tous bijoux, bagues, bracelets, chaînes, montres, breloques, boucles d'oreilles, boutons de manchettes, pendentifs. Tous articles en or, argent, 9, 10, 14, 15, 18, 22 et 24 carats, 416, 585, 750, etc. Nous achetons également les déchets d'or, dentiers, tous articles en or.

PRIME POUR ARTICLES D'EXCELLENTE QUALITÉ

NOUS PAYONS LES MEILLEURS PRIX POUR TOUS
Perles, diamants, boîtes à cigarettes, montres de gousset, bracelets, bijoux de succession, bourses en or, boîtes, bijoux anciens, épinglettes, bijoux Art Nouveau, Tiffany, Fabergé. Tous les bijoux. LES MEILLEURS PRIX PAYÉS

DIAMANTS

Nous achetons tous les diamants
Bijoux ornés de diamants, bagues, boucles d'oreilles, bracelets, broches, pendentifs, colliers, etc.
Toutes tailles, coupes et formes, ainsi que les pierres nues.
Nous achetons également émeraudes, rubis et saphirs.

NOUS PAYONS LES MEILLEURS PRIX

ARGENT

Nous achetons tous les articles en argent.
925, 800 et argent fin. Fourchettes, cuillères, pièces de service, plateaux, services à thé, argenterie, bols, lingots, plats, etc. tous les articles en argent.

PRIMES PAYÉES POUR ENSEMBLES COMPLETS ET SERVICES À THÉ, AINSI QUE POUR BELLES ANTIQUITÉS

LES MEILLEURS PRIX

MONTRES DE GOUSSET

Nous payons les meilleurs prix pour des montres de gousset en or et les montres bracelets.

Nous avons particulièrement besoin de montres à répétition, montres multifonctions, pièces antiques, horloges de cheminée. Nous achetons Rolex, Patek Philippe, Vacheron, Constantin et autres marques réputées.

NOUS PAYONS LES MEILLEURS PRIX

NOUS PAYONS LES PRIX LES PLUS ÉLEVÉS POUR OBJETS D'ART ET ANTIQUITÉS

PEINTURES canadiennes et continentales.	BRONZES canadiens, américains et européens	ARGENTERIE antique	LAMPES Tiffany	Toutes les pièces rares, du Canada et du monde	Services et plateaux à thé et à café.
---	--	-----------------------	-------------------	--	--

Nous nous réservons le droit d'ajuster les prix en fonction de la valeur de l'or et de l'argent. Si les prix montent, nous payons plus, s'ils baissent, nous payons au nouveau taux. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Nous nous réservons le droit d'ajuster les prix pour les pièces nettoyées, endommagées, usées ou égratignées. Les vendeurs doivent être âgés au minimum de 18 ans et doivent présenter une preuve d'identification (permis de conduire, passeport, etc.).

MONEX
5500, rue Paré
(juste à l'ouest de Decarie)

Montréal 737-6586

et autres compagnies canadiennes réputées
propriété et administration: famille Rogozinsky.

Heures
d'ouverture:
lundi-vendredi
9 à 18 h

5% de prime
aux personnes de
l'âge d'or,
excepté sur les
pièces.

Mulroney à LA PRESSE

Durant près de deux heures — une éternité pour un chef politique — Brian Mulroney s'est prêté de bonne grâce hier à une interview avec LA PRESSE. Le Premier ministre paraissait, comme à l'ordinaire, heureux et serein.

Mais, plus qu'à l'accoutumée, en dépit d'une presse systématiquement critique, il semblait sûr de lui au bout de la longue table de la salle du conseil. Sûr de lui et, dans l'ensemble, satisfait de l'état de son gouvernement après 16 mois à la barre malgré les réserves qu'il ne manque pas de faire sur la discipline du pouvoir, encore insuffisante dans son équipe.

En réalité, M. Mulroney a, cette semaine, de bonnes raisons d'éprouver cette satisfaction. Le vent commence peut-être à tourner après quelques mois d'adversité:

- 1 — Les chiffres publiés hier sur la création d'emplois indiquent un record de tous les temps: 514 000 emplois nouveaux au cours des 12 derniers mois au Canada.
- 2 — La statistique montre que le chômage vient de passer sous la ligne de 10% et qu'il atteint 9,8%, le plus bas niveau depuis avril 1982.
- 3 — Le dernier Gallup révèle que les conservateurs ont repris la tête dans les sondages d'opinion: entre le 2 et le 4 janvier, ils pouvaient compter sur 41% de l'électorat contre 36% pour les libéraux et 23% aux sociaux-démocrates.
- 4 — Ces jours derniers, ayant mis en oeuvre des moyens considérables pour contrer la spéculation, le gouvernement canadien a réussi à stopper l'érosion du dollar.
- 5 — Ottawa est parvenu, grâce à une diplomatie nouvelle, à préparer le Sommet de la francophonie sans incident avec la France ni bavure avec le Québec.

Il est vrai que la relance économique ne saurait être attribuée aux seules vertus de l'administration Mulroney. Celle-ci bénéficie à l'évidence de la reprise consécutive à la récession des années passées. Mais, si le chômage augmentait, si la création d'emplois était médiocre, l'Opposition et la presse en rejetteraient la responsabilité sur les conservateurs. Il est donc juste de reconnaître ces faits.

Le Premier ministre insiste sur la création d'emplois parce que toute croissance de l'économie, toute baisse du chômage contribuent, par voie de conséquences, à diminuer le déficit. On lui reproche de ne pas faire assez contre le déficit. Il répond: si nous n'avions pas pratiqué des coupures, il s'élèverait à 38 milliards. Et il ajoute: attendez le prochain budget, fin février: nouvelles compressions et hausse de certains impôts.

Donc, Brian Mulroney constate avec satisfaction que la relance économique est bien engagée, que le rôle international du Canada se raffermi (des voyages sont prévus cette année en France, aux États-Unis, en URSS, en Asie), que la réconciliation nationale se poursuit (avec l'Ouest et avec le Québec en particulier), qu'une plus grande justice sociale naîtra de la reprise économique. Bref, «ma vision du Canada, énoncée en 1984, est en voie de réalisation».

Mais le Premier ministre a acquis la conviction que le peuple ne connaît pas assez et n'apprécie pas à leur juste valeur les réalisations de son gouvernement parce que la presse érige un mur entre le pouvoir et les administrés. Conclusion: «J'ai ma leçon et je comprends maintenant les règles du jeu. Comptez sur moi, mon message va sortir. Je vais m'y mettre.»

Il se propose de sortir d'Ottawa et d'aller partout au devant du peuple. Il sera désormais son propre messager puisque la presse n'accomplit pas ce qu'il espérait qu'elle fasse. C'est un pari qu'il faut respecter chez un homme politique. On verra les résultats à l'usage. Mais, à entendre M. Mulroney parler de la presse, on voit bien que cette question le préoccupe vivement. Il faudra pourtant qu'il apprenne à coexister avec ce mal nécessaire.

Le Premier ministre a pris un nouveau départ avec l'assurance et la détermination de celui qui entend exercer et garder longtemps le pouvoir.

Michel ROY

Simple erreur de 7 jours...

Au fond, M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison-Blanche qui annonçait il y a une semaine la chute du président Duvalier d'Haiti, ne se sera trompé que de 7 jours. Sept jours de trop sans doute pour une population qui a dû subir pendant 15 ans la tyrannie du fils, après avoir gémé sous celle de François, père de Jean-Claude. Sept jours de trop aussi pour le million d'exilés qui se demandaient, partagés entre l'espoir et l'angoisse, quand allait enfin casser la corde qui amarrait la dictature. C'est maintenant chose faite: monsieur Jean-Claude et ses invités sont montés dans un avion américain et sont allés se faire oublier.

C'est le calendrier qui est surprenant dans toute cette histoire. Baby Doc a régné 15 ans. Pourquoi avoir attendu si longtemps pour s'insurger contre l'oppression et la misère? Il est vrai que, pour beaucoup d'Haïtiens, restait possible la fuite. Exil doré pour les uns (à Paris, New York, Miami ou Montréal), lamentable pour tant d'autres, condamnés à des traversées périlleuses sur des embarcations de fortune.

Les troubles ont commencé à la fin de novembre, se sont poursuivis en décembre et janvier. Vendredi de la semaine dernière, Duvalier paraissait perdu, mais le lendemain (samedi) il se redressait. Avant le dénouement qu'on connaît maintenant, il a vacillé toute une semaine.

Les jeunes semblent avoir agi comme détonateurs dans la crise finale, comme donnent à le penser des grèves d'écoliers et d'étudiants dans tant de villes du pays. Prudemment, l'Eglise catholique a effectué un travail de sape et certains observateurs estiment que c'est le voyage du pape Jean-Paul II en mars 1983 qui a amorcé le tournant.

L'hypothèse ne manque pas d'intérêt quand on n'ignore pas que, sur un autre point de la carte, on a attribué au voyage du pape en Pologne l'émergence du mouvement de contestation qu'illustra Lech Walesa.

Mais, en Haïti, les sectes protestantes ont également encouragé une attitude plus critique vis-à-vis du gouvernement. On remarque que, dans différents pays du monde (l'Afrique du Sud, avec l'évêque anglican Tutu, est un cas notoire), les Églises font le lit de transformations dont on ne sait pas toujours à quoi elles doivent aboutir.

C'est peut-être aussi pourquoi l'opposition haïtienne est sans visage. Qui a renversé Baby Doc? Et qui est le nouveau gouvernement?

A Duvalier est substituée une junte, composée de militaires et de civils.

Cette solution, dite «américaine», est déjà énergiquement dénoncée par certains. Absolument rien, pourtant, n'indique que Washington souhaite un prolongement de la dictature de Duvalier sous une autre forme. Sinon on s'expliquerait mal pourquoi une somme de \$26 millions a été soustraite à l'aide versée par les États-Unis, quand il est connu, d'autre part, que la somme a été retenue parce que, précisément, le régime Duvalier n'offrait pas de garanties suffisantes à la protection des droits de l'homme.

Finalement, la question n'est pas de savoir si la solution qui va prévaloir sera «américaine» mais si elle sera démocratique. Elle sera démocratique, si le nouveau pouvoir reçoit la sanction de l'électorat, au cours d'élections à organiser le plus tôt possible.

Il n'est jamais facile pour une nation de passer de la tyrannie à un régime libéral. Conseiller très écouté des présidents américains, Robert McNamara aurait dit sèchement un jour: «Nous ne nous occupons pas de Haïti, car ce pays est une porcherie.» Aux Haïtiens qui sont là-bas, aux patriotes exilés qui y retourneront de faire mentir tous les McNamara du monde.

Guy CORMIER

L'AVENIR : DU PAIN ET DES ŒUFS



(Tous droits réservés)



Marcel Adam

Robert Bourassa sert la moutarde après le dessert

À ceux qui s'inquiétaient de l'ampleur du coût de ses promesses électorales, compte tenu de l'étroitesse de la marge de manoeuvre, Robert Bourassa se faisait rassurant et, chiffres à l'appui, confondait ses critiques.

Le columnist économique de LA PRESSE, Alain Dubuc, fit la preuve en long et en large, à partir d'informations publiques que M. Bourassa n'ignorait pas, que non seulement le gouvernement n'avait aucune marge de manoeuvre mais que le déficit serait beaucoup plus élevé que celui prévu dans le budget Duhaime.

Or voici que M. Bourassa prétend faire des découvertes épouvantables. Le budget du gouvernement péquiste a camouflé un tas d'engagements financiers qui pourraient porter le déficit à au moins \$4 milliards. En conséquence de quoi son gouvernement sera obligé de faire des coupures qui pourraient excéder un milliard de dollars. Puisqu'il est exclu d'emprunter ou de hausser les impôts.

Il a promis qu'il n'invoquerait pas la mauvaise gestion péquiste pour se dispenser de remplir ses engagements électoraux, mais il ne se prive pas de le faire pour justifier les coupures drastiques qui lui permettront de remplir ses promesses

tout en maintenant le déficit au niveau qui préservera la cote de crédit du Québec sur les marchés financiers.

Depuis son retour en politique Robert Bourassa a tout fait pour accréditer l'idée qu'il était un homme nouveau, voué à instaurer la rigueur et le réalisme qui ont fait tant défaut, sous le règne péquiste, dans les domaines économique et financier.

Lui qui avait en juin ses militants qu'un éventuel gouvernement libéral devra prendre des décisions difficiles au cours de la première année, il n'ignorait donc pas que l'assainissement des finances du Québec nécessitait une gestion extrêmement serrée et disciplinée quand il faisait ses promesses électorales.

Pourquoi s'est-il montré prodigue plutôt que d'annoncer une période d'austerité administrative advenant son élection?

l'ignore si M. Bourassa avait songé à faire une campagne plus austère. Je sais cependant que c'était exclu à partir du moment où il décidait, en février 1985, de confier à la maison Createc le soin de mettre au point le style et le contenu du programme de la campagne électorale.

J'ai parlé un peu l'automne dernier de cette société et de ce qu'elle avait fait pour le P.L.Q.

Dans sa livraison de février, le mensuel L'Actualité y consacre un long reportage dans lequel le président-fondateur, M. Grégoire Gollin, explique comment il a fait profiter le P.L.Q. de son Système d'information sur le comportement de l'électorat (SICE).

Emprunté aux Américains et adapté au contexte québécois, ce système consiste à appliquer à la politique les techniques de marketing ou de «positionnement» des produits commerciaux. À partir de divers sondages et enquêtes approfondies sur les différentes catégories sociales, sont tirées des analyses informatiques qui sont ensuite transposées sur des cartes «perceptuelles».

Ces cartes sont si précises, simples et fiables qu'elles sont destinées, au dire de M. Gollin, à devenir pour un chef politique en campagne électorale ce que sont les cartes géographiques pour un général en guerre. Selon lui, cette technique de marketing est aux sondages ordinairement en usage ce que la radiographie est à la photographie.

En vertu des analyses informatiques du SICE, on a déterminé que face à un parti qui ne promettait rien et capitalisait exclusivement sur l'image de son nouveau chef, il fallait d'une part diluer la mauvaise image de M. Bourassa dans celle

d'une équipe jeune, nouvelle et dynamique et, d'autre part, faire une série de promesses qui chaque fois amenaient M. Johnson à dénoncer ces largesses et donc à «creuser lui-même sa tombe».

Par ses promesses électorales M. Bourassa mettait toutes les chances de son côté en tirant avantage de «l'erreur» que commettait son adversaire. L'Actualité fait dire à ce propos à M. Gollin que, ce faisant, M. Johnson «a non seulement privé ses électeurs potentiels de la récompense psychologique normalement attachée à l'achat de son parti, mais il a de plus donné à l'électorat l'image d'un chef sans vision politique, d'un chef manquant de leadership».

Je ne sais pas si un marketing politique aussi sophistiqué peut modifier de manière décisive des intentions de vote depuis longtemps stabilisées. Mais je constate qu'un parti y a eu recours pour préserver son avance en essayant d'«acheter» l'électorat volatil.

Et j'en tire la leçon que les campagnes électorales induisent les politiciens à compliquer davantage les problèmes qu'ils ont promis de résoudre, d'abord en faisant des promesses irresponsables, ensuite en endormant les citoyens plutôt que de les prévenir que le redressement ne saurait se faire sans sacrifices ou renoncements.

LECTURES

Le visage changeant du Québec

Le visage du Québec change. Comme l'écrivait récemment notre consœur Lysiane Gagnon, de plus en plus, le Québec, comme d'ailleurs l'ensemble du Canada, deviendra un pays d'immigration.

PIERRE VENNAT

À moins que la psychologie des femmes et des hommes d'ici ne change radicalement — et on se demande pourquoi cela se produirait, d'autant plus que le niveau moyen de scolarité continue de monter et que l'on a en général d'autant moins d'enfants qu'on est plus instruit — c'est par l'immigration bien davantage que par la natalité que le Québec se développera, prédisait-elle.

Les problématiques dominantes qui orientent les pratiques sociales de l'immigration dans les sociétés modernes peuvent être parfois bienveillantes, parfois malveillantes, mais elles ont acquis une caractéristique qui, maintenant, domine, soit celle de

traiter l'immigrant comme quelqu'un qui présente une déficience de capacités qui l'empêche de vivre et de travailler normalement. Pour tout dire, comme le démontre un numéro spécial de la Revue internationale d'action communautaire, l'immigrant est devenu un véritable handicapé social.

Cette revue, dont la rédaction loge à l'Enseigne de l'École de service social de l'Université de Montréal, vient de publier un mémoire spécial de quelque 200 pages sur le thème «Migrants: trajets et trajectoires».

Jusqu'aux années 70, ce sont les États-Unis et les pays d'Europe qui fournissaient au Canada et au Québec la majorité des immigrants. En 1984, par contre, c'est plus de 70 p. cent des immigrants qui proviennent des pays du tiers monde.

C'est ainsi que La Revue internationale d'action communautaire fait remarquer que l'immigration grecque et portugaise, au Canada et au Québec, a atteint un sommet entre 1956 et 1971, diminuant progressivement par la

suite. En 1981, on comptait au Québec 49 420 personnes d'origine grecque et 27 370 personnes d'origine portugaise.

Aujourd'hui, ces deux catégories de citoyens sont relativement visibles sur la scène montréalaise, tant par les petites entreprises ethniques qu'elles ont créées (restaurants, épiceries spécialisées) que par leurs institutions culturelles (clubs, églises, radio et télévision).

L'immigration haïtienne et colombienne est plus récente, puisqu'elle fournit le gros de ses effectifs à partir des années 70. Les Haïtiens sont beaucoup plus nombreux (32 500 en 1981) que les Colombiens dont le nombre est difficile à évaluer.

Au Québec, dans le cas des quatre groupes, la grande majorité s'est établie dans la région métropolitaine de Montréal. À l'échelle du Canada, en raison de la langue, les Haïtiens préfèrent le Québec. Les autres groupes sont plus dispersés, la majorité vivant dans d'autres provinces.

L'étude des professeurs Deirdre

Meintel, Micheline Labelle et Geniève Turcotte, de l'Université du Québec à Montréal, démontre que près de la moitié des femmes haïtiennes qui immigrèrent au Québec, et la plupart des Portugaises, ont quatre ans de scolarité ou moins, alors que les Colombiennes et les Grecques en comptent, en moyenne, sept. La plupart ont quitté l'école très tôt pour des raisons économiques.

Au Québec, par conséquent, plus de la moitié des femmes immigrantes travaillent dans l'industrie du vêtement, les Haïtiennes et les Grecques se retrouvent plus souvent en manufacture, les Portugaises dans les services, tandis que les Colombiennes se répartissent à peu près également entre les deux secteurs. Mais la plupart se concentrent dans les ghettos ethniques d'emploi, puisque les tiers d'entre elles ne parlent ni anglais ni français.

«Migrants: trajets et trajectoires», numéro spécial de la Revue internationale d'action communautaire, 216 pages, \$10.

Embrouille sur la paternité de trois majorations de taxes



GILBERT BRUNET

de notre bureau de Québec

■ QUÉBEC — Scénario classique quand le régime change : les uns accusent leurs prédécesseurs d'avoir « camouflé des taxes et des dépenses » ; les autres ripostent en accusant leurs successeurs « de mentir, de manquer de courage » ; et les premiers, nouveaux détenteurs du pouvoir — y compris celui de chercher à avoir le dernier mot — répliquent haut et fort.

Cette semaine, les acteurs de ce scénario ont été :

● Robert Bourassa, premier ministre du Québec depuis deux mois, qui lance en conférence de presse, au lendemain de l'augmentation de trois taxes — sur le tabac, la bière et les carburants — qu'il s'agit de « taxes péquistes camouflées », qui auraient normalement été décrétées à l'automne mais qui ont été repoussées en raison de l'échéance électorale.

Et le premier ministre ajoute que « c'est un fonctionnaire du Revenu qui a décidé d'annoncer ça », ce mardi 4 février, à un fort mauvais moment pour son gouvernement, soit au premier soir d'une réunion de deux jours des ministres dans le but d'examiner des compressions budgétaires qui visent à « assainir les finances publiques ».

● Deuxième acteur : Jean Garon, ex-ministre péquiste, devenu critique financier de l'opposition après les élections de décembre. « C'est Bourassa qui lance de la poudre aux yeux, qui n'a pas le courage des décisions de son gouvernement. »

M. Garon pose des questions : le ministre du Revenu, M. Michel Gratton, a-t-il signé les arrêtés ministériels décrétant les trois hausses de taxes ? Ces documents ont-ils été publiés dans la Gazette officielle, pour que les taxes soient valides ? Le ministre du Revenu a-t-il prévenu le premier ministre et son collègue des Finances, M. Gérard-D. Lévesque, qu'il lui préparait un « cadeau » de quelque \$240 millions ?

● Le troisième acteur entre en scène, M. Gratton, qui a signé les arrêtés ministériels, publiés mardi dans la Gazette officielle. Il prends le blâme pour la façon dont ces augmentations de taxes ont été annoncées. Avec M. Lévesque, nous sommes convenus que ces taxes devaient automatiquement être majorées, selon la loi qui prévoit des enquêtes périodiques sur les prix de ces produits. Et le Conseil des ministres a appris que ces taxes étaient haussées en même temps que les journalistes, à 17 heures mardi.

Pressé de questions, M. Gratton admet ensuite que la décision de déclencher l'enquête a été prise à la mi-décembre, donc par le gouvernement libéral.

Les enquêtes ont donc été faites à la mi-janvier et M. Gratton en a pris connaissance « en signant les arrêtés ministériels, le 29 janvier ».

● Le quatrième acteur et ministre des Finances n'est quant à lui jamais entré en scène. Lui seul pourrait dire si lui-même, ou quelqu'un d'autre aux Finances, a demandé et obtenu du Revenu, lors de la préparation de l'Exposé budgétaire du 18 décembre, que l'enquête qui doit précéder les majorations de taxes soit déclenchée.

En l'absence de M. Lévesque, c'est son conseiller économique, M. Ghislain Fortin, qui assure que le gouvernement péquiste avait, dès septembre 1985, inscrit le fruit de ces taxes augmentées dans ses prévisions de revenus. Il refuse de les évaluer ou d'indiquer où cela se trouverait dans la synthèse budgétaire signée par M. Bernard Landry, titulaire des Finances à l'automne 1985.

● Rebondissement, comme dans tout bon scénario : l'acteur Garon revient à l'avant-scène, hier, pour exiger le retrait de ces trois hausses de taxes et la comparaison de MM. Lévesque et Bourassa en commission parlementaire, la semaine prochaine.

Puisque l'Assemblée nationale ne siège pas pendant que se joue ce scénario, plusieurs questions demeurent sans réponse. Les plus importantes sont :

S'agit-il de « taxes péquistes », comme l'affirme le premier ministre Bourassa, si les enquêtes qui les précèdent ont été déclenchées par l'adminis-

tration libérale, en décembre et janvier ?

M. Gratton affirme que c'est lui le responsable de l'embrouille, et non le « fonctionnaire du Revenu » ; que c'est lui qui a signé les documents et que le premier ministre et tous ses collègues ont été mis au courant du dossier mardi soir. Pourquoi M. Bourassa affirmait-il, mercredi soir, que ces « taxes péquistes » provenaient d'un fonctionnaire ?

Puisque le nouveau ministre des Finances a eu le temps, entre son assermentement du 12 décembre et son Exposé budgétaire du 18, de réduire la taxe ascenseur sur l'essence en régions périphériques, de diminuer certains impôts et d'abolir en partie la taxe de vente sur les polices d'assurance, comment explique-t-il qu'il n'a pas aussi revu ses revenus anticipés au chapitre des taxes sur la bière, les carburants et les cigarettes ?

En somme, pourquoi le ministre des Finances ne s'empresse-t-il pas de faire toute la lumière sur cette affaire, plutôt que d'envoyer un de ses conseillers assurer la presse que les \$240 millions étaient contenus dans les prévisions de revenus de ses prédécesseurs péquistes ?

Quand le régime change, après des élections, le scénario est classique. Dans ce cas-ci, il est en outre inachevé. Si M. Bourassa voulait, mercredi soir, « dissiper les malentendus », le moins que l'on puisse dire c'est que l'embrouille persiste. La commission parlementaire de la semaine prochaine promet de débiter la routine.



Lysiane Gagnon

Changer l'image ou la réalité ?

■ Il y a quelque chose d'explicable dans cette obsession de l'image qu'ont certains groupes de pression féministes. Comme s'il importait davantage de changer les images que la réalité !

Tantôt c'est l'obsession de la porno, comme si la représentation du « mal » était la cause du « mal ». Tantôt c'est l'obsession des médias, comme si, en éliminant l'image de la discrimination, on éliminait la source de la discrimination.

Dans les deux cas, on confond la cause et l'effet, et c'est la pensée naïve qui est à l'oeuvre, une pensée qui n'est pas sans rappeler celle du primitif qui confond le dieu et sa statue, le signe avec l'objet, le symbole avec le sens et l'image avec la réalité.

Dernier exemple de pensée primitive : un rapport que la Commission de la radio et de la télévision canadienne (CRTC) vient de publier sur les stéréotypes sexuels dans les médias et la publicité. Le CRTC doit avoir déjà fait son lit puisqu'il considère l'affaire assez importante pour faire l'objet d'une série d'audiences publiques qui auront lieu au printemps à Montréal, Hull et Vancouver, et qu'il a confié la recherche à des gens au parti-pris évident, que même le ridicule n'arrête pas. Ils sont allés jusqu'à quantifier les sexes des personnages des bandes dessinées pour enfants... pour découvrir que certains personnages, tels les robots et les monstres, « n'ont toutefois pas de sexe clairement identifiable », précisent-ils gravement. (Les gens qui ont ce genre de tournure d'esprit sont en général totalement dépourvus de sens de l'humour.)

Le CRTC nous dit déjà combien de disques de musique américaine nous avons le droit d'écouter à la radio, et rêve d'imposer des « quotas » de « contenu canadien » dans les bulletins de nouvelles. Je mettrais ma main au feu que le CRTC aurait maintenant envie de nous dire combien de femmes par jour devront être interviewées dans les émissions d'information : 50 p. cent ? et quelle proportion d'hommes devront être présentés, dans la publicité des couches Pampers ou du Kraft Dinner : 25, 35, 44 p. cent ?

Le rapport en question nous redit, à coup de statistiques, des choses que tout le monde sait : la publicité nous montre une plus grande proportion de femmes que d'hommes en vêtements légers ou collants, et plus d'images de maîtresses de maison que d'images d'hommes au foyer. Dans les émissions de nouvelles et d'affaires publiques, 79 p. cent des gens interviewés sont des hommes, dans les sports la proportion baisse à trois p. cent, etc... bref, les médias nous montrent que les femmes ne sont pas égales !

Le CRTC trouve cela « insultant et dégradant (pour les femmes) ». Je trouve au contraire qu'il s'agit là d'une représentation parfaitement fidèle de la réalité. C'est vrai, les femmes sont vêtues plus légèrement — et souvent, et pourquoi pas d'ailleurs, de façon plus suggestive que les hommes : je ne sais pas comment on s'habille au CRTC, mais dans la vraie vie, la plupart des femmes aiment mieux porter des décolletés et des tricotés moulants que des vestons de tweed et des cravates. Et puis après ? Incidemment, en quoi est-il « dégradant » que les femmes soient parfois montrées en maillot de bain ou en train de faire le marché ? Qu'est-ce qu'il y a de « dégradant » là-dedans ?

En montrant les femmes dans des rôles conventionnels, la télévision traduit la réalité : c'est vrai, les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes à s'occuper des tâches domestiques, et beaucoup moins nombreuses que les hommes à occuper des fonctions de pouvoir dans la société... ce qui les amène à passer moins souvent aux émissions d'information, puisque ce sont les personnages dotés de responsabilités publiques qui passent aux nouvelles.

Moi aussi je trouve que les tâches domestiques devraient être partagées, et que les femmes devraient acquérir leur autonomie financière — la clé de toutes les libertés — et investir les divers lieux de pouvoir.

Mais ne confondons pas la cause et l'effet : ce n'est pas parce que la télévision les présente comme des femmes dépendantes qu'il y a plus de femmes dépendantes, c'est parce qu'il y a plus de femmes dépendantes que la télévision présente plus de femmes dépendantes. Autrement dit, les médias ne transforment pas la réalité. Ils peuvent à l'occasion l'influencer, mais leur rôle essentiel, c'est de la refléter. Quand le tiers des chefs d'entreprises, des ministres et des cadres supérieurs seront des femmes, le tiers environ des invités aux émissions d'information seront des femmes. Quand davantage d'hommes hériteront des tâches familiales, cela se reflétera dans les annonces publicitaires. La réalité précède toujours les images.

Comment changer la réalité ? Éducation, formation, garderies, programmes d'action positive au besoin, on en revient toujours là... La télévision peut contribuer au changement en fournissant des « role models », mais n'a pas à recréer artificiellement la réalité.

Le CRTC aurait dû au contraire féliciter les médias pour avoir à certains égards largement avancé la réalité : la moitié des annonces francophones de produits de cuisine mettent en scène un homme, ce qui laisse croire qu'un homme sur deux s'occupe des repas... fulgurante évolution des moeurs qui avait échappé à l'observation courante !

Des contrôles sur le contenu de la programmation en fonction du sexe porteraient atteinte à la liberté de presse, et aussi aux intérêts des femmes elles-mêmes.

À multiplier les « images » de femmes dans des fonctions de pouvoir ou d'autorité, on crée une distorsion susceptible de nuire à celles qui, dans la réalité, essaient de se frayer un chemin dans les milieux de travail. On crée l'impression que les femmes sont au pouvoir partout. Elles sont « partout », donc en nombre suffisant, voire exagéré. Je rencontre souvent des hommes qui croient que les femmes ont égalé et même dépassé les hommes dans certains secteurs, pour la simple raison qu'il y en a une infime minorité qui est très visible, et qu'il y a maintenant des « femmes-alibi » partout. Ils croient que les femmes ont gagné trop de terrain, et qu'il serait temps de revenir, comme ils disent, « à un meilleur équilibre ». Voilà ce que donne la distorsion des images : on saupoudre les comités, le petit écran et les conseils d'administration de « présences » féminines qui sont autant de symboles et d'alibis, et l'on crée l'illusion du changement. Dans la réalité, rien n'a changé, mais l'illusion est là, s'ancrant dans les esprits et constituant un nouvel obstacle au changement réel.

À 75 ans, Reagan lance une nouvelle offensive budgétaire



JEAN-FRANÇOIS LISÉE
à Washington

collaboration spéciale

■ WASHINGTON — Trois quarts de siècle se sont écoulés depuis que le jeune Ronald Reagan a poussé son premier cri. Pour son anniversaire jeudi, le plus vieux président des États-Unis a fait la bise à Catherine Deneuve, venue lui présenter une réplique miniature en cristal de la statue de la Liberté.

« J'ai l'impression d'avoir 39 ans » a-t-il dit. Et il est vrai que le président a l'air en pleine forme, malgré son récent cancer du colon, les manifestations sporadiques d'un cancer de la peau et son hospitalisation, en 1981, après qu'un assassin fou lui ait troué la peau pour l'amour d'une actrice. Indestructible, Ronald Reagan l'est aussi dans les sondages. Un an après le début de son second mandat, il bénéficie d'un plus grand appui populaire qu'aucun autre président d'après-guerre après cinq ans de service. (Le record de popularité du président, 68 p. cent en décembre dernier, est cependant loin derrière les records de cinq de ses prédécesseurs. Seul Carter a, à son meilleur sondage, été moins populaire que Reagan, qui est ex aequo avec Nixon.)

La semaine a été chargée pour le septuagénaire le plus puissant du monde : mardi, il prononçait devant le Congrès son cinquième « État de l'Union » d'un optimisme bien senti. Mercredi, il envoyait aux législateurs un projet de budget aux dents longues. Jeudi, il complétait sa liste de vœux en faisant part de ses priorités législatives. Ronald Reagan aura besoin de toute sa forme et sa popularité pour traverser les orages qui le guettent. Car tout le monde ne partage pas son optimisme, ses calculs et ses priorités.

La camisole de force
Le Congrès a voté et le prési-

dent a signé en décembre une loi qui leur impose une camisole de force fiscale. Intitulé Gramm-Rudman — les noms de leurs auteurs — la loi les condamne à réduire le déficit budgétaire à 144 milliards cette année, et graduellement par la suite jusqu'à l'équilibre budgétaire en 1991. Il faudra trouver dans le budget de cette année des économies de plus de 40 milliards, faute de quoi, la loi appliquera automatiquement cette coupure, en s'abrant également dans les programmes civils (sauf la sécurité sociale) et dans la défense.

Mercredi, le président a offert sa version : augmenter de 7 p. cent le budget de la défense, réduire presque tout le reste en éliminant, par exemple, plus de deux douzaines de programmes et d'agences fédérales et en réduisant une panoplie de

dépenses destinées aux pauvres, aux classes moyennes, aux étudiants. « Le déficit est une occasion de construire une nouvelle structure fédérale, meilleure, plus mince et mieux ciblée », a dit le président, reprenant un refrain favori.

Le budget présidentiel n'a rien de surprenant. Il reprend, parfois pour une cinquième fois, des propositions déjà rejetées par le Congrès. « Vous avez entendu parler d'un vendeur qui ne propose sa marchandise qu'une seule fois ? » demande le directeur du budget de la Maison-Blanche, James Miller.

Cette fois-ci cependant, le vendeur n'est plus seul avec l'acheteur. Gramm-Rudman vient peser sur la négociation, et les élections législatives du 4 novembre surexcitent les intervenants.



Pour les démocrates majoritaires à la Chambre des représentants, la voie semble toute tracée. Les programmes sociaux qu'ils favoriseraient seraient moins estrophiés par les coupures automatiques de Gramm-Rudman que par le budget Reagan. S'ils n'arrivent pas à convaincre le Président de rééquilibrer son budget avec l'aide, indispensable selon eux, d'une hausse de taxes, ils pourront menacer de laisser Gramm-Rudman faire son office. Mais la coupure de budget « automatique » qui s'abattra alors sur l'armée équivalait à un quasi-désarmement unilatéral, explique un ancien conseiller de la Maison-Blanche, en exagérant un peu. Les démocrates espèrent que le Président, soucieux d'éviter cette crise, assouplira sa position.

La stratégie de l'inflexibilité

« Y aura-t-il des compromis sur une éventuelle hausse de taxes ? Y aura-t-il des compromis sur le budget de la Défense ? » demande tout haut James Miller avant de répondre « non ». « Il faut oublier toute possibilité d'un grand compromis sur ces questions » renchérit James Baker, secrétaire au Trésor.

Les stratèges de la Maison-Blanche ont choisi la politique de l'inflexibilité parce qu'ils estiment que les démocrates n'ont pas vraiment intérêt à mettre leur menace à exécution. Le nouveau budget doit entrer en vigueur le premier octobre et est généralement voté à l'heure fatidique ou quelques jours après. Mais la date tombe en pleine campagne électorale et il n'est pas certain que les démocrates voudront se présenter devant les électeurs en tant que fossoyeurs du Pentagone ou en tant que champions d'une hausse de taxes, deux étiquettes qui font fuir les votes. « La conviction presque universelle partagée ici c'est que « le temps est avec nous » explique un responsable présidentiel. « Ils (les démocrates) oublient que Ronald Reagan, lui, n'est pas en campagne électorale. »

CAHIER
SPECIAL

Ne manquez pas
aujourd'hui dans

la presse

Les
assurances
de
personnes

Au cours des cinq dernières années, les compagnies d'assurances de personnes ont connu une croissance et une diversification qui ont changé radicalement leur image et les ont propulsées dans la grande industrie des services financiers. Non, l'assurance-vie n'est plus ce qu'elle était. Heureusement !

PHILIPPINES

Les élections de la honte

■ **MANILLE** — On s'y attendait, mais la réalité a de loin dépassé les craintes des plus pessimistes. Vendredi, 26 millions de Philippins, appelés aux urnes pour élire leur 7e président de la République, ont

PATRICK FILLEUX
collaboration spéciale

participé massivement, mais malgré eux, à une mascarade d'élection, à un sinistre vaudeville écrit à l'avance par celui qui depuis vingt ans refuse de voir le pouvoir lui échapper et s'y accroche par tous les moyens, même les moins avouables, Ferdinand Marcos.

Dès l'ouverture des 90 000 bureaux de vote, l'énorme machine à frauder, parfaitement huilée, s'est mise en branle, pour tenter d'écraser sur son passage tout espoir de changement démocratique dans cet archipel de 54 millions d'habitants. Ce n'était pas la première fois, mais hier, contrairement aux consultations électorales précédentes, le régime ne s'est pas enfoncé de précautions superflues pour masquer les pratiques frauduleuses. La magouille, la manipulation, la tricherie sautaient aux yeux.

Pourtant, vendredi soir, après la clôture du scrutin et alors que les premiers résultats commençaient à tomber, l'opposition espérait envers et contre tout remporter la victoire, comptant sur un raz de

marée en faveur de Corazon Aquino, qui rééquilibrerait la balance et neutraliserait en partie les bulletins frauduleux. La candidate de l'opposition, dans une déclaration au peuple philippin, rendue publique à Manille, a d'ailleurs déclaré: «Plus que jamais, je suis convaincue que vous et moi avons gagné les élections. Rien ni personne ne peut nous voler la victoire.»

Un bon départ

J'ai parcouru toute la journée les bureaux de vote de Manille, des quartiers pauvres du nord jusqu'à Makati, le quartier des affaires avec ses immeubles d'acier, de verre et de béton flamboyants neufs. Ce que j'y ai vu dépasse l'entendement. Parler de scandale est un euphémisme.

Mon voyage avait pourtant bien commencé, mais j'ai vite déchanté. J'avais rendez-vous à Navotas, dans la ceinture de misère de la ville, dans un de ces rares quartiers tenus par l'opposition démocratique favorable à Corazon «Cory» Aquino. Il est huit heures quand mon taxi s'arrête dans une venelle bordée de pauvres maisons sans étages.

Depuis une heure, des milliers de gens se pressent dans les petits bureaux de vote aménagés sous les préaux des écoles. L'atmosphère est détendue. Les électeurs attendent sagement leur tour, déposent leur bulletin dans l'urne après avoir décliné

leur identité et coché leur nom sur la liste affichée à l'entrée du bureau.

«Il y a bien quelques personnes qui ont tenté d'entrer dans les bureaux sans en avoir l'autorisation, me dit Dolly, une volontaire du Mouvement national de Citoyens pour des élections libres (NAMFREL), l'organisation indépendante qui surveille le scrutin, mais elles n'ont pas insisté devant l'opposition du plus grand nombre». Je quitte Navotas, confiante dans le processus démocratique et pensant que peut-être, ces élections allaient être «libres, propres et honnêtes», comme l'a maintes fois proclamé Ferdinand Marcos.

Ça se gâte

J'arrive à Malabon, une dizaine de kilomètres plus à l'ouest. Changement de décor. À l'entrée de l'école élémentaire où a été installé le bureau de vote, les visages sont tendus. Les murs des maisons environnantes sont couverts d'affiches de Marcos. Je vois les premiers policiers, avachis dans une jeep, transpirant sous le soleil. Les cinq volontaires de NAMFREL qui surveillent ce bureau ont des mines graves.

Eduardo me prend à part. «Depuis deux heures nous avons relevé des tas d'irrégularités. Des responsables de quartiers, tous pro-Marcos, entrent illégalement dans le bureau et font pression sur les gens pour qu'ils votent Marcos. Une

bonne partie des listes électorales ont été falsifiées et les électeurs connus pour soutenir Aquino ne peuvent pas voter. Leurs noms ont disparu des listes. Ça ne va pas du tout». Un homme d'une quarantaine d'années, les yeux cachés derrière des lunettes de soleil, s'approche pour écouter. Eduardo se met soudain à parler d'autre chose, puis me glisse dans l'oreille: «C'est le responsable local du KBL (le parti de Marcos), tu dois faire attention».

Légalement je ne devrais pas être là, les journalistes ne doivent pas franchir un périmètre de cinquante mètres autour des bureaux de vote. Dans la cour de l'école, je m'approche d'un groupe de jeunes gens qui rient aux éclats. L'un d'entre eux vient de voter comme l'atteste la marque à l'encre indélébile sur son index droit. Il sort de sa poche un bout de coton et un petit flacon contenant de l'acétone. En quelques secondes, l'encre soi-disant indélébile a disparu. Il vient de se refaire une virginité électorale et ne cache pas à ses camarades qu'il se rend dans un autre bureau de vote d'une autre circonscription, où il est inscrit en double pour voter à nouveau pour Marcos. Combien de fois va-t-il voter aujourd'hui, combien sont-ils comme lui dans tout l'archipel?

Les volontaires de NAMFREL sont décontenancés. Certains, dégoûtés, ont envie de tout laisser tomber. Je visite encore deux ou trois endroits semblables au nord et à l'ouest de Manille. Partout, je suis témoin des mêmes irrégularités, des mêmes magouilles commises sous l'œil vigilant de militants du KBL qui circulent par groupes de cinq ou six dans de grosses jeeps.

Il est 13 heures. Le scrutin sera clos dans deux heures. J'ai déjà compris ce qui allait se passer, mais je fonce vers Makati, le quartier riche, des affaires, où je me dis que là peut-être ils n'oseront pas. Grossière erreur. Dès l'entrée de l'école polytechnique où se tiennent les plus nombreux bureaux de vote, ma qualité de journaliste étranger me vaut d'être assailli par une petite foule désemparée. «Monsieur, il faut que vous le disiez au monde entier, il faut que vous l'écriviez. Nous sommes interdits de vote. Depuis ce matin, des centaines d'habitants du quartier pourtant inscrits, enregistrés ici depuis des années n'ont pas été autorisés à voter sous prétexte que leurs noms ont disparu des listes. On ne nous donne aucune explication, me dit une femme, les larmes aux yeux. Nous voulions tous voter pour Cory et c'est Marcos qui va gagner en fraudant massivement. Je ne crois plus en rien», lâche-t-elle dépitée.

Malgré l'interdiction, j'entre dans le bureau de vote et demande à parler au responsable du scrutin, un permanent du KBL. D'abord il me fuit, prétextant qu'il est débordé. J'insiste. Il accepte enfin de répondre à mes questions au fond d'un des couloirs de l'école. Il a une trentaine d'années. Il a l'air très embarrassé et transpire beaucoup. «Comment expliquez-vous que les noms de tous ces gens aient disparu des lis-

tes?». «Je ne sais pas», répond-il en fuyant mon regard. J'insiste encore, le provoque un peu. Il se perd alors dans une explication fumeuse, me disant que les listes précédentes étaient alphabétiques, que pour ces élections, les gens ont été répertoriés par rues, que ça a tout chamboulé... Quand je lui fait remarquer que malgré tout, le nombre d'inscrits reste le même mais que peut-être les nouveaux venus n'appartiennent pas au quartier mais sont ce qu'on appelle des «Flying voters», allant d'une circonscription à l'autre et votant plusieurs fois dans la journée, le responsable du bureau de vote se crispe, devient agressif, menace de me faire expulser avant de cracher, l'air mauvais: «Vous n'avez aucune preuve?».

Non je n'ai aucune preuve, mais comme tous ces interdits de vote qui attendent dehors, j'ai acquis une conviction. En rentrant à l'hôtel j'ouvre la télévision. J'apprend que 24 personnes ont été tuées en province pendant cette seule journée. Une broutille pour les Philippines habituées à des bains de sang électoraux. Le scrutin est terminé et déjà les premiers «résultats» non officiels sont donnés d'une voix triomphale par un «journaliste» d'une des six chaînes toutes dépendantes du pouvoir. «Sur trois barangays (quartiers) à Manille, entendez abasourdi. Marcos 530, Aquino zero. J'éteins le poste et je repense à cette vague jaune qui a déferlé sur Manille il y a deux jours, à ces cinq mille hommes, femmes, et enfants qui ont acclamé celle en qui ils mettaient tous leurs espoirs. J'entends aussi la voix cavernueuse de Ferdinand Marcos répéter à l'infini: «Ces élections seront libres, propres et honnêtes».



Fiche technique

■ Les Philippines, où un peu plus de 26 millions de Philippins étaient aux urnes hier pour les élections présidentielles, constituent un archipel de plus de 300 000 km².

Entre l'île de Luzon et l'île de Mindanao au sud (où sont concentrés 66 p. cent de la population totale estimée à plus de 54 millions d'habitants) s'égrenent plus de 7 000 îles dont 9 sont d'importance moyenne.

Avec une population catholique à 86 p. cent les Philippines constituent la seule nation chrétienne de l'Extrême-Orient. Sept p. cent des habitants sont musulmans, principalement dans les îles du sud, le reste est réparti entre bouddhistes et protestants.

Les Philippines produisent du cuivre, du nickel, de l'argent et un peu de pétrole, leur agriculture assez florissante leur donne une relative autonomie alimentaire et leur permet d'être gros exportateurs de sucre et de copra.

L'archipel connaît un taux de croissance démographique de plus de 3 p. cent. Sur le plan économique, le PNB par habitant se chiffre à 760 dollars par an, l'inflation atteint 64 p. cent par an et l'endettement extérieur dépasse 26 milliards de dollars.



Des volontaires de NAMFREL entourent une boîte de scrutin, après qu'un homme les ait menacés d'une arme, à l'intérieur d'un bureau de vote.



Le président Ferdinand Marcos était convaincu de sa victoire, quand il est allé déposer son vote, hier.



La candidate de l'opposition, Corazon Aquino, photographiée hier au moment où elle inscrivait son vote.

L'enjeu militaire pour Washington

■ **WASHINGTON** — L'élection présidentielle aux Philippines constitue un formidable enjeu stratégique pour les États-Unis qui ont, dans ce pays, leurs plus importantes bases militaires à l'étranger.

HERVÉ GUILBAUD
de l'agence France-Presse

La plupart des experts américains s'accordent à dire que l'une des raisons essentielles de l'intérêt de Washington pour cette consultation réside dans les installations de Clark et de Subic Bay, pièces maîtresses de la présence des États-Unis dans le Pacifique, l'océan Indien et, d'une façon générale, tout le sud-est asiatique.

Ces deux bases — louées aux États-Unis jusqu'en 1991 — protègent quelques-unes des voies maritimes les plus fré-

quentées du globe. Leur perte aurait d'énormes conséquences pour les États-Unis au moment même où, selon Washington, l'Union Soviétique renforce régulièrement sa présence dans cette partie du monde.

Environ cinq millions de barils de pétrole transitent chaque jour par le détroit de Malacca, entre Singapour et Sumatra, et la Mer de Chine. Dans ces eaux, transitent 70 p. cent des besoins pétroliers du Japon, allié privilégié des États-Unis dans la région.

La base navale de Subic Bay, où sont stationnés près de sept mille militaires américains, est le principal point d'appui de la 7e Flotte en dehors de Pearl Harbour, dans les îles Hawaï. Son dépôt logistique est le plus important de tout l'inventaire du Pentagone.

Ses chantiers navals et ses cales sèches, avec leur main-d'œuvre qualifiée, seraient pratiquement impossibles à remplacer et sont, pour cette raison, d'une valeur inestimable, estiment les spécialistes du département de la Défense.

Huit mille militaires américains sont déployés sur la base aérienne de Clark, quartier-général de la 3e escadre tactique de l'US Air Force. Ses pistes permettent l'accès des plus gros appareils, y compris des bombardiers stratégiques comme les B-52 et leurs successeurs, les B1-B.

Outre des chasseurs-bombardiers F-4 Phantom et des avions de transport, Clark abrite des stocks de munitions et de carburant très importants. Selon les spécialistes, 15 000 décollages ou atterrissages y ont lieu chaque mois.

Hanté par le précédent iranien, le Pentagone suit avec inquiétude l'évolution de la situation dans l'archipel philippin et «planche» depuis déjà plusieurs mois sur un redéploiement américain dans l'hypothèse d'une perte de ces deux bases. Aucune solution de remplacement ne satisfait cependant les experts, et toutes se révéleraient extrêmement coûteuses: entre trois et huit milliards de dollars, selon les estimations.

Les îles de Guam, Saipan, Tinian, Belau ou Okinawa sont les noms les plus fréquemment avancés pour un éventuel remplacement de Clark et de Subic Bay, une hypothèse que l'on n'évoque qu'avec une extrême réticence au département de la Défense.

SPECIAL

Ne manquez pas
aujourd'hui
dans

la presse

le cahier

LA MARIÉE

Un mariage se prépare de longue haleine et comporte une foule de détails. Le cahier *La mariée* est un guide sur la robe, la coiffure et la maquillage, les parures de tête, la réception, le choix du diamant, les régimes matrimoniaux, bref, sur tout ce qu'il faut savoir pour bien réussir cet événement important.

PAS QUESTION DE FAIRE PASSER LA CONSTITUTION APRÈS LE LIBRE-ÉCHANGE

Mulroney veut «rapatrier» le Québec avant tout accord avec les Américains

■ Le premier ministre fédéral, Brian Mulroney, ne conçoit pas la conclusion d'un accord commercial avec les États-Unis sans la signature du Québec: «On pourrait procéder sans le Québec, mais je préfère évidemment qu'il y soit».

MICHEL VASTEL

Le chef du gouvernement canadien a relevé hier, lors de sa visite à LA PRESSE, les propos du ministre québécois délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Gil Remillard, selon qui la négociation constitutionnelle pourrait attendre après les négociations commerciales avec les Américains. M. Mulroney n'exclut pas, au contraire, que les deux dossiers puissent être menés de front, mais à l'intérieur du ca-

dre défini en septembre 1984 et d'ailleurs accepté par M. Remillard alors qu'il conseillait le gouvernement fédéral.

«Ce que je veux, a précisé hier le chef du gouvernement canadien, c'est rapatrier le Québec, le ramener d'abord à la table de négociation en permettant à l'Assemblée nationale de ratifier une version retouchée de l'accord négocié... Mon souhait serait de mener une négociation relativement rapide sur

la partie inachevée du dossier constitutionnel et ensuite, d'entreprendre avec le Québec et les autres provinces, compte tenu de la nouvelle formule d'amendement, une révision en profondeur. (Cela) risque de durer longtemps.»

M. Mulroney a remarqué «à quel point les dix gouvernements sont passés proches d'un accord sur les autochtones en avril 1985. On aurait eu un ac-

cord si le Québec avait accepté de participer, prétend-il».

Stratégie de négociations

Quant à l'implication des provinces en général dans les négociations avec les États-Unis, le premier ministre ne croit pas qu'il y ait là une impasse. Il se dit d'ailleurs prêt à rencontrer les provinces rapidement, si cela s'avérait nécessaire. Le chef du gouvernement fédéral a d'ailleurs révélé qu'au cours de la dernière conférence

de Halifax, les onze premiers ministres ont convenu de se rencontrer, au cours d'un déjeuner et sans ordre du jour, au cas où des problèmes majeurs surgiraient entre les deux niveaux de gouvernement.

Mais M. Mulroney reste très ferme: les provinces n'étaient même pas consultées autrefois alors que, dans les négociations avec les États-Unis, Brian Mulroney a promis de les impliquer. «Il ne faut pas abuser de

ma bonne foi», a lancé sur un ton cinglant le premier ministre, laissant entendre que les provinces ne devraient peut-être pas trop tirer sur la ficelle.

Le chef du gouvernement fédéral continue de prétendre qu'il n'y a pas d'impasse entre lui et les dix autres premiers ministres sur la mise au point des mécanismes de négociation avec les Américains. Il précise par ailleurs qu'il n'est «pas question d'ouvrir son jeu» avant que tous les détails aient été réglés.

Le vrai lancement des négociations commerciales canado-américaines n'interviendra donc pas avant plusieurs mois, et elles risquent de durer ensuite très longtemps: «On a le temps de se faire réélire avant que tout cela soit réglé», a lancé à la blague le chef conservateur.

Une entrevue de LA PRESSE avec le premier ministre du Canada

LA TENUE DU PROCHAIN SOMMET À QUÉBEC

Brian Mulroney compte sur ses bons rapports avec «François»

■ Les premiers ministres Mulroney et Bourassa tenteront de convaincre les participants au Sommet de la francophonie de se réunir la prochaine fois dans la ville de Québec et d'ores et déjà le Canada peut compter sur la sympathie «automatique» de la France.

Cette sympathie de la France vient, a expliqué Brian Mulroney, de ses bonnes relations personnelles avec le président de la République, François Mitterrand, et de la chaleur canadienne envers la France.

MAURICE JANNARD

Dans le monde de la francophonie, la France et son président ont un rôle privilégié à jouer. C'est pour cette raison que le sommet francophone disposera d'un secrétariat permanent qui sera basé à Paris, et qui aura pour tâche de préparer la prochaine rencontre.

Selon le premier ministre conservateur, le Canada est aussi un allié naturel de ce pays: «Il y a une compréhension qui se dégage de la part d'un Canadien en faveur d'une position française que l'on ne retrouve pas nécessairement ailleurs.» A cet égard, M. Mulroney cite le fait que lors des sommets économiques, il est le seul personnellement à s'exprimer en français et à comprendre M. Mitterrand — qu'il aime bien appeler par son prénom, François.

«J'aime la France, j'aime les Français, je les comprends et j'espère que je comprends le rôle particulier de la France», dit le premier ministre.

M. Mulroney est particulièrement fier de la tenue du sommet de Paris et il n'a que des louanges à faire au premier ministre du Québec, Robert Bourassa, et à son prédécesseur Pierre-Marc Johnson. Leur collaboration a été essentielle, tient-il à souligner.

Par contre, il a exprimé des reproches sévères à l'endroit des fonctionnaires québécois

qui ont été en poste dans la capitale française lors des dernières années.

«Des fonctionnaires de bas étage qui vont vécu aux frais de la princesse et des taxes des Québécois, installés dans des appartements luxueux, ont cherché à saboter la tenue de cette réunion de la francophonie par des querelles de drapageux», a-t-il déclaré en substance.

Avec l'aide de MM. Bourassa et Johnson, le fédéral a mis fin «à ces folies» et le sommet de Paris aura lieu finalement.

Rôle international

M. Mulroney s'attend à recevoir également un accueil favorable des pays africains qui seront présents en France dans une semaine. Plusieurs pays africains, a-t-il dit, ont bien aimé son discours prononcé en bonne partie en français aux Nations-unies en octobre dernier.

Cela amène le premier ministre à traiter du rôle international du Canada. «La perception du Canada est très favorable, mais son rôle varie selon les circonstances». Au Commonwealth, lors de la réunion de Nassau, le Canada a joué un rôle que le pays n'avait pas cherché d'abord. «On m'a demandé de jouer avec Gandhi un rôle spécial pour trouver un consensus sur l'Afrique du Sud».

Pour plusieurs pays du Commonwealth, le Canada est un «géant au même titre que l'Angleterre, l'Australie et l'Inde. Cette perception est encore accentuée par le fait que, comme la Grande-Bretagne, notre pays est riche et économiquement puissant».

Lors du sommet francophone, Brian Mulroney voudra être «un allié, un supporteur, un pays mature qui va collaborer en faveur des pays africains pour que le sommet devienne une réalité et qu'il soit un succès».



Dès son arrivée à LA PRESSE, le premier ministre Mulroney a été littéralement pris d'assaut par les journalistes qui voulaient connaître la position de son gouvernement dans l'affaire haïtienne et le départ de Jean-Claude Duvalier de Port-au-Prince. À l'intérieur

des murs du quotidien, M. Mulroney a répondu aux questions de l'éditeur adjoint Michel Roy (à gauche), et des journalistes du bureau de LA PRESSE à Ottawa, Maurice Jannard (à droite) et Michel Vastel (qui n'apparaît pas sur la photo).

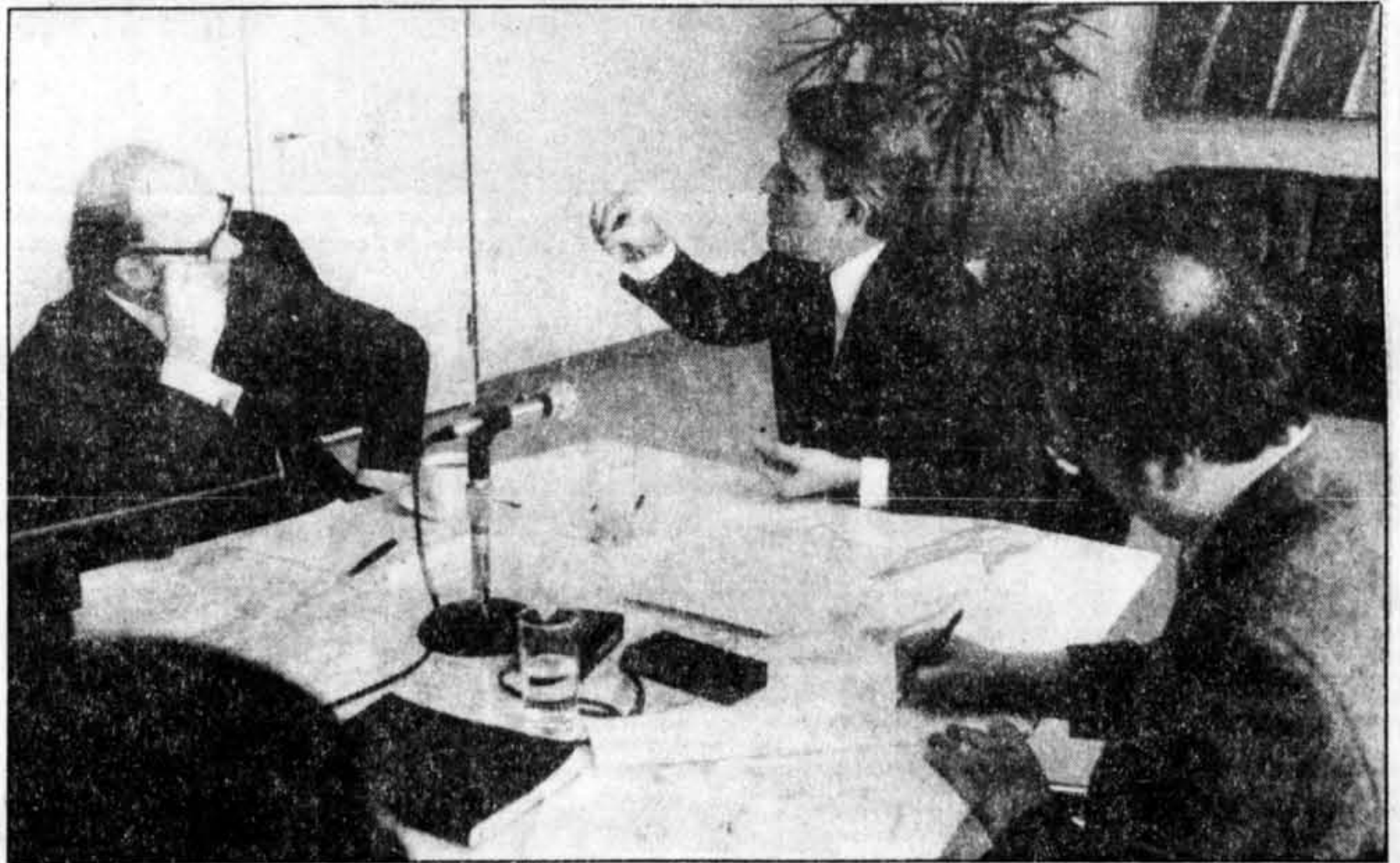


photo Michel Gravel, LA PRESSE

Le chef de parti avoue «avoir eu sa leçon» mais annonce de nouvelles règles du jeu

■ En forme et d'humeur combative, Brian Mulroney a révélé hier à LA PRESSE les trois grands axes de la campagne qu'il vient de lancer pour reprendre le contrôle des événements politiques:

MICHEL VASTEL

● «notre message, on va être obligés de le passer nous-mêmes et... je vais sortir plus souvent d'Ottawa»;

● «l'équipe» de Brian Mulroney sera soumise à la «discipline du pouvoir» et «fera éventuellement un tout homogène, avec un degré de solidarité que j'admire chez les libéraux»;

● «dès le lendemain du congrès national de la mi-mars, le Parti conservateur rivalisera de démocratie avec le Parti québécois et sa base aura plus d'influence sur le gouvernement».

Le moral remonté par le Gallup

de jeudi et les progrès encourageants du marché de l'emploi, Brian Mulroney parle de sa réélection avec plus d'assurance qu'il y a quelques semaines: «Un parti ne se fait pas seulement élire avec une machine, mais aussi avec des idées et sur la base de ses grandes réalisations».

À plusieurs reprises au cours de l'entretien de près de deux heures qu'il accordait hier à LA PRESSE, le premier ministre est souvent revenu sur le comportement de la presse nationale, comme si cette question l'obsédait encore.

«Une de mes erreurs en arrivant à Ottawa, de glisser M. Mulroney sur le ton de la confidence, fut de croire que la presse nous aiderait à passer notre message... La j'ai eu ma leçon et je comprends maintenant les règles du jeu. Comptez sur moi, mon message va sortir: je vais être obligé de quitter plus souvent Ottawa, d'aller dans les régions, d'être plus en évidence et de m'associer davantage à nos réalisations».

Après une incursion en Nouvelle-Écosse la semaine dernière, à l'occasion du congrès du parti conservateur provincial, Brian Mulroney s'est effectivement lancé dans un véritable blitz au Québec: discours sur la politique internationale jeudi, longue entrevue à LA PRESSE hier et participation à une émission radiophonique sur les ondes de Télé-Média.

Le chef conservateur a de bonnes raisons de concentrer ses efforts au Québec: la popularité de son parti est pratiquement retombée là où elle était au temps de Pierre Trudeau et il en va de plusieurs dizaines de sièges aux prochaines élections.

Le premier ministre affirme toutefois que la chute de popularité des conservateurs au Québec

est attribuable, pour 15 points de pourcentage, à l'élection d'un gouvernement libéral à Québec. Comme en Ontario, il espère que la situation va se redresser après la fin de l'inévitable lune de miel entre Robert Bourassa et les Québécois.

Avec une certaine candeur, le premier ministre a reconnu les erreurs des quinze premiers mois de son mandat. «C'est la première fois depuis 25 ans, a expliqué M. Mulroney, qu'un gouvernement conservateur tient plus de 12 mois consécutifs. Au pouvoir, j'apprends le premier ministre, vous apprenez la discipline, l'étude des dossiers, quand parler et quand vous taire pour ne pas contredire un collègue... L'absence de discipline qu'on retrouve dans tout parti d'opposition était joliment bien développée chez

nous», constate encore M. Mulroney. «Il ne faut donc pas s'étonner que de temps à autre, un ministre en contredise un autre, qu'un gars parle un peu trop ou pas assez. Le temps va faire son oeuvre et la discipline va s'acquiescer».

Le chef conservateur évoque d'ailleurs la possibilité d'un remaniement ministériel et de «changements de personnel» pour corriger cela. M. Mulroney affirme qu'il sera capable de faire preuve du leadership nécessaire: «Ce n'est pas par hasard que le parti conservateur s'est ramassé enfin uni. Ce n'est pas exclusivement de la chance. Il y avait de la bonne gestion et énormément de fermeté et de leadership là-dedans».

Le leader du PC a enfin levé le voile sur la façon dont il veut bâtir un vrai parti au Québec. Son lieutenant, Roch LaSalle, avait déclaré la semaine dernière que les organisateurs du parti «ont six mois pour se ressaisir».

M. Mulroney, qui avait d'ailleurs félicité personnellement René Lévesque pour la vigueur démocratique de son parti, veut que le parti conservateur suive cet exemple: un parti «financé démocratiquement et dont la base ait un rôle à jouer dans les orientations du gouvernement à Ottawa». M. Mulroney souligne que la démocratisation de son parti se situe dans la foulée de la revalorisation du rôle du député à Ottawa, réforme qui devrait être lancée dès ce printemps. «Une fois le parti en place (au Québec), précise-t-il encore, je veux reprendre cette idée et cet esprit de réforme et les transposer au niveau national».

Ayant manifestement mis fin à la morosité qui imprégnait son bureau et son conseil des ministres, Brian Mulroney a enfin conclu: «Le rôle d'un chef est ingrat et difficile. Cela fait partie de notre démocratie, parfois dure mais bien à nous...»

■ Lundi, LA PRESSE publiera la suite du compte rendu de l'entrevue avec le premier ministre Brian Mulroney ainsi que des extraits de son entretien avec nos journalistes.



La fuite de Jean-Claude Duvalier



Les dernières minutes du « président-à-vie »

■ PORT-AU-PRINCE — Il est parti sur la pointe des pieds. Au milieu de la nuit. A la hâte. Avec quelques membres de sa famille et trois agents de sécurité, 22 personnes en tout.



GILLES TOUPIN

envoyé spécial de LA PRESSE

Et en partant, Jean-Claude « Bébé Doc » Duvalier, 34 ans et « président-à-vie » d'Haïti depuis 15 ans, laisse derrière lui un pays dévasté et pillé, et un peuple pauvre et affamé qui n'en finissait plus hier matin de hurler sa joie dans une capitale en délire. Joie qui a d'ailleurs vite pris l'allure de règlements de compte, voire de fusillades entre soldats et macoutes.

Lorsque j'ai vu déboucher Jean-Claude Duvalier au volant de sa BMW blanche sur la piste de l'aéroport François-Duvalier, il était 3 h 25 du matin.

Il freina brusquement, le temps que les soldats de la Garde présidentielle ouvrent la barrière d'une petite entrée latérale qui mène sur la piste de l'aéroport. Pas question de passer par le Salon diplomatique.

Il avait les traits tirés mais paraissait calme dans son costume bleu clair. À côté de lui, Michelle Bennett-Duvalier, sa femme, soigneusement maquillée, la tête ceinturée d'un bandeau beige, une cigarette à la main droite.

La BMW s'est engouffrée dans la nuit noire de la piste avec à sa suite des voitures ou prenaient place les enfants Duvalier et d'autres membres de la famille. Le frère, Pierre-André Duvalier, dans une Lada rouge, lance aux journalistes, mais sans conviction : « Il reviendra ».

Sur la piste, dans le noir, les réacteurs d'un gros transporteur C-141 de l'US Air Force tournent depuis déjà deux heures.

À 23 h 00, la tour de contrôle s'illumine

C'est au milieu de la soirée de jeudi que les journalistes ont appris que Duvalier avait rencontré l'ambassadeur des États-Unis dans l'après-midi. Il n'en fallait pas plus pour qu'une centaine de journalistes se ruent à l'aéroport.

À 21 h 45, tout semblait fermé à l'aéroport. Mais à 23 h 00, la tour de contrôle s'illumine. Le radar se met à scruter le ciel.

Quelques voitures et jeeps officielles franchissent l'enceinte de l'aéroport. Mais « Bébé Doc » n'est pas encore là.

Sur la route de l'aéroport, le taxi qui m'a amené avec une collègue américaine s'est fait intercepter par deux macoutes ivres qui gelaient après nous je ne sais quoi en créole. Ils descendent de voiture en titubant. Ils ne savent pas encore ce qui se trame. Le chauffeur, génial, leur raconte que notre voiture a été accidentée près de l'aéroport. Ils avalent la salade et nous laissent filer. Je respire... mais j'ai eu la frousse.

À l'aéroport, l'officier de faction se demande, éberlué, ce que nous venons faire là au milieu de la nuit. Il refuse de nous croire lorsque nous lui disons que le « président-à-vie » va quitter le pays.

À 2 h 10, deux véhicules bourrés de bagages

À 2 h 00 du matin, l'énorme avion s'approche dans la nuit, feux rouges et verts clignotants. Les feux bleus de la piste viennent tout juste de s'allumer, dans la nuit haïtienne, chaude et

étoilée. Il atterrit dans un rugissement d'enfer.

À 2 h 10, deux véhicules bourrés de bagages et occupés par quelques personnes passent devant nous. Duvalier n'est toujours pas là. Au loin, dans la ville, des coups de feu résonnent.

Viendra-t-il ? Tout n'est-il pas en train de se jouer au palais ? Mais non, si l'avion est encore là, c'est qu'il est toujours en vie. Les reporters sont sceptiques. À 2 h 20, l'avion fait quelques manœuvres puis s'immobilise à nouveau. De l'autre côté des clôtures grillagées, la Garde présidentielle tourne le dos aux photographes qui les mitraillent de leurs flashes.

À 3 h 05, une autre pétarade au loin. À 3 h 10, un pick-up militaire, occupé par deux soldats, fonce sur la piste. À 3 h 20, deux autres camionnettes, chargées de valises, font leur apparition.

Puis, ça y est. À 3 h 25, un cortège de voitures, tous phares allumés, approche à toute vitesse. C'est lui. À 3 h 46, les moteurs du C-141 vrombissent et Jean-Claude Duvalier s'envole vers

l'exil. Le peuple ne sait encore rien.

« C'est parfois difficile de dire au revoir », lance M. Jeffrey Lite, 1^{er} secrétaire de l'ambassade US, lors d'une conférence de presse improvisée à 4 h 05. L'officiel américain, qui se tient de l'autre côté de la grille dans le jardin de l'ambassade, répond aux journalistes sans leur ouvrir. Il confirme le départ de Duvalier à destination de la France. Il explique que l'ex-président aurait dû être à l'aéroport à 2 h 00 du matin et que l'ambassade ignorait pourquoi il avait mis tant de temps à s'y rendre.

À 14 h 00 jeudi, M. Duvalier rencontre l'ambassadeur de France au palais qui lui garantit l'asile politique provisoire afin de dénouer la crise. À 14 h 30, M. Duvalier rencontre l'ambassadeur américain pour lui demander un avion. L'entretien dure 15 minutes, raconte M. Lite.

— Est-ce que les États-Unis ont encouragé M. Duvalier à quitter le pays ?

— « Ils ne l'ont pas découragé », répond le fonctionnaire.



téléphoto UPI

Jean-Claude Duvalier avec son père François, en 1971.

Record de longévité pour le plus jeune chef d'État au monde

■ PORT-AU-PRINCE — La dynastie Duvalier s'est éteinte hier en Haïti après trois décennies d'une dictature devenue héréditaire avec le départ de Jean-Claude « Baby Doc » Duvalier qui, à 34 ans, n'aura été président à vie que pendant 15 ans. Il a quitté le pays avec le record de longévité d'un chef d'État dans son propre pays.

Les très timides réformes entreprises, sous la pression de l'Église et des États-Unis, n'auront pas réussi à sauver la dynastie des « présidents à vie » minée par une corruption devenue endémique.

Son père, « Papa Doc », n'avait tenu que 14 ans de 1957 à 1971, avant de mourir dans son lit. Un de ses objectifs, en créant ce qu'il voulait être une dynastie, était d'assurer à un pays ballotté depuis des décennies entre crises et révolutions de palais, une stabilité institutionnelle devant permettre un développement normal.

Profondément marqué par la violence

Jean-Claude, né le 3 juillet 1951 à Port-au-Prince, ne paraissait pourtant pas préparé, lors de son accession au pouvoir à l'âge de 19 ans, à diriger la pre-

mière république noire des Amériques, un pays de 6 millions de francophones.

Son père était mort le 21 avril 1971. Le lendemain, Jean-Claude Duvalier prêtait serment. Devenu le plus jeune chef d'État du monde à 19 ans, il est rapidement surnommé « Baby Doc » par la presse mondiale, en raison d'une part de son physique poupin et pour bien marquer qu'il est le digne fils de son père. Sa silhouette lourde, ses difficultés d'élocution, sa timidité, son visage lunaire et son goût pour les uniformes baroques, n'ont pas donné du nouveau président l'image d'un dictateur implacable ni d'un technocrate tiers-mondiste.

Témoin depuis l'arrivée de son père au pouvoir, alors qu'il n'avait que cinq ans, de toutes les intrigues, disgrâces, arrestations, exécutions, bombardements de palais et de 11 tentatives de coups d'État, Jean-Claude, selon ses intimes, a été profondément marqué par une violence qu'il répugnera à utiliser durant ses 15 ans de présidence. Il avait, à l'âge de 11 ans, échappé à un violent attentat au cours duquel trois de ses gardes du corps avaient été tués.

L'autorité de « Maman Simone »

Après des études chez les Frères des Écoles Chrétiennes du collège Saint-Louis de Gonzague de Port-au-Prince, où il obtient son baccalauréat, il s'inscrit à la faculté de droit et sciences économiques.

Ce que d'aucuns ont appelé sa « sensibilité » fut interprétée, au début de son règne, comme de la faiblesse par son entourage immédiat. Il ne dut, dit-on, de rester en place qu'à l'autorité de « Maman Simone » (Mme veuve Duvalier) contre les intrigues de sa sœur Denise pour prendre le pouvoir.

Plus passionné de belles voitures, de vitesse, de tennis et de jolies femmes que d'économie politique, il avait vécu ses premiers mois de présidence sur la lancée d'un régime dont la vieille garde et la milice — les Tontons Macoutes — faisaient corps autour de lui.

Pendant plusieurs années, il tentera d'amorcer une timide libéralisation, affublée du nom pompeux de « jeanclaudisme ». Mais le peuple et l'opposition ne verront dans ce nouveau look qu'un gadget. Sur le fond, le régime restait le même : coupé d'un peuple qui ne fut jamais consulté démocratiquement, soumis au contrôle rigide de la milice et surveillé par la vieille garde duvalériste. Ceux qu'à Port-au-Prince et ailleurs, on appelle « les dinosaures ».

Une riche héritière

Après son mariage avec Michelle Bennett, riche héritière protestante et divorcée, issue de la bourgeoisie mulâtre, c'est-à-dire symbole de l'ancien régime détesté par les duvaléristes noirs, catholiques et pauvres, Jean-Claude freine la libéralisation. La presse revient sous contrôle. Les quelques opposants restés dans le pays sont assignés à résidence, entre deux séjours en prison.

Début 1985, sous la pression populaire, Jean-Claude avait amnistié 36 prisonniers politiques, annoncé la légalisation des partis, remanié le gouvernement. Mais il devra finalement céder aux pressions populaires et l'état d'urgence proclamé le 31 janvier lui aura au moins permis de préparer son départ.

— AFP, Reuter



À 3 h 25 du matin, Jean-Claude Duvalier, accompagné de sa femme Michelle, débouche au volant de sa BMW blanche sur la piste de l'aéroport François-Duvalier...

Négritude, terreur et vaudou, trois piliers du duvaliérisme

■ PORT-AU-PRINCE — Le despotisme duvalériste, la terreur des tontons macoutes et le culte vaudou sont les trois composantes indissociables de la réalité haïtienne des trois dernières décennies.

Haïti, qui occupe la moitié ouest de l'île d'Hispaniola, devint en 1804 la première République noire indépendante au monde, après sa colonisation par la France. Elle l'est pratiquement toujours restée depuis. Elle a néanmoins connu une histoire mouvementée, dont 19 années d'occupation américaine, de 1915 à 1934, après l'assassinat du président Vilbrun Guillaume Sam.

Mais c'est le Noir François Duvalier qui, en s'appuyant sur les macoutes, établit son empire sur le pays de 6 millions d'habitants, aux 90 p. cent des Noirs jusque-là dominés par la petite minorité mulâtre. Haïti est aussi de forte tradition catholique — 80 p. cent de sa population — mais où le vaudou, culte animiste des Noirs antillais dans lequel le rituel chrétien se mêle aux pratiques de la sorcellerie, a de très nombreux adeptes.

Installé démocratiquement par des élections présidentielles qui donnèrent les deux tiers des voix au progressiste François Duvalier contre le conservateur Louis Déjoie, le 22 septembre 1957, le duvaliérisme fut donc d'abord une révolution nègre.

Le « Bon Papa Doc » devient l'« Ubu Noir »

Se posant comme l'héritier des grands émancipateurs noirs de la Caraïbe, du jamaïcain Marcus Garvey à l'haïtien Toussaint Louverture, « Papa Doc » réussit même à gagner le soutien des communistes, qu'il éliminera dans le sang après son élection.

Celle-ci fut d'ailleurs le dernier acte démocratique de la vie politique de François Duvalier, diplômé de l'Université du Michigan et ancien médecin de campagne où il avait reçu son surnom de « Bon Papa Doc ».

Au plan économique, Haïti duvalériste se caractérise par son extrême pauvreté. La médiocrité de ses terres n'assure qu'une pitance de survie à la population rurale. En 1981, le revenu par tête était estimé à \$300, le plus faible de l'hémisphère.

Couramment traité d'Ubu Noir, tant la logique de ses décisions échappait dans son horizon à tout sens, et abandonné par les États-Unis, premier pourvoyeur d'aide à Haïti, « Papa Doc » a tenté de faire vivre en autarcie un pays sans ressources. Il s'est aussi employé à éliminer ses ennemis : ses opposants lui attribuent la disparition de 30 000 personnes.

À la mort de « Papa Doc » en 1971, son fils Jean-Claude, aussitôt surnommé « Bébé Doc », hérite du titre devenu héréditaire de « président-à-vie » et, aussi, d'un pays ruiné et traumatisé.

De la libéralisation au retour des maîtres

D'abord encadré par la vieille garde fidèle à son père, dont Maman Simone (Mme Vve Duvalier), Jean-Claude tentera de se dégager de l'héritage et de changer l'image de son régime et de son pays.

Il amorça ainsi une certaine libéralisation, avec la loi sur les partis politiques adoptée en 1985, mais qui vise surtout à rendre son régime moins haïssable aux yeux du monde extérieur, en grande partie sous la pression de Washington.

En vain. Jean-Claude Duvalier

ne pourra convaincre ni ses bailleurs de fonds ni sa très turbulente opposition installée aux États-Unis et en Europe, de l'honnêteté de ses sentiments. La répression continue de même que le flot de boat-people haïtiens vers la Floride.

Son mariage, en 1980, avec

une héritière de la bourgeoisie mulâtre et protestante, tout ce que son père s'était employé à briser, marqua le retour aux affaires des maîtres de l'économie du pays : les métis.

Au cours des 30 dernières années, la répression avait étouffé toute agitation politique en Haïti.



Les blindés patrouillaient les rues de Port-au-Prince, hier, après l'exil du « président-à-vie » Jean-Claude Duvalier.

téléphot Reuter



La fuite de Jean-Claude Duvalier



APRÈS L'AVOIR ACCUEILLI POUR DES RAISONS « HUMANITAIRES »

Reste à savoir comment la France réussira à se défaire du dictateur déchu

■ PARIS — En acceptant de recevoir « en transit » l'ex-« Président à vie » de Haïti, Jean-Claude Duvalier, le gouvernement français a pris dans des délais record une décision politique dont en général on lui saura gré dans la communauté internationale. Reste à savoir comment — et entre les mains de qui — il va maintenant se débarrasser de cet encombrant cadavre.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
à Paris

collaboration
spéciale

Le dictateur déchu de Port-au-Prince est arrivé hier soir vers 21h30 (15h30 heure de Montréal) à l'aéroport Saint-Georges de Grenoble, complètement quadrillé par des forces militaires. Avec sa suite de vingt personnes il sera logé « dans la région de Grenoble », sous étroite surveillance policière. Un porte-parole du Quai d'Orsay, où l'on utilise généralement un langage plus cérémonieux et « diplomatique », nous déclarait crument hier en début de soirée: « Duvalier est ici en transit en attendant de trouver un pays d'accueil. Nous n'avons jamais envisagé de lui accorder l'asile ». Un peu plus tard dans la soirée, une source du Quai d'Orsay précisait: « Duvalier a huit jours pour se trouver un pays d'accueil ».

A supposer que l'opération se conclue rapidement et que Jean-Claude Duvalier trouve un pays pour l'accueillir, la France aura

posé un geste politique appréciable et plutôt courageux. La Suisse, la Grèce et l'Espagne venaient tour à tour de refuser l'asile à Baby Doc, et manifestement personne ne s'offrait pour prendre livraison du dictateur. Faute d'une porte de sortie ultime, Duvalier et ses troupes risquaient, en résistant au soulèvement généralisé en Haïti, de provoquer un bain de sang.

« C'est pour des raisons humanitaires et pour faciliter la transition démocratique à Haïti que nous avons accepté de le recevoir en transit », dit le même porte-parole du Quai d'Orsay. Paris, du même coup, rend un service fort précieux aux États-Unis, qui cherchaient activement et sans succès un terrain d'atterrissage pour l'héritier de Papa Doc. Mais la France dans cette affaire, a également pensé à ses propres intérêts: Haïti est le seul pays (à peu près) francophone dans cette partie du monde, et les Français, même loin derrière les Américains, gardent une influence importante sur le plan de la coopération et de la culture. C'est à ce titre que la

France a voulu jouer un rôle actif dans l'éviction du président-à-vie. En espérant que l'opposition démocratique haïtienne lui en soit un peu reconnaissante.

Ceci dit, le gouvernement français risque de se trouver une fois de plus dans une situation embarrassante. On semblait espérer hier après-midi, avant même l'atterrissage de l'avion militaire américain, trouver un pays d'accueil définitif, auquel cas l'escalade aurait pu être réduite à quelques heures, et Duvalier n'aurait peut-être même pas mis les pieds sur le sol français.

En fait, à leur tour, les deux pays pressentis, le Maroc et le Gabon, opposaient une fin de non-recevoir aux demandes d'asile. Et c'est maintenant aux Français, si l'on peut dire, de trouver une solution au problème: que faire sinon garder Duvalier tant qu'on n'aura pas trouvé un pays hôte. Les « huit jours » de délai risquant de se prolonger indéfiniment. La France a avec Duvalier, un problème qui ressemble à celui des États-Unis à l'époque avec le chah d'Iran: personne n'en veut.

Bien sûr, les regards se tournent vers les pays africains de la zone d'influence française, qui pourraient rendre ce service à la France. Mais pour l'instant rien n'est réglé.

Certains précédents poussent à la prudence. En 1982, en 1979, le gouvernement français s'était retrouvé avec un autre dictateur déchu sur les bras: Jean-Bedel Bokassa, ex-empereur de Centrafrique. La côte d'Ivoire avait accepté de le prendre en pension: un an plus tard, Bokassa revenait inopinément en France où il séjourne toujours, sans papiers d'identité ni permis de conduire. Dans son château de Sologne, il distribue de temps à autres des interviews bouffonnes. Contrairement à de célèbres réfugiés iraniens, l'ancien premier ministre Bakhtiar ou l'ancien président Bani Sadr, Bokassa n'est pas dangereux et ne risque pas d'attirer sur la France des actions terroristes. Il est seulement encombrant et gênant. Tout comme Duvalier: on sait qu'il est arrivé en France, mais personne ne sait quand il en repartira.



La « Petite Haïti » en liesse

A Miami, des milliers de Haïtiens sont descendus dans les rues de la « Petite Haïti » pour célébrer le départ de Duvalier.

télephoto AP

Les USA n'ont pas aidé à la chute de Duvalier

■ WASHINGTON — Le président Ronald Reagan a déclaré hier que les États-Unis n'avaient pas aidé au renversement du régime du président Jean-Claude Duvalier, mais que son administration avait observé la situation « dans l'attente et l'espoir que quelque chose se produise qui permettrait de rétablir l'ordre » en Haïti.

M. Reagan, qui s'adressait à un groupe de lycéens, près de Washington, a dit qu'il ne savait pas si les États-Unis pourraient promouvoir la démocratie en Haïti après le départ de M. Duvalier, ajoutant: « Nous ferons tout ce que nous pourrions pour être utiles ».

L'administration Reagan, qui est en consultation avec les nouvelles autorités haïtiennes, s'est déclarée prête à « examiner attentivement » une éventuelle demande d'aide d'urgence de la part de Port-au-Prince.

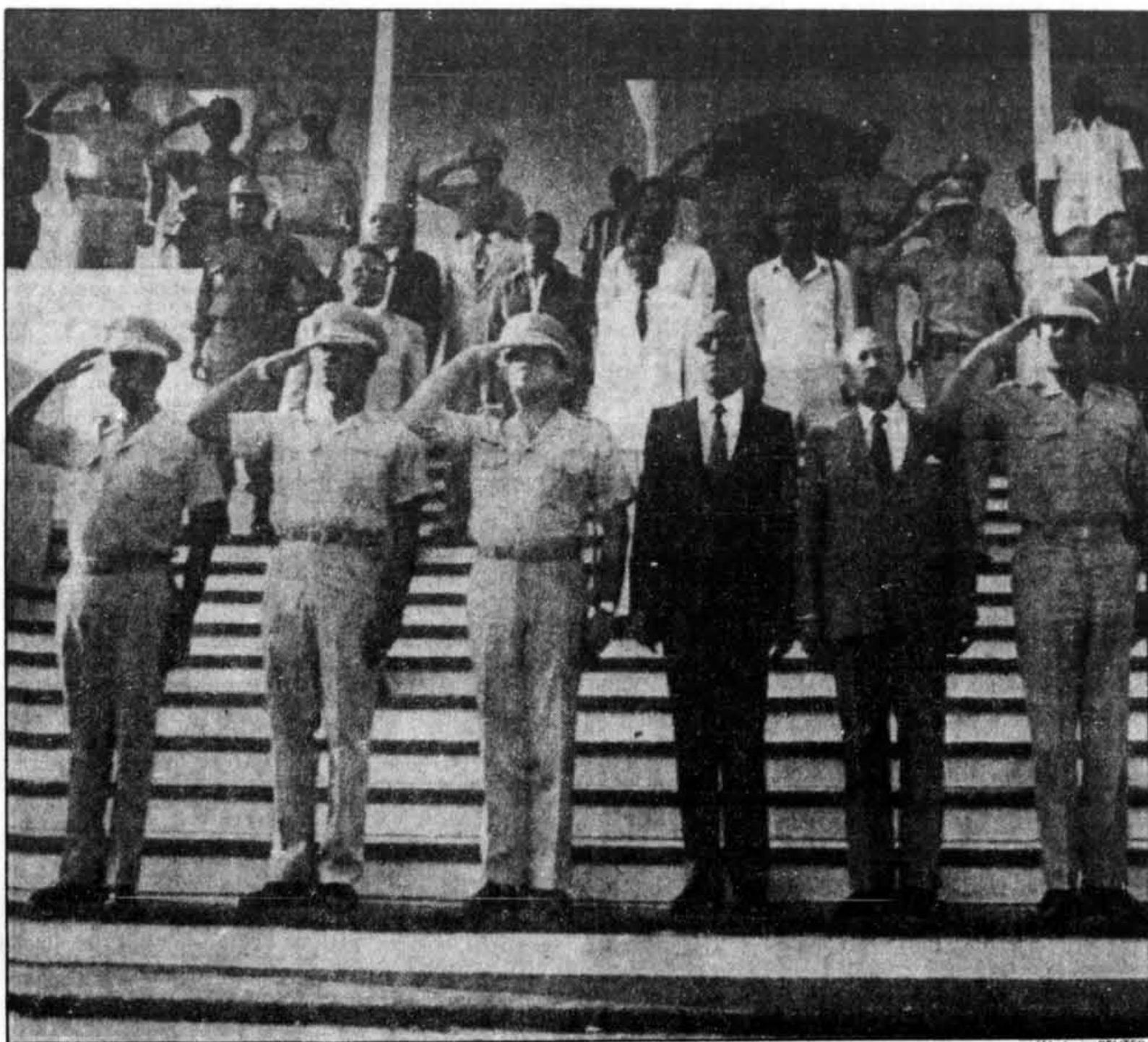
Washington considère comme un « pas positif » une déclaration du nouveau gouvernement haïtien s'engageant à respecter les droits de l'homme et à maintenir les forces armées à l'écart de la politique.

Cependant, les autorités américaines attendent des « clarifications » sur les intentions du nouveau gouvernement en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et des élections libres. La nature des relations de Washington avec le nouveau régime dépendra « de la position du gouvernement haïtien sur ce genre de questions », a précisé le porte-parole du département d'État, M. Bernard Kalb.

La Maison Blanche et le département d'État avaient indiqué précédemment que la décision de M. Duvalier de quitter son pays était « la bonne décision ». Les États-Unis, avait souligné le département d'État, ont fourni, en accord avec la France, un avion militaire au chef de l'État haïtien « afin de faciliter la transition et réduire la possibilité d'une effusion de sang » dans son pays.

« Vous parlez à un prophète », a ironisé M. Speakes, qui avait annoncé une semaine auparavant la chute de M. Duvalier et son départ pour l'étranger. Mécontent du comportement du régime duvalériste face à l'agitation qui secouait Haïti depuis quelques mois, Washington avait gelé la semaine dernière près de la moitié (\$26 millions) de l'aide américaine à ce pays.

AFP, Reuter, UPI



Le nouveau « Conseil de gouvernement » sur les marches du Palais présidentiel.

télephoto REUTERS

Le nouveau « Conseil de gouvernement », une junte militaro-civile

■ PORT-AU-PRINCE — Le nouveau « Conseil de gouvernement » qui a succédé hier au président Jean-Claude Duvalier est formée de trois militaires et de deux civils, plus un conseiller, lui aussi militaire, le colonel Prosper Avril.

Il s'agit du général Henri Namphy, du colonel William Regala, du colonel Max Valles, et de MM. Gérard Gourgue et Alix Cinéas.

Le général Namphy a déclaré hier que les forces armées n'avaient « aucune ambition politique ». Il a indiqué que les forces armées étaient intervenues parce que Haïti se trouvait « au bord de l'abîme » et qu'il était menacé à la fois par une « atteinte à l'intégrité de la nation » et par « le spectre effrayant de la guerre civile ».

Le général Namphy a également rappelé que le respect des droits de l'Homme était fonda-

mental. Il a lancé un appel au calme et à la sérénité de tous.

Le général Namphy, qui dirige le conseil et fait fonction de chef d'État, était chef d'état-major de l'armée haïtienne depuis mars 1984. Agé de 53 ans, il est né à Grande-Rivière, dans le nord du pays, fils illégitime du député local, Edmond Garcia. Sa mère tenait un petit magasin de vêtements.

Officier à l'âge de 21 ans, il avait attiré l'attention dans les années 1960, alors qu'il commandait la région nord du pays, en étant le seul militaire à s'opposer aux exactions de Zacharie Delva, l'un des sbires les plus connus de « Papa Doc » Duvalier.

Le colonel William Regala, 48 ans, était inspecteur-général des forces armées depuis mars 1984. Né à Jacmel, dans le sud du pays, il a pendant un temps étudié le droit avec M. Grégoire Eugène,

l'un des leaders de l'opposition ces dernières années.

Le colonel Max Vallès, 46 ans, commandait la garde présidentielle depuis avril 1985. Il avait succédé au général Gracia Jacques, l'un des fidèles du régime Duvalier. À côté de ses activités militaires, il écrit des poèmes et des pièces de théâtre et dirige une petite école secondaire à Port-au-Prince.

M. Gérard Gourgue, 60 ans, l'un des deux civils du gouvernement, est président de la ligue haïtienne des droits de l'Homme depuis 1978 et fait depuis longtemps campagne pour le jugement ou la libération des détenus politiques. Professeur de droit constitutionnel, il a enseigné à l'Université d'Haïti.

Lui et sa femme avaient été sévèrement battus en 1979, lorsque les forces du régime Duvalier avaient brutalement mis fin à une réunion sur les droits de l'Homme.

L'autre civil, M. Alix Cinéas, 53 ans, est le seul membre de l'ancien régime à entrer dans la nouvelle équipe. Il était ministre des Travaux publics, des Communications et des Transports sous Duvalier.

Il avait occupé ces fonctions de 1979 à 1984 et avait alors été limogé après avoir averti Jean-Claude Duvalier du sérieux de la situation dans les provinces où des émeutes s'étaient produites en raison de la pénurie alimentaire. Il avait été rappelé au gouvernement en novembre dernier.

Enfin, le colonel Prosper Avril, nommé conseiller du « Conseil de gouvernement », était officier dans la garde présidentielle. Il avait perdu la confiance de l'ex-président en septembre 1983 mais avait connu un retour en grâce il y a quelques mois. Il est âgé d'une cinquantaine d'années.

L'opposition se méfie de la junte

■ Des représentants de l'opposition en exil joints au téléphone hier par LA PRESSE ont tous exprimé une grande méfiance à l'égard de la junte militaro-civile mise en place en Haïti après la fuite de Jean-Claude « Bébé Doc » Duvalier et réclamé un « vrai gouvernement provisoire » chargé de « déduvalieriser » le pays. Ce qu'ils redoutent, c'est la poursuite du duvalisme sans Duvalier.

JOONEED KHAN

« Je suis joyeux mais préoccupé », a déclaré depuis Caracas le chef du Rassemblement des démocrates nationaux-progressistes (RDNP), M. Leslie Manigat.

« C'est une grande victoire populaire mais, à l'exception de Gérard Gourgue, de la Commission des droits de l'Homme d'Haïti, les autres membres de la junte sont tous des proches du régime Duvalier et il serait étonnant qu'ils s'occupent de la déduvalierisation », a-t-il dit.

À Caracas toujours, le Mouvement social-démocrate haïtien du 18 mai a lancé un appel à la nouvelle junte haïtienne pour la formation d'un gouvernement de coalition nationale et la convocation d'élections générales.

Fritz Longchamps, du Washington Bureau on Haïti, se félicite quant à lui de la mise en place de la junte qui, a-t-il dit, « a permis d'éviter un bain de sang et une occupation étrangère d'Haïti ». Mais, ajoute-t-il aussitôt: « J'ai pas confiance ».

Manigat et Longchamps ont tous deux affirmé qu'ils prépareraient fébrilement le retour de leurs collaborateurs en Haïti, étant entendu, comme l'a dit le chef du RDNP, que « je ne serai pas sur le premier vol ». Ce qu'ils réclament d'ailleurs en priorité c'est, outre la libération de tous les détenus politiques et le rétablissement plein et entier de toutes les libertés, des « conditions claires et sans équivoque pour le retour des exilés », à commencer par la suppression du visa de retour et la suppression de toute discrimination dans ce domaine.

Pour Manigat, le « gouvernement provisoire de consensus social » pourrait comprendre, par exemple, des représentants de l'Eglise, des forces armées, du milieu d'affaires, des travailleurs, des techniciens et des paysans. Outre la déduvalierisation et la préparation d'élections générales dans 9 à 18 mois, il appliquerait un « programme économique d'urgence pour faire face à la situation désastreuse dans laquelle se trouve le pays ».

Dans les communautés haïtiennes de New York, Miami et Boston, la chute du régime Duvalier a été accueillie avec jubilation par les réfugiés descendus dans les rues. À Boston, le consulat d'Haïti a été saccagé. À New York, où la communauté haïtienne est estimée à 300 000 personnes, plusieurs responsables ont qualifié d'« inacceptable » la junte militaro-civile qui a pris le pouvoir à Port-au-Prince.

QUOI FAIRE EN FIN DE SEMAINE

POUR CETTE CHRONIQUE, VEUILLEZ ADRESSER VOS LETTRES
CORRIGÉ SUITE:
«QUOI FAIRE AUJOURD'HUI» LA PRESSE, 7 RUE ST-JACQUES,
MONTRÉAL HET 1S9

CONFÉRENCE

■ Le Centre du nouveau penser présente une conférence de M. Bernard Cantin intitulée « Nos pouvoirs mentaux de guérison », le 9 février, à 11 h, à la salle 2940 du pavillon Judith-Jasmin de l'Université du Québec à Montréal. Entrée libre. Renseignements complémentaires : 254-2951.

■ Le mouvement Eckankar présente la conférence « La réalisation de soi », le 8 février, à 20 h, à l'école Georges-Vanier, 1 205 est, rue Jarry (521-6518); prix d'entrée, 5 \$; il présente aussi la conférence « Pourquoi rêvons-nous? », le même jour, à 20 h, au 215, boulevard des Laurentides, local 101, quartier Pont-Viau, Laval. Entrée libre. (669-0358).

RÉUNIONS

■ L'Association témiscouataine de Montréal organise un souper de spaghetti, avec musique du groupe « Cash », le 8 février, à la paroisse Saint-Bonaventure, 6 770, 42e Avenue, Rosemont, de 18 h à 20 h. Prix : 6 \$.

■ Les membres de l'Archiconfrérie du Coeur Agonisant de Jésus et leurs amis tiennent une réunion de prière présidée par le père Réal Michaud, aumônier de l'hôpital Notre-Dame-de-la-Merci, le 8 février, à 14 h, chez les Soeurs de Marie-Reparatrice, 1 025 ouest, boulevard Mont-Royal. Il y aura célébration de l'eucharistie à 14 h 30. Renseignements : 270-1829.

■ La Ligue ouvrière révolutionnaire et le Comité de la jeunesse révolutionnaire organisent une rencontre sur le thème « Quelles perspectives pour l'action politique ouvrière aujourd'hui? », le 8 février, à 19 h 30, au 4 274, rue Papineau. Contribution suggérée : sans emploi, 1 \$; autres, 2 \$. Renseignements : 524-7992.

■ JASS Inc., un organisme sans but lucratif, organise dans le cadre de ses ateliers-rencontres pour personnes seules (des deux sexes) qui veulent se faire des amis organisée tous les samedis une marche de santé, d'environ une heure et demie (départ à 14 h, à l'angle du boulevard Mont-Royal et de l'avenue du Parc, contribution volontaire, 2 \$). Il y a souper de danse libre après la marche au bar La Terrasse Mont-Royal, 30 ouest, Mont-Royal, à 17 h. Tous les week-end, on organise du ski alpin, du ski de fond et de la raquette (départ à la sortie nord de la station de métro Cremazie, vers 9 h du matin). Tous les vendredis soir, badminton au cégep de Rosemont. Dimanches, à 14 h, jeux de communication au Commensal, 2 115, rue Saint-Denis (5 \$). Patin-rencontre, le mardi à 19 h 30 au parc Maisonneuve (2 \$). Renseignements complémentaires : 388-8727.

■ La Bibliothèque Adélard-Berger, 180, rue Laurier, Saint-Jean-sur-Richelieu, invite le public à une rencontre avec Co Hoedeman, auteur de films d'animation, qui présentera quelques uns de ses films, ainsi que des accessoires et des marionnettes qu'il a utilisés. Renseignements complémentaires : Lise Gosselin, 348-0054, poste 302, ou 861-3397, poste 302 (de Montréal sans frais).

■ Le Café Chrétien Centre-Sud, 1 471 est, rue Sainte-Catherine, reçoit Danielle Julien pour un récital de chant et guitare, le 8 février, à 20 h 30. Entrée gratuite. Renseignements complémentaires : 522-7156.

ACTIVITÉS PHYSIQUES

■ Le Centre communautaire de loisirs de la Côte-des-Neiges, 5 347, Côte-des-Neiges, organise des excursions de ski de randonnée, les dimanches. Rassemblement pour le départ à l'angle des rues Henri-Bourassa et Papineau. Coût : 12 \$. Renseignements complémentaires : 388-3238.

■ Les amateurs de ski de fond (débutants, intermédiaires et experts) sont invités à participer à des excursions tous les dimanches. Rassemblement à l'angle des rues Henri-Bourassa et Papineau. Coût : 12 \$. Renseignements complémentaires : 388-3238.

■ Le Service des activités sportives de Saint-Laurent invite le public à skier en famille dans les sentiers du parc Marcel-Laurin et ses abords où se trouvent 20 km de pistes balisées et entretenues. Les sentiers sont patrouillés par des moniteurs expérimentés les samedis et dimanches, de 9 h à 16 h 30. En soirée, en semaine, les sentiers 1, 2 et 4 sont patrouillés de 19 h à 21 h. Le départ des pistes est à la Polyvalente Émile-Legault, 2 395, boulevard Thimens où il y a une cafétéria ouverte.

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

■ L'Atelier d'artisanat Centre-Sud, 1 710, rue Beaudry (526-5656) offre à la population des cours d'une durée de trois heures sur la fabrication d'objets utilitaires (broderie, courte-pointe, fleur en tissu). Prix : 3 \$ par session.

FILMS, SPECTACLES

■ L'Orchestre des jeunes du Québec donnera un concert (œuvres de Mozart, Sérénade Haydn et Symphonie no 39) le 8 février, à 20 h, au Centre culturel de Joliette, 20 sud, rue Saint-Charles-Borromée. Billets : 8 \$. Renseignements : 1-759-6202.

■ La Faculté de musique de l'Université de Montréal présente un concert de l'Orchestre symphonique de Joliette-Lanaudière (concerto pour violon en ré majeur de Beethoven; soliste, Vladimir Landsman; Symphonie inachevée de Schubert), le 8 février, à 20 h, à la salle Claude-Champagne.

■ La Maison québécoise de théâtre pour l'enfance et la jeunesse présente la pièce « Tempête dans un verre de lait » (collectif d'auteurs), au Triton, 255 est, rue Ontario (288-7211), du 4 au 7 février, du 12 au 14 février, du 19 et 21 février, en matinées scolaires, les 8, 15 et 22 février, à 15 h; les 9, 16 et 23 février, à 13 h et 15 h.

■ Le groupe Qehelata présente un spectacle de théâtre musical intitulé « Fugue en trois actes », le 8 février, à 20 h, au sous-sol du sanctuaire Marie-Reine-des-Cœurs, angle Sherbrooke et Bossuel. Entrée libre. Renseignements : 332-0813 ou 254-5376.

■ L'Association des femmes progressistes d'El Salvador et les Amis des enfants salvadoriens présentent un spectacle de chant et piano offert par Maurice Sarrazin, chanteur; Diane Desaulniers, pianiste, et Robert Panetta, guitariste, au profit de la campagne « Foyer-école » pour 100 orphelins, le 8 février, au 7 755, avenue Outremont (coin Saint-Roch; autobus 179 et 80). Le concert sera suivi d'une danse sociale. Renseignements : 525-6630.

■ Dans le cadre de la campagne de financement de la Ligue des droits et libertés, la Ligue nationale d'improvisation donne un spectacle supplémentaire le 8 février, au Spectrum. Prix d'entrée : 17,50 \$. Renseignements : 861-5851 ou 527-8551.

■ Le Service des activités culturelles de la Ville de Montréal présente les activités suivantes, le 8 février : un spectacle de marionnettes intitulé « Une journée dans la vie de Sophie Lachance », à 13 h 30, à la maison de la culture de Maisonneuve, 4 120 est, rue Ontario (872-2200); la pièce de théâtre « L'éclosion de camomille », à 14 h, à la maison de la culture de Notre-Dame-de-Grâce, 3 755, rue Botrel (872-2157); le spectacle « Le héros vision », à 14 h, à la maison de la culture Côte-des-Neiges, 5 290, chemin de la Côte-des-Neiges (872-6889). On doit se procurer des billets gratuits à la maison de la culture ou à l'une des succursales de la Banque d'Épargne du quartier.

DEMAIN

■ L'Éveil musical de Lachine invite les enfants à un atelier d'art vocal animé par Michèle Gaudreau, le 9 février, à 11 h, à l'hôtel de ville de Lachine, 21, 18e Avenue. Entrée, 1 \$. Renseignements : 634-5057.

■ Une « Journée spaghetti » au profit des patients de l'hôpital Notre-Dame-de-la-Merci est organisée par les Chevaliers de Colombe (conseil 3277, Cartierville), le 9 février, de 12 h à 22 h, à la paroisse Notre-Dame-des-anges, 5 621 ouest, boulevard Gouin. Coût du billet : 3 \$.

■ Le Centre d'essai des auteurs dramatiques organise une journée de théâtre sous le signe de l'échange et de la traduction dans le cadre d'un projet « Transmissions », le 9 février, à 15 h, au 4 001, rue Berri (Playwrights Workshop) et à 20 h, au 1 297, rue Papineau (Théâtre d'aujourd'hui). Réservations : 523-1211.

■ Des tournois de jacquet (backgammon), se tiennent tous les dimanches, à 15 h, au club Pips (club privé de jacquet), 3 774, rue Saint-Denis, 2e étage, sous la direction de M. David Woolf, ainsi que le mercredi, à 19 h 30. L'entrée est gratuite, mais on exige une tenue soignée. Renseignements complémentaires : 284-0613.

DIVERS

■ Le club Dojo central, 1 331 est, rue Sainte-Catherine, présente une grande démonstration de karaté, le 8 février, à 19 h. Renseignements : 522-1531.

■ « Ano-Sep », association sans but lucratif subventionnée par Centraide et l'Archevêché de Montréal, regroupe les femmes séparées ou divorcées. Une fois par mois, durant 15 semaines, les participantes suivent un cheminement qui les informe et les aide à vivre une vie qui exige une adaptation nouvelle. Ano-Sep dispose de quatre centres situés dans divers quartiers de la ville, dont l'un est un centre de jour avec garderie sur place. Ano-Sep reprend ses activités le 10 février. Renseignements : 514-849-5339, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 17 h.

■ La société « La joie des enfants », organisme sans but lucratif œuvrant auprès d'enfants handicapés, invite le public à une soirée de danse, le 8 février, à 20 h, à la salle paroissiale Saint-Jean-Baptiste, 1 841, rue Masson. Coût : 5 \$.

■ L'Association québécoise pour les enfants et les adultes ayant des troubles d'apprentissage invite le public à une réunion sur le thème « Témoinnage de parent », avec Mme Régine Manuso, le 11 février, à 19 h 30, au Centre Saint-Joseph, 1 450, rue Pie X, quartier Chomedey, à Laval. Renseignements : Hélène Dagenais, 625-6232; Janine Bergeron, 621-0830; AQETA, 861-5518.

■ La Société musicale Cordial de Boucherville organise un buffet gastronomique et musical le 8 février, à 20 h, au Carrefour La Seigneurie, 280, rue Fort-Saint-Louis, à Boucherville. On peut former une table avec ses parents ou amis. Prix : 15 \$ par personne. Renseignements : Gisèle, 655-8017.

■ L'Association des étudiants de l'université McGill organise son « Polar Ball » pour marquer la clôture de son festival, le 8 février, à 21 h, au 3 480, rue McTavish. Prix d'entrée pour le grand public, 6 \$. Renseignements : Robert Vézina, 931-7404; ou le McGill Winter Carnival Committee, 392-8976.

■ Le centre culturel Calixa-Lavallée, 3 819, rue Calixa Lavallée, offre tous les samedis aux enfants de 6 à 12 ans, des ateliers d'expression par le mouvement. Frais d'inscription : 10 \$ (pour dix ateliers). Renseignements : 872-3947.

■ La Chorale du « Y » des femmes, 1 355 ouest, boulevard Dorchester, recrute des membres. Les répétitions ont lieu le lundi, à 20 h. Il n'est pas requis de savoir lire la musique. Renseignements : 768-1637 (en matinée).

AU SALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENT

■ Conférences présentées, à la Place-Bonaventure, le 8 février : 13 h 10, « École privée ou publique? »; 14 h 10, « Le potentiel de carrière et ses trois composantes »; 14 h 40 et 16 h 10, « Une carrière pour vous aussi madame »; 15 h 40, « Se lancer en affaires »; 17 h 10, « Jeune et chômeur »; 19 h 10, « Comment entreprendre à 55 ans sa deuxième vie professionnelle »; 20 h 10, « Truscom : relance d'une entreprise par ses employés ». Il y a également des conférences sur les testaments, la planification financière en prévision de la retraite et sur l'immobilier.

CENTRES CULTURELS

Bibliothèque intermunicipale Pierre-fonds-Dollard-des-Ormeaux, 13 555, boulevard Pierrefonds : exposition collective d'artistes locaux jusqu'au 28 février, du lundi au vendredi, de 10 h à 21 h; les samedis, de 9 h 30 à 16 h 30; le dimanche, de 13 h à 17 h.

Bibliothèque Municipale de Westmount, 4 574 ouest, rue Sherbrooke (933-9377) : aquarelles de Ferg Gadzala, jusqu'au 16 février; du lundi au jeudi, de 10 h à 21 h 30; le vendredi, de 10 h à 18 h; le samedi, de 9 h à 17 h.

Centre culturel de Shawinigan : exposition de Arlette Carreau Kingwell et Claire Jacob, peintres, jusqu'au 23 février.

Centre culturel de Verdun, 5 955, avenue Bannantyne : œuvres de Francine Henry, du 6 au 23 février, les lundis, mardis, mercredis et jeudis, de 9 h à 17 h et de 19 h à 22 h; le vendredi, de 9 h à 17 h; le dimanche, de 13 h à 17 h. Maison de la culture Côte-des-Neiges, 5 290, chemin de la Côte-des-Neiges (739-7195) : retrospective des œuvres de Frère Jérôme, du 8 février au 2 mars, les mardis, mercredis et jeudis, de 13 h à 21 h; le vendredi, de 13 h à 18 h; le samedi, de 10 h à 16 h 30; le dimanche, de 13 h à 17 h.

Maison de la culture Maisonneuve, 4 120 est, rue Ontario (872-2200) : peintures figuratives et peintures abs-

traites de Jean-Pierre Moreau, du 24 janvier au 16 février; les mardis, mercredis et jeudis, de 13 h à 21 h; le vendredi, de 13 h à 18 h; le samedi, de 10 h à 16 h 30; le dimanche, de 13 h à 17 h. Maison de la culture Marie Uguay, 6 052, boulevard Monk (672-2044) : peintures de Yvon Coderre, du 12 février au 9 mars, les mardis, mercredis et jeudis, de 13 h à 21 h; le vendredi, de 13 h à 18 h; le samedi, de 10 h à 16 h 30; le dimanche, de 13 h à 17 h. Maison de la culture de Notre-Dame-de-Grâce, 3 755, rue Botrel (489-0842) : exposition des caricaturistes Aislin, Bernèche, Berthio, Chapleau, Girerd, Harpène, Lapsime et Rosen; des dessinateurs Gay, Gite et Lapière; du céramiste Labrie, sur le thème « D'humeur et d'eau fraîche », du 5 au 23 février, les mardis, mercredis et jeudis, de 13 h à 21 h; le vendredi, de 13 h à 18 h; le samedi, de 10 h à 16 h 30; le dimanche, de 13 h à 17 h. Maison de la culture du Plateau Mont-Royal, 465 est, avenue Mont-Royal : exposition commémorant l'œuvre de Marconi et montrant l'évolution des communications par radio, du 5 février au 2 mars, les mardis, mercredis et jeudis, de 13 h à 21 h; le vendredi, de 13 h à 18 h; le samedi, de 10 h à 16 h 30; le dimanche, de 13 h à 17 h.

EN PERMANENCE

Aquarium de Montréal, La Ronde, île Sainte-Hélène (872-4656) : pavillon Alcan, tous les jours, de 10 h à 17 h; prix d'entrée : personnes de 65 ans et plus ainsi que les jeunes de 5 à 17 ans, 1,25 \$; enfants de 4 ans ou moins, gratuit; autres, 2,50 \$.

Bourse de Montréal, 800 place Victoria (871-2453). Le public peut observer les activités du parquet depuis la galerie des visiteurs, de 10 h à 16 h, du lundi au vendredi. Il y a également des visites guidées pour des groupes de 20 à 60 personnes, sur rendez-vous, au coût de 1,50 \$: 871-2430.

Centre de conservation de la nature du Mont Saint-Hilaire, à l'entrée des sentiers du mont Saint-Hilaire (457-1755) : exposition permanente portant sur l'évolution géologique du mont Saint-Hilaire, sur sa faune et sa flore; ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 h à 16 h 30.

Centre d'histoire de Montréal, au 335, place d'Youville (845-4236); l'histoire de Montréal présentée au moyen d'un spectacle « Son, lumière, images » ouvert du mardi au dimanche, entre 10 h et 16 h 30 (dernière visite à 15 h 30, fermeture à 16 h 30. Frais d'entrée.

Château Ramezay, musée ethnographique, 280 est, rue Notre-Dame (861-3708), ouvert tous les jours, excepté le lundi, de 10 h à 16 h 30. Collection permanente : objets évoquant la vie militaire, économique et sociale du XVIIIe siècle et de la première moitié du XIXe siècle. Entrée : handicapés, aucun frais; enfants et étudiants, 50 cents; gens de l'âge d'or, 1 \$; autres, 2 \$.

Basilique Notre-Dame place d'Armes (949-1070), tous les jours, de 6 h à 18 h. Entrée libre.

Fort Chambly, 2, rue Richelieu, à Chambly (658-1585) : exposition permanente dont le thème principal est l'histoire du fort, sous le régime français; du mercredi au dimanche, de 10 h à 17 h. Parallèlement, un programme d'activités (sur réservation) destiné aux groupes scolaires ou autres vient enrichir la visite. Entrée gratuite.

Gesù, 1 200, rue Bleury (métro : Place-des-Arts) : l'une des belles vieilles é-

glises de Montréal (ouverte de 6 h à 18 h, sauf le dimanche après-midi); centre de réflexion chrétienne; dans le hall de la salle du Gesù, la « Porte Ouverte » accueille ses visiteurs de 10 h à 16 h 30, du lundi au vendredi. Organisée par l'équipe jésuite du Gesù, la « Porte Ouverte » comporte une salle de lecture, un service de librairie religieuse et des prêtres disponibles pour accueillir les personnes qui aimeraient causer, discuter d'un problème, se confesser. (871-2305 ou 871-1639).

Jardin botanique, 4 101 est, rue Sherbrooke (872-1400), serres ouvertes tous les jours de 9 h à 18 h. Frais d'entrée dans les serres (personnes de 65 ans et plus ainsi que les jeunes de 5 à 17 ans, 1,50 \$; enfants de 4 ans ou moins, gratuit; autres, 3 \$); entrée gratuite dans les jardins extérieurs.

Jardin zoologique — quartiers d'hiver — parc Angrignon, 3 400, boulevard des Trinitaires (872-2815), tous les jours, de 10 h à 17 h, du 10 au 28 février; spectacles d'otaries plusieurs fois par jour; droits d'entrée : jeunes de 5 à 17 ans et personnes de 65 ans et plus, 1 \$; enfants de quatre ans ou moins, gratuit; autres, 2 \$. L'accès aux installations extérieures est gratuit.

Planétarium Dow, 1 000 ouest, rue Saint-Jacques (872-4530). « Le retour de la comète de Halley », jusqu'au 23 mars; spectacles commentés en français les mardis et mercredis, à 13 h 30; les jeudis et vendredis, à 13 h 30 et 20 h 30; le samedi, à 14 h 15, 16 h 30, 20 h 30; le dimanche, à 13 h, 15 h 30, 16 h 30 et 20 h 30. Prix d'entrée : personnes de 65 ans et plus ainsi que les jeunes de 5 à 17 ans, 1,50 \$; enfants de 4 ans ou moins, gratuit; autres, 3 \$.

Des REÉR vraiment prolifiques!

CHOIX MULTIPLES

AVANTAGES MULTIPLES

GAINS MULTIPLES

SERVICES MULTIPLES

Pour en savoir plus long, renseignez-vous auprès de votre succursale des Services financiers Eaton.



SERVICES FINANCIERS EATON

dans les magasins Eaton

677, rue Ste-Catherine Ouest 284-8944
Promenades St-Bruno 461-2345

Carrefour Laval 687-1470
Fairview, Pointe-Claire 697-6420

Galerias d'Anjou 353-4411
Succursale du Trust
1450, rue Ste-Catherine Ouest 861-3664

Offerts par: Compagnie du Trust Eaton • Compagnie d'assurance-vie Eaton • Geston de fonds Eaton Baie Limitée

LE MERCREDI DANS

CONSUMMATION



Les consommateurs passent à l'action
par Jeanne Desrochers

la presse

DISMED INC.

VENTE - LOCATION - RÉPARATION
SALLE DE MONTRE

■ PRODUITS D'HÔPITAUX
■ ÉQUIPEMENT COMPLET DE SOINS À DOMICILE

■ FAUTEUILS ROULANTS
■ MARCHETTES
■ LITS D'HÔPITAUX
■ PRODUITS D'INCONTINENCE

355-4711
9950, PARKWAY H1J 1P5
VILLE D'ANJOU

Appareils remis après une faillite

■ À la suite de la mise en faillite de SOS Electronique Enrg., une entreprise de réparations de téléviseurs et de magnétophones, sise au 1027 ouest, rue Jean-Talon, les clients qui avaient déposés des appareils à cet endroit sont invités à venir les reprendre aujourd'hui, de même que lundi et mardi prochain, entre 15 h et 19 h.

La remise des appareils s'effectuera sous la surveillance de l'Office de protection du consommateur et, pour rentrer en possession de leur bien, les propriétaires des appareils devront fournir une preuve de leur identité.



Quintal
ENCANTEURS

LIQUIDATION D'AMEUBLEMENT DE BUREAU

\$1699

2 pièces
Aussi offerts
séparément



OFFRE SUPER-SPECIALE
Regency de Blitrite
Teinte noyer ou chêne

BUREAU D'ÉTUDIANT

24" x 48"

avec 1 tiroir utilité, 1 tiroir
classeur et serrure.
Disponible en gris, blanc, chêne
foncé, chêne pâle ou noyer.

\$179



**«COMMERCE»
SUPER-RABAIS**
Classeurs à 2, 3 ou 4 ti-
roirs, 26" de profon-
deur. Format lettre ou
legal. Plus de 200 en
stock, à liquider aux
prix de 1984.



**FAUTEUIL
DE
DIRECTEUR**
N° 1301

OFFRE SPECIALE
Tweed brun, beige
ou gris.

\$199

**MEUBLES
INFORMATIQUES**
construits
selon vos
spécifications
Couleurs au
choix

Modèle
discontinué
Prix spécial du
manufacturier **\$198**



Quintal
ENCANTEURS

MONTRÉAL
215, Jean-Talon ouest
(entre Saint-Laurent et av. du Parc)
H2R 2X6
(514) 274-4331

RIVE SUD
643A, Marie-Victorin
Boucherville, Qc
J4B 1X6
(514) 655-2203

GAGGIA

Spécial

**CAFETIÈRE
ESPRESSO-CAPUCCINO**
QUANTITÉ LIMITÉE

Magnifique cafetière, idéale pour la
maison et le bureau. Contient 2.5 li-
tres d'eau, 30 minutes de vapeur.
Disponible en blanc, gris et orange.



350\$

**Café UNION
Coffee Prod. Inc.**

148 ouest, rue JEAN-TALON, Montréal, Qué. H2R 2X1 Tél.: 273-5555

285-7111

LES ANNONCES CLASSÉS

POUR VENDRE
VITE, VITE, VITE
IL ME FAUT LA PRESSE!



la presse

EXPOSITION D'ARMES

Dimanche 9 fév. 1986
de 9 h à 15 h

Armes antiques et modernes, militaires,
épées, carabines, etc. Achat, vente ou échange.

RÉGIMENT ROYAL MONTRÉAL
4625, rue Sainte-Catherine ouest

organisée par l'Association des collectionneurs
d'armes du Bas-Canada

Rens.: 481-2012

Adm.: 3.00\$ par personne

Prochaine exposition: 10-11 MAI 1986

Épargnez

**Inventaire
'85**

AÉROPORT INTERNATIONAL DE MONTRÉAL

CHARGEMENT — LIVRAISON NON EFFECTUÉE
30% avance de fonds — 70% contre effets tirés impayés

VENTE AUX ENCHÈRES À COURT PRÉAVIS

TAPIS DE PERSE DE VALEUR

ET AUTRES TAPIS D'ORIENT, TOUS À POINTS NOUÉS MAIN.

— LES BALLES SERONT PRISES ET OUVERTES À 13 H SONNAN-
TES ET CHAQUE TAPIS SERA NUMÉROTÉ INDIVIDUELLEMENT
POUR VENTE PIÈCE PAR PIÈCE.

— L'ENCHÈRE DÉFINITIVE DOIT ÊTRE PAYÉE AU COMPTANT OU
PAR CHÈQUE BANCAIRE.

— EXAMEN UNIQUEMENT ENTRE MIDI ET 13 H SUR PLACE.

— AUCUN AUTRE RENSEIGNEMENT NE SERA FOURNI.

LE SAMEDI 8 FÉVRIER À 14 H

AU CHÂTEAU DE L'AÉROPORT

AÉROPORT INTERNATIONAL DE MIRABEL, QUÉBEC

Encanteur avec permis

NOUS INSTALLONS NOS PISCINES NOUS-MÊMES PAS DE SOUS CONTRACTEURS

Épargnez jusqu'à \$1,000
En achetant maintenant

*Un choix
l'économique!*



ENTIÈREMENT RECOUVERT DE VINYLE

18' diamètre 24' diamètre
\$1399 \$1599

Comprenant:

mur, structure garantie, 15 ans et équipement
complet: filtre, écumoir, échelle sécuritaire ou deck,
nécessaire d'entretien, sable, plomberie, pôle télé-
copique, crochet et thermomètre.

Piscines Aluminium
disponibles

• ESTIMATION GRATUITE
• ANALYSE D'EAU
• PIÈCES COMPLETES DE FILTREUR



Pas nécessairement modèle illustré

LES PISCINES

PREVI

FABREVILLE
515 BOUL LABELLE
622-9801

CHATEAUGUAY
115 BOUL ST-JEAN-BAPTISTE
698-2210

ST-LEONARD
6852 JEAN-TALON E.
255-7014

VILLE LEMOYNE
2500 BOUL TASCHEREAU
465-7701

HEURES D'OUVERTURE:
LUN A MER: 9:00 A 17:00
JEU ET VEN: 9:00 A 21:00
SAM ET DIM: 9:00 A 17:00



• MISE DE COTE
• CHEQUES ACCEPTES

Fraser

4950, rue de la Savane, Montréal, Qué. H4P 1T7 — Tél.: 342-0050
Encanteurs, évaluateurs et liquidateurs depuis 1880

\$250 000 AUX PARENTS

\$1 million à un enfant agressé sexuellement par un prêtre

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE
et la
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT
DU QUÉBEC
présentent

C'EST LE TEMPS D'INVESTIR!

CHANGEZ VOTRE STRATÉGIE DE PLACEMENTS:

Intérêts sur compte d'épargne	6%
Moins impôts*	- 3%
Moins inflation	- 4%
Rendement réel	- 1%

(*Impôts calculés sur un revenu imposable de 20,000\$, l'exemption de revenus d'intérêts ayant été utilisée).

5^e Anniversaire! \$ALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS

PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU SALON

- ★ Parquet de la Bourse de Montréal
- ★ Clinique de consultations sur l'épargne-actions
- ★ Clubs d'investissement
- ★ Conférences sur les compagnies inscrites à la Bourse
- ★ Conseils gratuits des notaires C.A. et évaluateurs agréés
- ★ Clinique sur les propriétés à revenus
- ★ Mini-théâtre sur l'immobilier
- ★ Retraite et pré-retraite: Conférences dans l'atelier de l'ACCAP

CONCOURS

- ★ 25 000\$ d'or offerts par McLeod et la Banque d'Épargne
- ★ 5 000\$ d'actions à gagner
- ★ Concours «planifiez votre retraite»

ABRIS FISCAUX

- ★ Épargne-retraite
- ★ Épargne-actions

LIQUIDITÉS

- ★ Certificats de dépôts
- ★ Obligations d'épargne

IMMOBILIER

- ★ Résidences
- ★ Propriétés à revenus

BOURSE

- ★ Actions
- ★ Obligations

7 au 11 FÉVRIER
PLACE BONAVENTURE
VENDREDI AU DIMANCHE 12h à 22h — LUNDI, MARDI 10h à 22h

la presse

CKAC 97.3

cpm 10

■ ABBEVILLE, Louisiane (AP) — Un jury a accordé, hier, \$1 million à un garçon de 11 ans ayant été victime d'agressions sexuelles de la part d'un prêtre qui purge déjà une peine de 20 ans de prison pour en avoir fait autant avec une trentaine d'enfants.

Les parents du garçon, Glenn et Faye Gastal, avait refusé un arrangement à l'amiable et réclamaient \$12 millions de dommages et intérêts à l'Eglise catholique. Ils avaient engagé cette action en justice, selon leurs dires, parce que l'Eglise avait soutenu le père Gilbert Gauthier après même avoir été informée de ses agressions sexuelles.

Après une heure trois-quarts de délibéré, le jury à prédominance catholique a accordé \$1 million à l'enfant et \$250 000 à ses parents.

Me J. Minos Simon, l'avocat des Gastal, avait affirmé au jury, composé de neuf femmes et trois hommes, que leur décision devait fixer un prix à la perte de la foi par l'enfant.

Dans son réquisitoire, l'avocat avait auparavant rappelé comment les abus avaient commencé alors que l'enfant, âgé de 7 ans, allait servir sa première messe en tant qu'enfant de chœur. Il a ajouté que le garçon, tellement effrayé depuis, ne pouvait plus croire un prêtre ni l'Eglise catholique.

Ce garçon fait partie de la trentaine d'enfants victimes du père Gauthier, condamné en octobre à 20 ans de prison après avoir reconnu les faits survenus à l'église paroissiale Saint-Jean de la communauté d'Esther.

Le diocèse avait déjà réglé à l'amiable les cas de 13 autres familles en payant une somme estimée au total à \$5.5 millions, afin qu'aucune poursuite judiciaire ne soit engagée.

25,000 \$ D'OR À GAGNER

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE
et la
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT
DU QUÉBEC
présentent

\$ALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS



PARTICIPEZ à LA CHASSE AUX TRÉSORS de McLEOD et de la BANQUE D'ÉPARGNE

5 lingots de 5,000 \$ d'or cachés au Salon de l'Épargne-Placements

L'indice pour la cachette du mardi est:

lieu de transactions d'actions

FORMULAIRE DE PARTICIPATION - TIRAGE DU SAMEDI 8 FÉVRIER

Pour être éligible au concours, vous devez remplir ce formulaire de participation, découvrir la bonne cachette et venir déposer votre formulaire au kiosque de

CKAC 97.3

dans un des bars prévus à cet effet pendant les heures d'ouverture du Salon.

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Tél. (rés): _____

Tél. (bur): _____

Le trésor du samedi est caché au:

- ☐ Kiosque de la Régie des Rentes
- ☐ Kiosque des Caisse Populaires Desjardins
- ☐ Parquet de la Bourse
- ☐ Kiosque des Clubs d'investissement
- ☐ Laboratoire des pierres précieuses
- ☐ Kiosque de McLeod
- ☐ Atelier de l'ACCAP
- ☐ Kiosque de l'Ordre des Comptables Agréés
- ☐ Kiosque de la Chambre des Notaires
- ☐ Kiosque de la simulation boursière
- ☐ Mini-Théâtre de la Banque Nationale
- ☐ Kiosque Geoffroy Leduc
- ☐ Kiosque de la Banque d'Épargne
- ☐ Kiosque de la Caisse de dépôt et placement du Québec
- ☐ Kiosque de Brault, Guy, O'Brien
- ☐ Kiosque de Bell Canada
- ☐ Kiosque des Évaluateurs Agréés
- ☐ Kiosque de Investors
- ☐ Kiosque des Coopérants

Pour découvrir où sont cachés les trésors consultez La Presse, des indices de cachettes y sont publiés tous les jours.

7 au 11 FÉVRIER
PLACE BONAVENTURE
VENDREDI AU DIMANCHE 12h à 22h — LUNDI, MARDI 10h à 22h

Les indices diffusés jusqu'à maintenant pour la cachette du samedi sont:

• 20^e anniversaire

• RRQ

PARLEZ-NOUS DU REÉR QUE VOUS AVEZ EN TÊTE!

VOS IDÉES...

REER
DES JARDINS

...NOS RESSOURCES

Vous avez idée d'un REÉR
qui soit un placement sûr, profitable avec un rendement avantageux.

Vous avez idée d'un REÉR
qui vous aide à réduire vos impôts.

Vous avez idée d'un REÉR
qui vous aide à planifier votre sécurité financière à la retraite.

10 3/4%*
3 ANS
INTÉRÊTS VERSÉS ANNUELLEMENT

la caisse populaire desjardins

Nos conseillers et toutes nos ressources sont à votre disposition pour vous aider à gérer vos épargnes REÉR. À taux fixe ou taux variable, nos formules d'épargne-retraite sont adaptées à vos projets, à vos idées. Et grâce à notre formule de versements échelonnés et nos prêts, vous pouvez profiter de cette déduction fiscale.

À votre caisse populaire, on a le REÉR que vous avez en tête!

Venez nous en parler!

*Ce taux est sujet à changement sans préavis et est disponible dans les caisses populaires participantes affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec.

UNE DÉCISION DU JUGE GONTRAN ROULEAU

Six responsables de la Banque commerciale poursuivis au Québec

■ (d'après CP) — Quatre administrateurs et deux vérificateurs de la Banque commerciale du Canada vont devoir affronter, au Québec, une poursuite que leur ont intentée deux actionnaires lésés de \$450 000 chacun lors de l'effondrement de la banque, l'été dernier.

Dans une décision qu'il a rendue hier, le juge Gontran Rouleau, de la Cour supérieure du Québec, a rejeté en effet l'argument soulevé par les quatre anciens représentants de la banque, tous résidents de l'Alberta, qui avaient fait valoir que la cause ne pouvait être entendue au Québec parce qu'elle découlait d'événements survenus en Alberta.

Le juge Rouleau a souligné que la Banque commerciale, dont le siège social se trouvait à Edmonton, s'était placée sous la juridiction du Québec lorsqu'elle avait enregistré un prospectus de vente d'actions dans cette province.

Les deux actionnaires, Boris Yufe et Robert Koby, deux investisseurs montrealais, ont intenté à la banque une poursuite de \$990 000 en alléguant que le prospectus publié par celle-ci, en 1983, ne reflétait pas fidèlement sa situation financière.

La poursuite engage également les firmes comptables torontoises Clarkson Gordon et Peat Warwick, qui avaient vendu des actions de la Banque commerciale au Québec.

Ces deux entreprises, sans mettre en doute la juridiction du Québec dans cette cause, avaient soutenu, devant le juge Rouleau, que l'affaire devrait être entendue en Alberta, puisque c'est dans cette province que sont situés la plupart des documents et des témoins pertinents. Les actionnaires de la banque, avaient-elles souligné, sont disséminés à travers le Canada et l'audition de la cause au Québec risquerait de provoquer une vague de poursuites dans d'autres provinces, qui pourraient se solder par des jugements contradictoires.

Le gouvernement fédéral a décrété la mise en liquidation de la Banque commerciale en juin dernier. Les déposants ont été remboursés, mais aucune indemnité n'a été versée aux actionnaires.

MM. Yufe et Koby ont fondé leurs revendications sur les dispositions de la Loi québécoise sur les valeurs mobilières, plus strictes que celles de la législation albertaine correspondante.

LE MERCREDI DANS ALIMENTATION



Les enfants et le poisson
par Françoise Kayler

la presse

RECTIFICATIF

Dans la section «Spécial la Mariée» publiée aujourd'hui, les articles ci-dessous, proposés en page 13, auraient dû se lire comme suit:



Ensemble
jonc et bague
Or 10k et 14k,
13 diamants
669⁹⁵\$

marcel
andré
bijoutier
diamantaire



Ensemble
jonc et bague
Or 10k et 14k
229⁹⁵\$

5415, rue Beaubien est
376-2202

Qu'il fasse
très froid ou très chaud
à l'extérieur
ça vous laissera

ni chaud ni froid

si vous confiez à VAL ROYAL vos problèmes d'isolation. Un simple coup de fil et très rapidement nos spécialistes vous fourniront sans aucun frais une estimation comprenant une analyse complète des pertes de chaleur de votre maison et de vos besoins réels d'isolation. En peu de temps et de façon très propre vous goûterez le bonheur d'une maison plein confort en plus d'économiser substantiellement sur votre note de chauffage.

Isolation Val Royal
c'est toute la différence

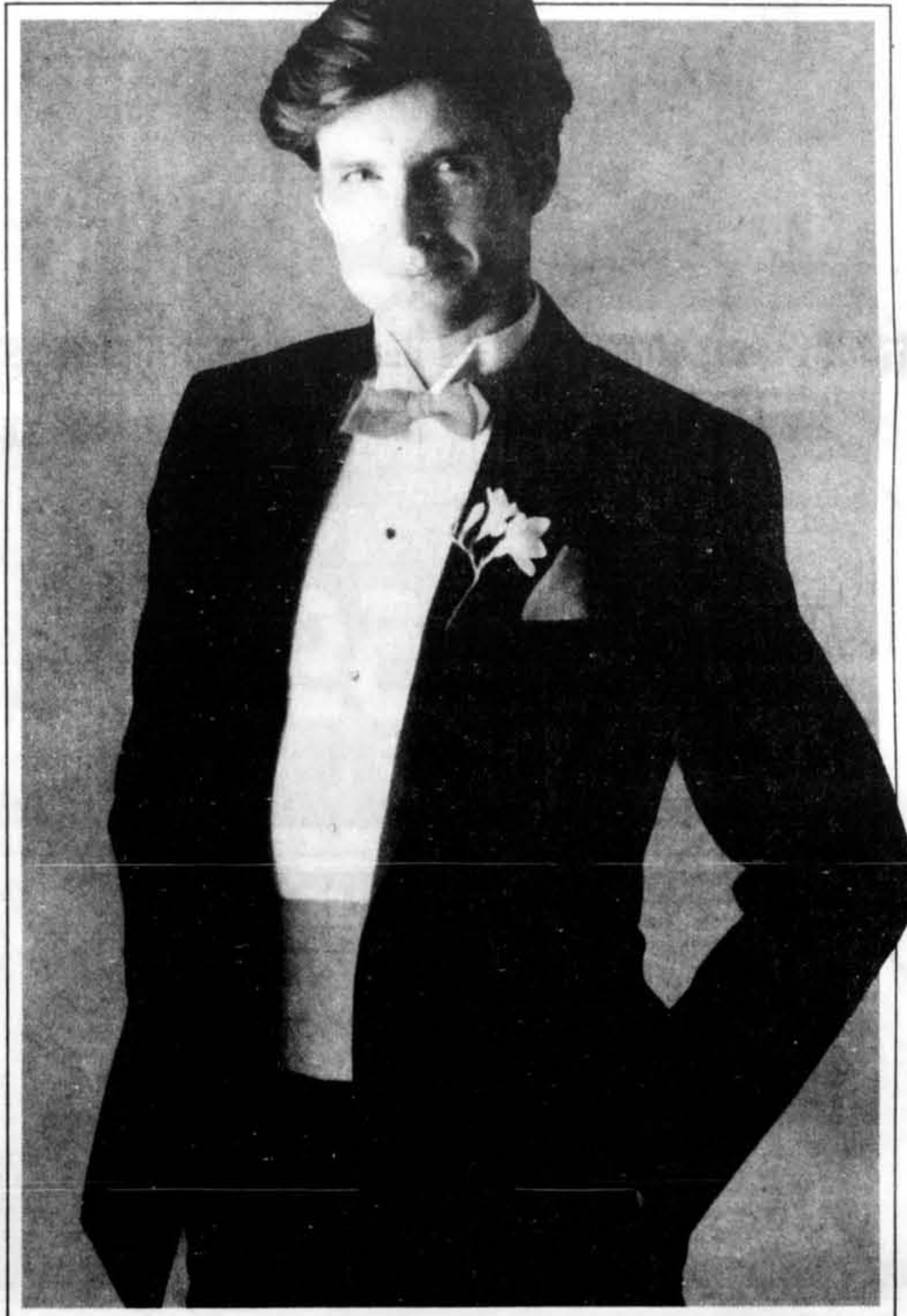
HÂTEZ-VOUS!
Vous pourrez être
éligible au
programme de
subvention.
Date limite:
31 mars 1986

Pour une estimation gratuite
téléphonez immédiatement au
277-2101

Nous vous offrons des modalités
de paiement très avantageuses



45 ans à votre service



Cette année, misez sur Classy pour soigner
votre mise. Le choix, la qualité et l'ajustement de nos tenues
de cérémonie sont sans égal. Aux modèles
exclusifs signés John Warden et Yves Saint-Laurent, s'ajoute
une toute nouvelle gamme d'accessoires
inspirée de la populaire série "Miami Vice".

MONTRÉAL
1227 Carré Philippe
861-5416

6617, rue St-Hubert
272-8253

6984, rue St-Hubert
271-1166

5320, ch. de la Reine-Marie
482-5240

LAVAL
Carrefour Laval
681-4339

ST-BRUNO
Promenades St-Bruno
653-3727

ST-LÉONARD
6420, rue Jean-Talon Est
255-5323



Tenue de
cérémonie.
En toute confiance.



DEMANDEZ
LA CIRCULAIRE
DE LA SEMAINE
À VOTRE
SPÉCIALISTE
DES AUBAINES!

BLITZ

Métro

PRIX BLITZ

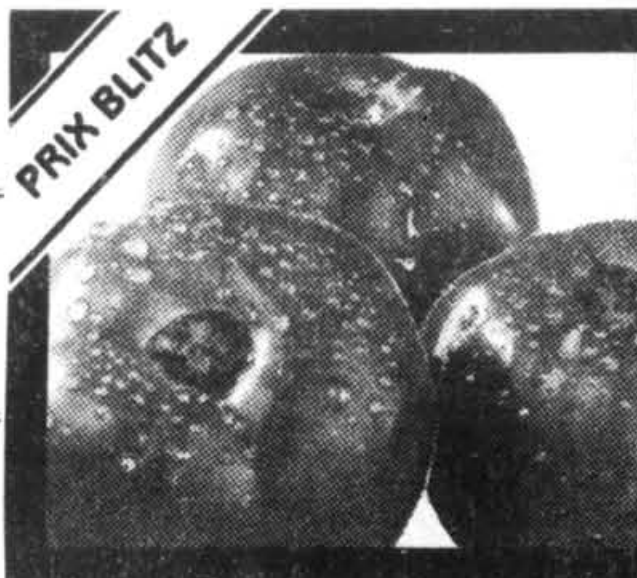
Ne manquez
pas cette
offre!



**LAVE-GLACE
AVEC
ANTIGEL
LAURENTIDE**
cont. 4 L
limite: 4 par client

99¢

PRIX BLITZ



TOMATES
produit du Mexique, Canada no 1
gr. 5 x 6

69¢ /lb
1⁵² /kg

PRIX BLITZ



LAITUE ICEBERG
produit de la Californie,
Canada no 1
gr. 24

59¢ ch.

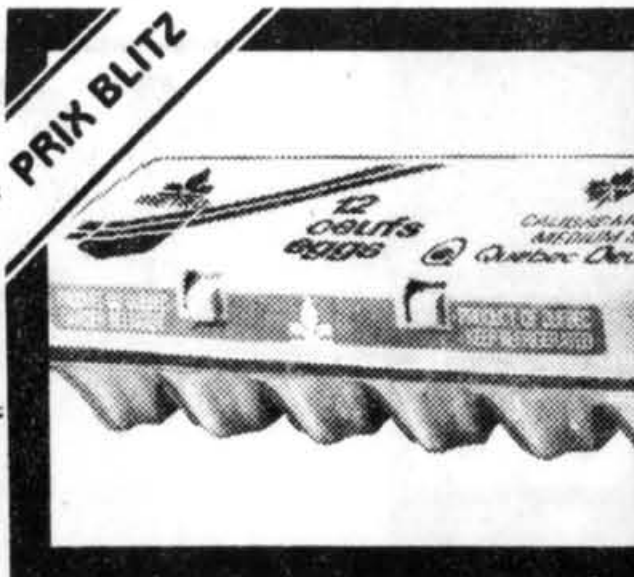
PRIX BLITZ



**MARGARINE MOLLE
THIBAUT**
(disponible au Québec seulement)
cont. 907 g

1,59

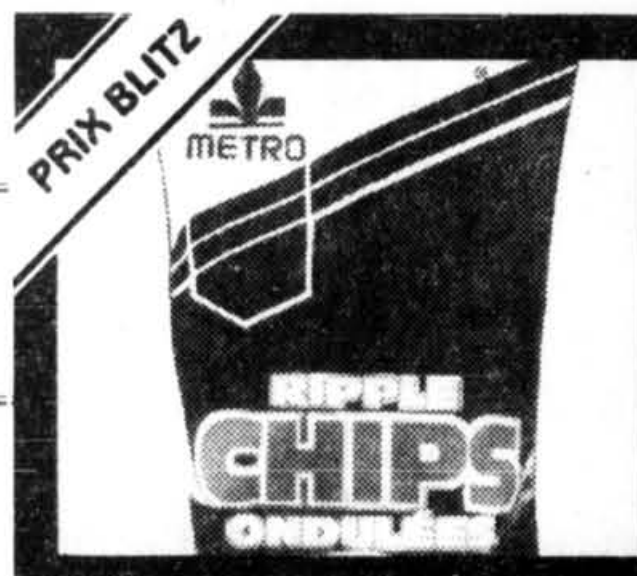
PRIX BLITZ



**OEUFS
MÉTRO**
calibre moyen, Canada "A"
limite: 2 douzaines par client

98¢ /douz.

PRIX BLITZ



**CROUSTILLES
MÉTRO**
saveur ordinaire, barbecue
ondulées, sac 200 g

89¢

PRIX BLITZ



LONGE DE PORC
bout de côtes,
env. 3 lb (1,4 kg)

88¢ /lb
1⁹⁴ /kg

Les articles annoncés dans cette page sont en réclame aux supermarchés Métro situés dans la ville de diffusion de ce journal et sa proche banlieue du lundi 10 février au samedi 15 février 1986 jusqu'à 17h00. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Si un article venait à manquer, n'hésitez pas à demander un bon d'achat différé. Si certaines marques de commerce de produits annoncés ne sont pas disponibles dans certaines régions, elles seront alors remplacées par une autre marque de commerce de même nature, et d'un prix coûtant égal ou supérieur. Pas de vente aux marchands. Photos à titre indicatif seulement.

MÉTRO

LE SPÉCIALISTE
par excellence

Les employés des Postes menacent de faire grève dans dix jours

■ Le Syndicat des employés des postes du Canada, dont les préposés au traitement des données, menace de déclencher une grève d'ici une dizaine de jours.

Les dirigeants du syndicat ont fait savoir, hier, que les négociations relatives au renouvellement de leur convention collective, engagées il y a un an, ont échoué sur une vingtaine d'articles. « Il est faux de dire, comme les représentants de l'État, que les principaux sujets litigieux sont réglés », a déclaré le coordonnateur de grève à Montréal, M. Jean Morin.

Le Syndicat des employés des postes du Canada — c'est le nom officiel de l'organisme — représente quelque 4 200 employés de bureaux réunis en 15 unités; 1 100 d'entre eux se trouvent à Montréal. Il compte parmi les six syndicats formant l'Alliance de la fonction publique du Canada. (Ne pas confondre cette association avec celle des facteurs qui, eux aussi, ont un contentieux avec leur employeur.)

Le Syndicat des employés des postes attend de prendre connaissance du rapport qu'un conciliateur devrait rendre pu-

blic ces jours-ci avant d'agir. La loi canadienne autorise les syndicats à recourir à la grève sept jours après le dépôt d'un rapport de conciliation.

Les porte-parole syndicaux ont fait valoir, hier, que les augmentations de salaires offertes, soit 2,9 p. cent en moyenne, ne sont pas suffisantes. Ils ont signalé aussi que les parties ne s'entendent pas sur une définition des changements technologiques. Ils signalent enfin que la mise en place de techniques nouvelles, qui pourraient faire disparaître 250 postes, ne devrait pas être poursuivie sans un programme de formation et de recyclage des employés. Pour eux, la sécurité d'emploi n'est pas assurée par l'employeur.

A LA
ST-VALENTIN
VENEZ
CÉLÉBRER
LE GOÛT
DE FOUDRE



Du 10 au 16 février chez St-Hubert, on fête la St-Valentin: souper à la chandelle, ambiance intime, douceurs de circonstance... et vous deux!

Le 14 février, un musicien* vous jouera même la sérénade!

*dans les rotations participantes.



Copyright, tous droits de reproduction et de traduction réservés - Canada 1986 - LES RÔTISSERIES ST-HUBERT LTÉE, Laval, P.Q., Canada

LE
JEUDI
DANS
DÉCORATION



Humour
et amour
par Madeleine Dubuc

la presse

NOUVEAU AU CANADA HYPNO-MINCEUR

Enfin bien dans ma tête...
et bien dans ma peau pour toujours!



10, 20, 30, 40 ou 50 livres et plus à éliminer. C'est possible... grâce à une méthode douce expérimentée en Europe, sans régime draconien et en vous relaxant. Avec la méthode J.C.G., vous conserverez pour toujours votre poids idéal sans soucis.

VOTRE EXAMEN MINCEUR GRATUIT

Prenez rendez-vous en téléphonant, du lundi au samedi de 9 h à 20 h.

au 272-8063



INSTITUT
JEAN CLAUDE GILLES

Additionnez vos rabais pour de plus grandes économies

1000\$
PLUS jusqu'à 966\$
1966\$

Rabais-chèque
directement de
Chrysler sur
les Dodge Lancer
et LeBaron GTS

Rabais sur des
ensembles-options spéciaux



Dodge Omni et Charger
Plymouth Horizon et
Turismo

500\$ Rabais-chèque
directement de Chrysler
PLUS jusqu'à 626\$ Rabais sur des
ensembles-options spéciaux
1126\$ RABAIS TOTAL



*Cette garantie limitée ne s'applique pas aux véhicules importés, de parc ou de location après 2 ans ou 40 000 km. Possibilité de 100 \$ déductibles. Votre concessionnaire a tous les détails.
Certains équipements ou accessoires illustrés ou mentionnés sont optionnels moyennant suppléments.

Dodge Aries et
Plymouth Reliant

500\$ Rabais-chèque
directement de Chrysler
PLUS jusqu'à 966\$ Rabais sur des
ensembles-options spéciaux
1466\$ RABAIS TOTAL



Faites vite!

Se termine le 22 février 1986.
Détails chez les concessionnaires participants.
Cette offre ne peut s'ajouter à l'offre de financement Chrysler.
Les rabais sont calculés d'après le PDSF à l'achat d'un ensemble-options spécial sur certains véhicules.

Pickups pleine grandeur
Dodge Ram

500\$ Rabais-chèque
directement de Chrysler
PLUS jusqu'à 950\$ Rabais sur des
ensembles-options spéciaux
1450\$ RABAIS TOTAL



5/80
GARANTIE*

5 ANS/80 000 KM
* Moteur et
rouage d'entraînement
• Perforations par la corrosion
sur la carrosserie extérieure
Sur les voitures et camions
de fabrication Chrysler.

INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC

ANNÉE SCOLAIRE 1986-1987
Inscription avant le 1^{er} mars 1986

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec offre six (6) programmes de formation professionnelle, sanctionnés par des diplômes du ministère de l'Éducation du Québec (scolarité gratuite).

Enseignement collégial (durée: 3 ans)

• 414.00 Tourisme • 430.01 Techniques de gestion hôtelière • 430.02 Techniques de gestion des services alimentaires

Enseignement secondaire — professionnel long

(durée: 2 ans) • Cuisine professionnelle • Pâtisserie-boulangerie • Service de restaurant

L'Institut sanctionne également les programmes suivants (durée: 1 an) • Techniques spécialisées en cuisine et en pâtisserie • Cuisine québécoise • Pâtisserie-boulangerie de restaurant

Conditions d'admission générales

• Résider au Canada • S'inscrire avant le 1^{er} mars 1986 • Se qualifier auprès du Comité de sélection

Conditions d'admission spécifiques

Enseignement collégial:

Avoir réussi la 5^e année du secondaire avec le cours de mathématiques 522 (plus chimie 442 ou 462 pour le programme 430.02).

Enseignement secondaire — professionnel long:

Avoir réussi la 4^e année du secondaire général ou professionnel long avec le cours de mathématiques 412.

Techniques spécialisées en cuisine et en pâtisserie —

Cuisine québécoise — Pâtisserie-boulangerie de restaurant:

Avoir réussi la 5^e année du secondaire avec la mention « Cuisine professionnelle 1 » (avant 1979: mention « Cuisine professionnelle 2 »)

OU

Avoir réussi tous les cours de cuisine des programmes de l'enseignement collégial 430.01 ou 430.02.

Renseignements et demande d'admission

Bureau du registraire

Service des admissions

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

401, rue De Rigaud

Montréal, H2L 4P3

Tél.: (514) 873-7783

Vous pouvez aussi vous adresser au responsable de l'information scolaire de votre institution ou de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Tél.: (514) 873-4163, poste 314

Québec



Notre seule ambition,
c'est d'être les meilleurs!

Chrysler

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES CHRYSLER DU GRAND MONTRÉAL

Babie Automobile

10660, rue Lacombe

Montréal 380-8271

Automobiles Fergues

15949, rue Sherbrooke est.

Montréal 842-7411

Longue Pointe Chrysler

7150, boul. Langier

Montréal 258-5652

Touchette Automobile

2175, av. Papineau

Montréal 325-0881

Boulevard Dodge Chrysler

330, boul. Cremazie

Montréal 395-7871

Jerry Dodge Chrysler

2090, boul. St-Joseph

Lachine 697-2245

Automobiles Plymouth

Chrysler Laurentien

2525, boul. Laurentien

St-Laurent 335-0500

Pointe-Claire Chrysler

335, boul. Brunswick

Pointe-Claire 694-5333

Jean-Talton Dodge Chrysler

4070, rue Jean-Talton ouest

Montréal 737-1441

Champlain Dodge Chrysler

3350, rue Wellington

Verdun 781-6801

Deillard Newman

Plymouth Chrysler

8550, boul. Newman

LaSalle 363-5000

Leslie Automobile

7635, boul. LaSalle

LaSalle 366-7818

Automobiles Chrysler

de Laval

1058, boul. des Laurentides

Laval 668-8080

Desmarais Dodge Chrysler

1400, boul. Labelle

Laval 682-1700

Landry Automobile

303, boul. Labelle

Laval 625-0733

Demers Plymouth Chrysler

4650, boul. Dagenais

Laval 627-4731

Longueuil Dodge Chrysler

770, rue St-Charles ouest

Longueuil 674-1571

Road-Point Dodge

& Chrysler

5055, boul. Cousineau

St-Hubert 650-4110

Lucerne Automobiles

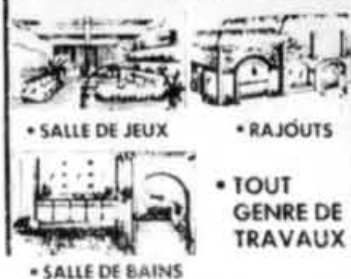
(Candiac)

185, boul. de l'Industrie

Candiac 650-5474

CUISINES • CUISINES • CUISINES • CUISINES

45% DE MOINS
que notre liste de prix suggérés sur
NOS CUISINES EN MÉLAMINE



HEURES
D'OUVERTURE
SAMEDI ET
DIMANCHE
10 h à 17 h
LUNDI À
MERCREDI
9 h à 18 h
JEUDI ET
VENDREDI
9 h à 20 h



AUSI
25%
DE MOINS
que notre liste
de prix

suggérés sur la plupart de nos CUISINES

RÉNOVATION 9725, BOUL.
L'ACADIE 337-0702

CUISINES • CUISINES • CUISINES • CUISINES

**Maigrissez et
maintenez votre
poids sans être
victime
de régime et de diète**

Approche psychologique en com-
portement alimentaire (approu-
vée par le ministère de l'Éduca-
tion)

Conférence d'introduction:
donnée par Lise Pelletier,
fondatrice des Ateliers
Alpha Silhouette Santé,
mercredi 12 février à 19 h 30
au Holiday Inn Richelieu
505, rue Sherbrooke Est
(métro Sherbrooke)
Prix d'entrée: 10\$
Renseignements: 653-7730

Challenger: les recherches restent infructueuses

■ WASHINGTON — Les recherches se poursuivaient hier, au large des côtes de Floride, pour tenter de récupérer au fond de l'océan les deux fusées d'appoint de la navette Challenger, tandis que la Maison-Blanche étudiait la possibilité de consolider la direction de la NASA.

Les conditions météorologiques se sont améliorées dans la zone où gisent les deux boosters du cargo de l'espace et les spécialistes de l'agence spatiale américaine et des garde-côtes avaient bon espoir de pouvoir utiliser pour la première fois leurs petits sous-marins robots.

Ces derniers sont équipés de caméras et devraient permettre de confirmer que les échos sonar enregistrés depuis plusieurs jours au fond de l'océan correspondent bien aux deux fusées d'appoint de Challenger. Les deux sous-marins n'ont pu être utilisés jusqu'à présent car il y avait trop de vagues, a précisé un porte-parole au Cap Canaveral (Floride).

La NASA se refusait toujours, hier, à confirmer des informations selon lesquelles des restes

humains, appartenant vraisemblablement aux sept astronautes de la navette, avaient été retrouvés. Certaines de ces informations précisent qu'un casque et des documents dont devait se servir Christa McAuliffe, l'enseignante qui faisait partie de l'équipage, avaient été récupérés.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes, a d'autre part indiqué hier que la présidence envisageait l'éventualité de nommer un successeur définitif à l'administrateur de la NASA, M. James Beggs.

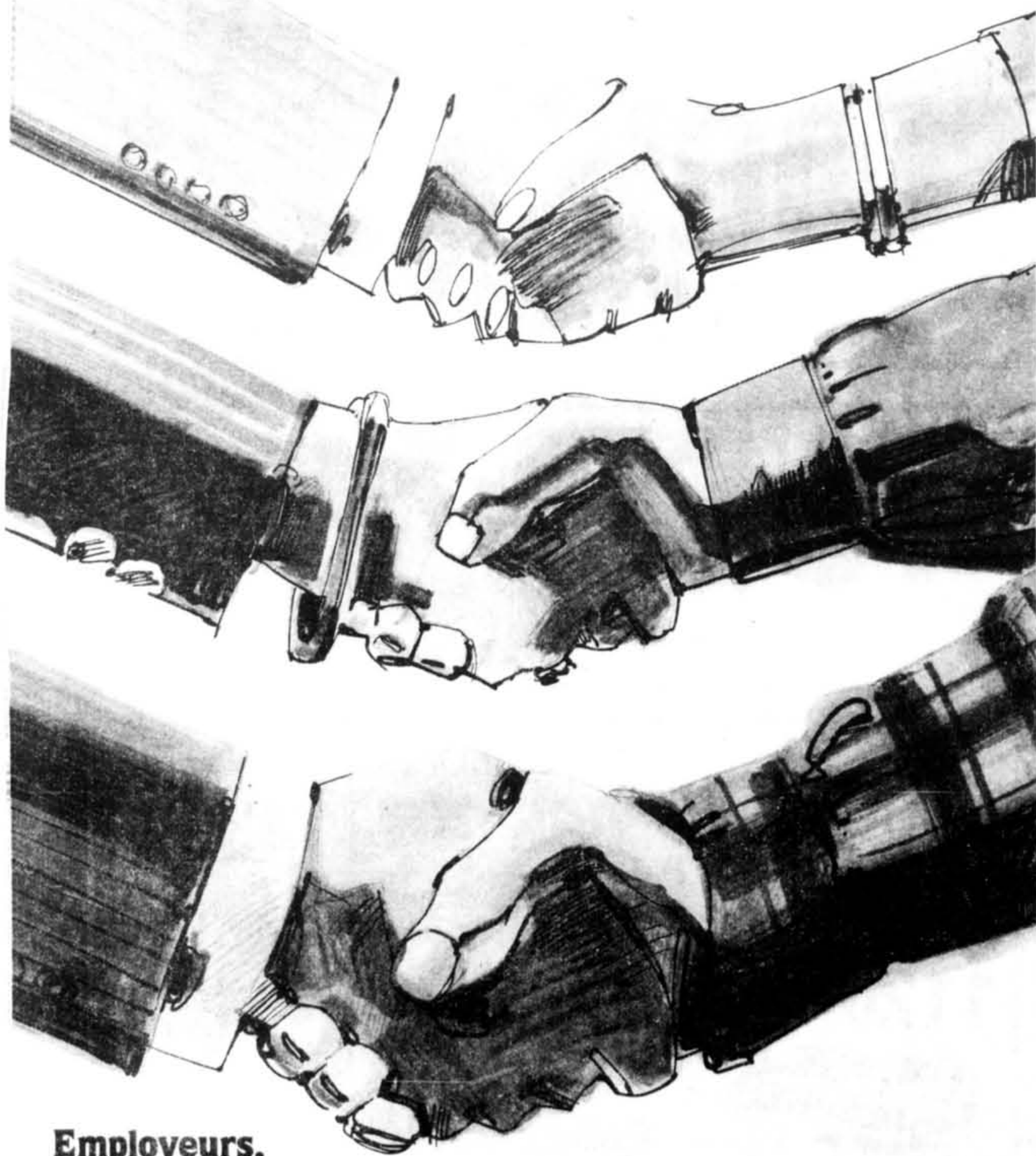
Celui-ci a pris un an de congé sans solde en décembre dernier pour se défendre d'accusations de malversations financières datant de son passage à la tête de General Dynamics, de 1978 à 1981. La NASA est actuellement dirigée par un administrateur intérimaire, M. William Graham.

Selon des responsables cités hier par le Washington Post, le gouvernement américain et le Congrès souhaitent savoir qui est responsable de quoi après la tragique explosion du 28 janvier.

— AFP

Défi 86

Emploi d'été Expérience de travail



Employeurs,

en offrant à des étudiants un emploi d'été relié à leur domaine d'études, vous leur donnerez un travail dont ils ont besoin et une expérience dont ils tireront profit au cours de leur future carrière. En échange, ces étudiants vous donneront leur détermination, leur goût d'apprendre et de travailler et leurs connaissances. De plus, vous pourrez bénéficier, dans le cadre du volet Emploi d'été/Expérience de travail du Programme Défi 86,

d'une aide financière plus qu'intéressante:

• Secteur privé:	50 % du salaire jusqu'à 3\$ l'heure
• Municipalités et institutions d'enseignement:	jusqu'à 100 % du salaire minimum
• Organismes sociaux:	jusqu'à 100 % du salaire minimum plus une partie des frais d'administration

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec un Centre d'Emploi du Canada.

Les demandes devront être postées au plus tard le 8 mars 1986.

Donnant, donnant!

L'INFORMATIQUE?

**SIMPLE COMME
271-7702**

Reconnu par le ministère
(niveau collégial)

Jean-Talon

**INSTITUT
INFORMATIQUE
APPLIQUÉE**
525 est, de Castelnau,
Montréal H2R 1R4

VITE, PASSEZ À
L'ACTION. DANS 12
MOIS, VOUS AUREZ
PLUS QU'UNE
FORMATION
PROFESSIONNELLE,
VOUS SEREZ PRÊT
POUR LE MARCHÉ
DU TRAVAIL!

**REÉR
10%***
2 ANS.

CERTIFICAT DE PLACEMENT GARANTI

PLACEMENT MINIMUM: 500 \$
INTÉRÊTS COMPOSÉS ANNUELLEMENT JUSQU'À L'ÉCHÉANCE.
* LES TAUX PEUVENT ÊTRE MODIFIÉS SANS PRÉAVIS.
AUCUNS FRAIS D'ADMINISTRATION

SERVICES FINANCIERS EATON

Dans les magasins Eaton
677, rue Ste-Catherine ouest 284-8944
Promenades St-Bruno 461-2345
Carrefour Laval 687-1470
Centre Fairview 697-6420
Galeries d'Anjou 353-4411

Succursale du Trust
1450, rue Ste-Catherine ouest 861-3664

DATE LIMITE POUR COTISER: 1^{ER} MARS 1986
INSTITUTION MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA
Offert par la Compagnie du Trust Eaton

SPÉCIAL 15 FÉVRIER

PUERTO RICO

L'Étoile des Caraïbes

VOL DIRECT TOUS LES SAMEDIS

1 SEMAINE À PARTIR DE
499
AVION & HÔTEL

VOL SEULEMENT À PARTIR DE 429\$ *

* Les prix varient selon la date de départ.
Les prix indiqués sont par personne, basés sur occupation double.
Départs de Montréal: Tous les forfaits sont accordés en fonction de la disponibilité au moment de la réservation. Taxes en sus. Consultez la brochure Mirabelle Tours pour les termes et conditions.

VOYEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

**MIRABELLE
TOURS**
Le 1^{er} des vacances-soleil

L. ROCCO EBENISTE

MOBILIER DE CUISINE
Style oriental
5 Mx. Bois solide
laqué noir
Choix de couleurs.
Choix de grandeurs de table
Ord. \$1199
SUPER-SPECIAL \$649

MOBILIER DE CHAMBRE style moderne
fini laqué blanc, autres couleurs au choix
Lit 39", 54", 60"
\$899

MOBILIER DE SALON
2 Mx
SOFA et CAUSEUSE
choix de couleurs
GRAND SPECIAL \$695

MANUFACTURIER DE MEUBLES MODERNES OUVERT AU PUBLIC
2414 est, MONT-ROYAL
521-0631
LIVRAISON IMMEDIATE ou
PLAN MISE DE COTE

Attention
TOUTES CES PEINTURES
INCLUENT UN CADRE SELON
VOTRE STYLE DE DECOR



Format
MINIATURE
\$19
Cadre
inclu



Format
ENTREE
BUREAU ou
CHAMBRE
A COUCHER
\$59
Cadre
inclu

TOUTE NOTRE SELECTION
DE REPRODUCTIONS

une peinture à l'huile
ou une reproduction
à la portée de tous!

EN
SUPER
SPECIAL
à 20%
DE RABAIS



NOTRE SPECIALITE
ENCADREMENTS
SUR MESURE
ou
REPRODUCTION
de
peintures, posters,
photos, petits points etc.



Format
DIVAN
\$75
Cadre
inclu

POURQUOI PAYER PLUS CHER!
CADRES
STANDARD
des milliers
en magasin.

20 à 50%
DE RABAIS

la maison du cadre
«Le plus grand centre d'art au Québec»

NOUVELLE
SUCCURSALE
ST-LEONARD
CARREFOUR
RABAIS
LANGELIER
(Langelier et Jean-Talbot)
255-4042

CENTRE-VILLE
CENTRE D'ACHAT MAISONNEUVILLE
2775, boul. du Parc
651-3019

LAVAL
CENTRE D'ACHAT D'ART
3100, boul. du Parc
(à l'est du Parc)
651-3348

ROSEMERE
CENTRE D'ACHAT LES GALERIES MILLE-LES
317, boul. Lacombe
437-9444

VILLE LAVAL
PLACE NEWBORN
Dufferin et boul. Newman
366-8664

RIVE-SUD
LES GALERIES TACHIBANA
239, boul. Taschereau
Grandval Park
468-0040

BATIMAN
LES PROMENADES D'ART
boul. Desjardins
501-1723

DOLLARD-DES-ORMEAUX
PLAZA CENTRIUM
3391, boul. des Sources
683-3980

Le Salon
CARRIÈRES & PROFESSIONS

PLACE BONAVENTURE
du 7 au 11 février 1986

10 témoignages de succès!

vendredi 7 février
14h10: Maryse Dutil, Multi B
16h10: Nicole Pagan, Goyette,
Pagan Goyette et Associés

samedi 8 février
14h40: Anne Lamo, Lamo
16h10: Guy Desmarais, Desmarais
18h10: Anne Lamo, Lamo

dimanche 9 février
14h10: Sylvie Dutil, Banque Royale
16h10: Monique Caron, Caron
18h10: Monique Caron, Caron

lundi 10 février
14h10: Brigitte Beaudet, La Vieillesse
16h10: Monique Caron, Caron

mardi 11 février
14h10: Pierrette Racine, Racine
16h10: France Deschamps, Deschamps

7 au 11 FÉVRIER
PLACE BONAVENTURE

la presse CKAC 97.3 cfm 10

Salon CARRIÈRES ET PROFESSIONS



présenté par
L'UNIVERSITÉ POPULAIRE

ACTIVITÉS DU SALON

- ★ Stand thématique sur les options gagnantes
Présenté par Emploi et immigration Canada
- ★ Pavillon de l'industrie aérospatiale au Québec
Présenté par CAMAQ
- ★ Pleins feux sur la formation professionnelle
- ★ Clinique sur les techniques d'entrevues et la préparation d'un C.V.
Présentée par l'Association des professionnels en ressources humaines
- ★ Les femmes et le marché du travail
- ★ Le pavillon des jeunes diplômés
Dialoguez avec des jeunes qui réussissent
- ★ Atelier de graphologie
- ★ Comment lancer son entreprise
 - Comment choisir une franchise
 - L'entrepreneuriat féminin
 - Les coopératives de travail
 - Création d'entreprises en haute technologie
- ★ Conférences sur:
 - l'éducation
 - l'emploi
 - la planification de carrière
- ★ L'industrie du textile
Une révolution technologique
- ★ Conseils gratuits des orienteurs professionnels
- ★ Information sur les stages à l'étranger

MINI-THÉÂTRE CARRIÈRES et PROFESSIONS

LES CONFÉRENCES et FORUMS AUJOURD'HUI

13h10	Forum sur l'éducation École privée ou école publique? Le statut de l'école au Québec
14h10	Le potentiel de carrière et ses trois composantes
14h40	Une carrière pour vous aussi madame
15h40	Se lancer en affaires
16h10	Un carrière pour vous aussi madame
17h10	Forum sur l'emploi Jeune et chômeur: le problème de l'intégration des jeunes dans le marché du travail
19h10	Comment entreprendre à 55 ans sa "Deuxième vie professionnelle"
20h10	Truscom: Relance d'une entreprise par des employés

en collaboration avec

la presse

CKAC 97.3

cfm 10
LA TÉLÉVISION DE MONTREAL

7 au 11 FÉVRIER PLACE BONAVENTURE

VENDREDI AU DIMANCHE 12h à 22h

LUNDI MARDI 10h à 22h

Aussi sous
le même toit
Salon de l'ÉPARGNE-PLACEMENTS

Deux Salons
pour le prix d'un!

Le destin du bébé Zurlo aurait été encore plus horrible s'il avait vécu

■ Le destin tragique du bébé Zurlo, mort d'inanition à l'âge de 29 jours, aurait été encore plus horrible si l'enfant avait vécu plus longtemps dans des conditions de vie inhumaine.

JOYCE NAPIER

« Si cet enfant avait vécu plus longtemps, il aurait simplement souffert plus longtemps », a soutenu hier Me France Charbonneau qui représente le ministère public.

Lors de sa plaidoirie devant le juge Claire Barrette-Joncas, de la Cour supérieure, qui décidera de la sentence des jeunes parents le 20 février, Me Charbonneau a soutenu que le couple se partage le fardeau de cette mort, l'un n'étant pas moins coupable que l'autre.

On sait qu'au terme de leur procès devant un jury d'assises voilà trois mois, Aldo Zurlo, un désœuvré de 19 ans, et Charlot-

te Selby, une danseuse de 21 ans, ont été trouvés coupables d'homicide involontaire.

Au procès de la jeune femme, des psychiatres l'avaient qualifiée de femme-enfant facilement dominée. On avait décrit son mari comme étant un homme violent dont elle avait peur. C'est lui qui l'aurait empêchée

de s'occuper de son enfant.

Zurlo, qui avait lui aussi témoigné pendant presque trois jours, avait maintenu que sa femme avait elle-même omis de nourrir et de laver ce bébé dont le corps chétif, recouvert de plaies et de selles, avait été emmené au même hôpital où il avait vu le jour le 25 août 1984.

Recherche de fissures

■ WASHINGTON (d'après UPI) - Les autorités fédérales ont ordonné aux compagnies aériennes du pays de passer à l'inspection des centaines d'avions dotés de certains moteurs de la marque Pratt & Whitney. Le but d'une telle inspection est de déceler des fissures susceptibles d'occasionner un bris de moteur.

La pièce de moteur la plus vulnérable aux fissures, dit-on, est un revêtement de chambre à combustion, qui ressemble à une grosse manche métallique.

Une telle pièce a joué un rôle important, le 20 octobre dernier, dans un incident impliquant un aéronef réacté des Eastern Airlines. Il s'était alors produit une défectuosité de moteur imputable à cette même pièce, au cours d'un décollage, à Tampa, en Floride. Personne n'avait toutefois été blessé.

C'était hier...

*Et on ne savait pas comment...,
on ne savait pas où...*

*Aujourd'hui, il y a le Complexe Rive-Sud.
Tout est plus simple, plus digne, plus humain.
Parce que tout est là. Tout.
Venez voir.*

Alfred Dallaire inc. 270-3111

SIMPSON

Dès maintenant au
comptoir

Estée
Lauder

La crème nourrissante dont les bienfaits hydrants durent 24 heures.

—Extrait Performance Swiss—
ainsi qu'un cadeau très spécial!

Plus qu'un hydrant, l'Extrait Performance Swiss est un traitement ultrariche dont les ingrédients actifs aident la peau à paraître souple et fraîche instantanément. L'Extrait Performance Swiss est un complexe à base de collagène naturel soluble qui contribue à conserver l'élasticité, la souplesse et le tonus à la peau. L'alliance des extraits naturels d'herbes suisses et européennes augmente la capacité de la peau à préserver son taux d'hydratation. Discrètement posé sous le fond de teint ou généreusement appliqué sur le visage au coucher, l'Extrait Performance Swiss rafraîchit, adoucit et protège la peau de nature normale à sèche. Soudain, vous rayonnez de beauté!

Votre Cadeau De La Part D'Estée Lauder

Beauté Rayonnante. D'une valeur de 30\$. Votre sans frais supplémentaires à l'achat de produits Estée Lauder de 12\$ ou plus.

Beauté Rayonnante.

Venez découvrir au comptoir Estée Lauder la crème nourrissante dont les bienfaits durent 24 heures. Profitez de cette occasion pour vous procurer votre cadeau très spécial. **Beauté Rayonnante.** Votre sans frais supplémentaires à l'achat de produits Estée Lauder de 12\$ ou plus: cette collection d'une valeur de 30\$ réunit l'Extrait Performance Swiss 15 mL, le Fond de teint liquide Polished Performance 7 mL, le Rouge à lèvres RE-NUTRIV (deux), l'Eau de parfum en atomiseur Cinnabar 7 mL, et le miroir. Venez vite chercher votre cadeau entre le lundi 10 février et le samedi 22 février 1986. Un cadeau par cliente, jusqu'à épuisement des stocks. (Quantités au Québec: 6 500)

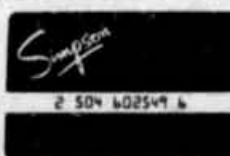
Achat en personne seulement

Fragrances, 204, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

**ESTÉE
LAUDER**
NEW YORK • LONDON • PARIS



Simpson C'est bien moi



**HEURES
D'OUVERTURE
DES MAGASINS
SIMPSON**

DU LUNDI AU MERCREDI:
JEUDI ET VENDREDI:
SAMEDI:

CENTRE-VILLE
10h à 18h
10h à 21h
9h à 17h

SUCCURSALES
9h30 à 18h
9h30 à 21h
9h à 17h

RENDEZ-VOUS AU MAGASIN SIMPSON LE PLUS PRÈS DE CHEZ-VOUS: CENTRE-VILLE, FAIRVIEW, ANJOU, LAVAL ET ST-BRUNO.